

LA VERITE

REVUE THÉORIQUE DE LA IV^e INTERNATIONALE



- **Etats-Unis :**
la situation du mouvement
ouvrier après la guerre en Irak

- **Brésil (dossier) :**
six mois après
l'arrivée de Lula au pouvoir

Et aussi :

- L'Allemagne à un tournant
- France : trois mois
d'intense lutte de classe
- La conférence d'Athènes...
- Relire "Que faire ?"
- Documents

« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.

Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »

Léon Trotsky

LA VERITE

REVUE THÉORIQUE DE LA IV^e INTERNATIONALE

SOMMAIRE

- **Présentation** p. 3
- **Etats-Unis : la situation du mouvement ouvrier après la guerre en Irak** p. 5
(Une interview d'Alan Benjamin)
- **Dossier Brésil : six mois après l'arrivée de Lula au pouvoir** p. 21
 - **Chronologie des événements**
 - **Six mois après la prise de fonctions de Lula**
(Par Miguel Luna)
 - **Le VIII^e Congrès de la CUT**
(Par Julio Turra)
 - **La question de la terre au Brésil**
(Par Misa Boito)
 - **Documents :**
 - **Lettre ouverte aux militants de Démocratie socialiste**
 - **Déclaration du courant *O Trabalho* lors de la direction nationale du PT**
 - **Le manifeste "*Se réappropriar le PT*"**
- **L'Allemagne à un tournant** p. 47
(Par Werner Uhde)
- **France : trois mois d'intense lutte de classe** p. 59
(Par Arthur Boral)
- **A propos de la conférence d'Athènes** p. 69
(Par Olivier Doriane)

• **Théorie : cent ans après,
relire *Que faire ?* (I)** p. 71
(Par Dominique Ferré)

• **Documents** p. 77

— France : les thèses adoptées par le 43^e Congrès
de la section française de la IV^e Internationale

— Face à la “Confédération européenne des syndicats”
(CES) et à la “Constitution européenne”

— Inde : des questions posées par la préparation
du Forum social mondial en janvier 2004

— Espagne : se débarrasser
des institutions du franquisme

Présentation

Avec ce numéro, s'ouvre une phase nouvelle dans l'existence de notre revue. *La Vérité* paraîtra désormais six fois par an, simultanément en anglais, en espagnol et en français (accompagnée des éditions intégrales ou partielles en allemand et en portugais). Il s'agit donc d'un renforcement dans l'expression politique régulière de la IV^e Internationale.

Quelle en est la signification ? Fondée en 1929, avec l'aide de Léon Trotsky, comme "*organe de l'Opposition communiste*", *La Vérité* a, durant des décennies, été l'organe des militants trotskystes en France. Après la crise de dislocation de la IV^e Internationale en 1950-1953, elle a joué un rôle important dans l'élaboration théorique et politique sur le terrain du marxisme et de sa continuité, apportant ainsi, numéro après numéro, une contribution constante au combat pour la reconstruction de la IV^e Internationale. Cette contribution a rapidement dépassé les frontières de la France, bien que, jusqu'au début des années 1990, *La Vérité* ait été exclusivement éditée en langue française.

C'est en novembre 1990, lorsqu'est prise la décision de convoquer une conférence de reproclamation de la IV^e Internationale, que *La Vérité* devient organe international, édité dans différentes langues. Après la conférence de reproclamation (1993), elle devient "*organe théorique de la IV^e Internationale*". Durant ces treize années, trente-deux numéros de *La Vérité* ont ainsi été publiés.

Mandaté par le Cinquième Congrès mondial de la IV^e Internationale (février 2002) et par le conseil général, le secrétariat international de la IV^e Internationale a donc pris les mesures politiques et d'organisation permettant une régularité et une périodicité rapprochée. Il s'agit de faire de *La Vérité* le facteur d'organisation central d'une politique d'ensemble d'aide à la construction des sections de la IV^e Internationale. Facteur d'organisation qui s'exprime dans le fait que l'élaboration théorique et politique de la IV^e Internationale est portée par ses différentes sections, ce qui se traduit dès ce numéro.

Sous-tendant ces mesures d'organisation, une appréciation politique : la survie du système capitaliste fondé sur la propriété privée des moyens de production entraîne l'humanité entière sur la voie de la barbarie. Mais dans le monde entier, des millions d'hommes, de femmes, de jeunes, travailleurs des villes et des campagnes, cherchent par leur propre mobilisation à sauver l'humanité de cette spirale destructrice. Par leur lutte de classe, se saisissant des organisations construites par la classe ouvrière elle-même, ils cherchent la voie de l'unité des rangs ouvriers, l'unité des peuples opprimés contre la barbarie impérialiste. Dans cette lutte, au sein même des organisations bâties par la classe ouvrière, ils se heurtent aux obstacles de ceux qui ont lié leur sort au régime failli de la propriété privée des moyens de production. Construire les sections de la IV^e Internationale, c'est construire les points d'appui organisés pour aider les masses opprimées et exploitées à résister et à avancer coûte que coûte sur le chemin long et tortueux, et entrecoupé d'obstacles, qui conduit vers l'émancipation.

Organe de la IV^e Internationale, *La Vérité* se veut instrument de la libre discussion entre militants ouvriers et travailleurs de toutes tendances. Avons-nous raison, avons-nous tort, d'affirmer que la survie du capitalisme décomposé conduit inexorablement l'humanité à la ruine ?

Il y a eu, en ce début d'année 2003, la guerre impérialiste contre le peuple irakien. Le spectacle de l'Irak aujourd'hui — nation disloquée, industries démantelées, peuple affamé et, bien sûr, aucune forme de souveraineté et de démocratie — n'indique-t-il pas au monde entier l'avenir que l'impérialisme lui réserve ?

Plus généralement : le *Rapport mondial sur le développement humain* publié en juillet 2003 par le Programme des Nations unies pour développement fournit des statistiques qui sont par elles-mêmes un acte d'accusation. On apprend dans ce rapport que, "*en l'absence d'amélioration, l'Afrique subsaharienne devra attendre 2129 pour assurer l'accès de tous à l'école primaire, 2147 pour diviser par deux l'extrême pauvreté, et 2165 pour réduire les deux tiers de la mortalité infantile*". Officiellement toujours, 54 pays sont aujourd'hui "*plus pauvres qu'en 1990*". Dans 21 d'entre eux, "*une proportion plus grande de la population souffre à présent de la faim*". Bien sûr, cela concerne d'abord l'Afrique, où "*l'extrême pauvreté touche la moitié des Africains et la faim un tiers d'entre eux, tandis qu'un sixième environ des enfants meurt avant l'âge de cinq ans*". Mais cela concerne aussi l'Europe centrale et orientale, marquée par "*la montée de la pauvreté et la diminution de l'espérance*

de vie”. Précision : “*La pauvreté a plus que triplé et touche désormais près de 100 millions d’individus, soit 25 % de la population d’Europe centrale et orientale.*”

Nous ne prenons bien évidemment pas à notre compte la manière dont ces statistiques ont été élaborées. Mais on peut supposer que, s’agissant d’un organisme officiel de l’ONU, il n’y a certainement pas eu exagération. Mais même à considérer ces chiffres tels qu’ils sont, n’y a-t-il pas lieu de s’interroger ?

Pourquoi l’Afrique, qui, par ses ressources naturelles, est sans doute le continent le plus riche du monde, voit-elle sa population soumise à un génocide qui ne dit pas son nom ? Une fatalité ?

Pourquoi l’Europe centrale et orientale, promise voilà douze ans à un avenir radieux par les apôtres de “l’économie de marché”, est-elle, comme l’Afrique, confrontée à ce phénomène incroyable de recul de l’espérance moyenne de vie de sa population ?

Qu’y a-t-il de commun entre l’Afrique et l’Europe centrale et orientale ? Rien... si ce n’est que ces deux régions du monde sont livrées au pillage et au dépeçage des multinationales à une époque où le capitalisme, incapable de donner un essor aux forces productives, se survit au moyen de leur destruction en masse, à commencer par la destruction de tout ce qui constitue la classe ouvrière comme classe.

Est-il exagéré de dire que les processus à l’œuvre en Afrique, en Europe centrale et orientale se retrouvent, sous d’autres formes et dans des conditions différentes, dans toutes les régions du monde, y compris dans les pays capitalistes les plus développés ?

L’Afrique meurtrie, mutilée, exsangue, présente-t-elle à l’humanité l’image du futur que lui réserve l’impérialisme décomposé ?

Nous estimons que ces questions doivent être posées. “*Les pays pauvres ne peuvent se permettre d’attendre d’être prospères avant de commencer à réaliser des dépenses bénéfiques à leur population*”, affirme l’un des rédacteurs du *Rapport mondial sur le développement humain*.

Mais les “pays pauvres” le seraient-ils si les grandes puissances capitalistes et leurs gouvernements n’imposaient pas le paiement d’une dette injuste, qui n’est pas celle des peuples ?

L’Afrique serait-elle crucifiée de guerre en guerre si, du Congo à la Sierra Leone, de la Côte-d’Ivoire au Liberia et ailleurs, les grandes puissances impérialistes — en même temps qu’elles liquident les industries, les agricultures, privatisent les services publics, s’approprient les richesses naturelles, encouragent le démantèlement des Codes du travail et des protections collectives — ne fomentaient pas les guerres, n’armaient pas les belligérants, n’attisaient pas les prétendus conflits ethniques ?

Et ces politiques de pillage et de destruction ont-elles une autre racine que la survie d’un régime social historiquement condamné, fondé, sous toutes les latitudes, sur l’extorsion de la plus-value par l’exploitation du travail salarié ?

Et peut-on apporter à cette situation une réponse conforme aux besoins vitaux de l’humanité sans poser comme une nécessité d’en finir avec le régime d’exploitation capitaliste et de combattre, dans chaque pays comme au plan international, pour l’indépendance des organisations ouvrières, sans laquelle les travailleurs ne peuvent agir comme classe ?

Certes, les sirènes ne manquent pas aujourd’hui, dans le monde entier, pour suggérer que cette manière de poser les problèmes est dépassée. Les sirènes ne manquent pas, qui, au nom de “l’altermondialisation”, proposent de substituer le consensus des “forums sociaux” à la lutte de classe, et de transformer les organisations ouvrières elles-mêmes en simples appendices de ces gigantesques forums interclassistes, financés par les gouvernements et les institutions internationales (c’est-à-dire, de fait, contrôlés par elles).

Il nous semble, au contraire, que la lutte de classe est plus que jamais d’actualité. Fidèles au programme de la IV^e Internationale, nous estimons n’avoir notre place dans aucun gouvernement qui accepte de mettre en œuvre la politique de l’impérialisme. D’autres, on le verra dans ces pages, font d’autres choix.

Ont-ils raison ? Avons-nous tort ?

Travailleurs, militants et jeunes du monde entier engagés dans les difficiles combats de résistance et d’émancipation, c’est avec vous, que vous partagiez ou non nos positions, que nous voulons mener ce débat au service de la cause émancipatrice commune. Faites de *La Vérité*, organe théorique de la IV^e Internationale, un instrument de libre débat dans le mouvement ouvrier.

Etats-Unis

La situation du mouvement ouvrier après la guerre en Irak

Une interview d'Alan Benjamin

Socialist Organizer, la section de la IV^e Internationale aux Etats-Unis, tiendra son congrès national en novembre. Son comité directeur est en train de préparer une résolution ouvrant la discussion précédant le congrès. L'objectif de ce texte est d'évaluer la nouvelle situation politique mondiale après le 11 septembre et l'invasion de l'Irak par les Etats-Unis, et de formuler, sur la base de cette évaluation, les tâches de la IV^e Internationale aux Etats-Unis. Alan Benjamin, responsable national de Socialist Organizer, nous présente cette élaboration.

La Vérité : Le président Bush est en tournée en Afrique. Quel est son objectif ? Quelle relation peut-on établir entre ce voyage et la situation interne américaine, en particulier concernant les travailleurs et le peuple noir ?

Alan Benjamin : La tournée de Bush vise à gagner le soutien total du président de l'Afrique du Sud, Thabo Mbeki, aux initiatives américaines en Afrique. Par exemple, Bush a demandé à Mbeki de s'aligner sur les Etats-Unis et d'appeler à un « changement de régime » au Zimbabwe. Bush a aussi insisté, entre autres, pour que le président de l'Afrique du Sud soutienne les troupes américaines au Liberia et pour qu'il continue à être le pilier de la prétendue zone de « libre-échange » qu'est l'Union africaine, nouvellement fondée. Bush veut garantir que la production de pétrole au Nigeria ne sera pas interrompue. Bush a besoin de pivots pour la politique des Etats-Unis sur

chaque continent. En Europe, le Premier ministre britannique, Tony Blair, a assumé ce rôle pleinement, on l'a vu, lors du soutien inébranlable à la guerre des Etats-Unis contre l'Irak. Mais le rôle de Blair, en alignant des chefs d'Etat sur la politique destructrice de l'impérialisme américain (en tentant de donner à cette politique un « visage humain »), va bien au-delà de l'Europe. Peu après la tournée de Bush en Afrique, par exemple, Blair a réuni une « conférence sur la gouvernance progressive » à Bangshot, en Angleterre, à laquelle ont participé les partisans de la « troisième voie » de Blair. On pouvait y trouver Thabo Mbeki, à côté du président brésilien, Luis Inacio Lula da Silva, tous deux, comme Blair, membres de la prétendue Internationale socialiste. Il faut signaler que les partisans de Blair ont profité de l'occasion pour dire publiquement à Lula que, tout comme Blair a transformé le Labour Party britannique en New Labour, il était temps que

Lula transforme le Parti des travailleurs du Brésil en un « nouveau Parti des travailleurs ». Le voyage de Bush en Afrique est aussi lié à des questions de politique interne aux Etats-Unis, en particulier la préparation de la prochaine élection présidentielle de 2004. Les républicains ont mobilisé beaucoup d'énergie pour attirer les voix des Noirs. Il n'est pas anodin que deux ministres importants, Colin Powell et Condoleezza Rice, soient noirs. Dans cette tentative de courtiser les voix des Noirs, Bush et les républicains ont besoin de Thabo Mbeki, pour qu'il dise, comme il l'a fait lorsqu'il a accueilli Bush en Afrique du Sud, que Bush « *est un ami du peuple africain* ». Bush a besoin de se prévaloir du prestige de l'African National Congress (ANC) (gagné lors de la lutte contre l'apartheid, avec le soutien inconditionnel des Noirs des Etats-Unis), aussi bien pour ses objectifs internationaux que pour ses objectifs électoraux aux Etats-Unis. Les Noirs ont continué à se détourner de façon significative du Parti démocrate. Le taux d'abstentions parmi les Noirs a augmenté d'élection en élection. Il y a une absence croissante de représentation politique des Noirs. C'est ce vide que Bush et ceux qui le soutiennent cherchent à exploiter à leur avantage (1). Socialist Organizer a pris clairement position pour un parti noir indépendant lié à ou faisant partie du Labor Party. Des organisations comme Travailleurs noirs pour la justice (BWFJ) ont exprimé la même orientation. Nous pensons que *Paix et souveraineté*, le nouveau bulletin publié par la commission africaine du Comité de liaison des travailleurs et des peuples (ILC) jouera un rôle important pour aider à faire avancer la discussion politique parmi les militants noirs vers cet objectif stratégique. Les travailleurs noirs aux Etats-Unis ont besoin de lire des articles écrits par des travailleurs d'Afrique du Sud, présentant le rôle et les politiques pro-impérialistes de la direction de l'ANC. Cette organisation est présentée par les démocrates et les républicains comme un vaillant défenseur des masses noires de ce pays. Ils ont besoin d'établir des liens entre leurs organisations aux Etats-Unis et des groupes politiques et syndicats sur le continent africain qui combattent sur une véritable ligne d'indépendance pour la paix, la justice et la souveraineté. Ces liens et l'échange

politique qui en découle sont une composante essentielle du combat pour forger une direction des travailleurs noirs engagée dans la lutte pour un parti noir indépendant, lié à ou faisant partie du Labor Party.

Socialist Organizer prépare un document sur les rapports entre les classes aux Etats-Unis et les tâches de la IV^e Internationale ? Quel est l'objectif de ce document ?

Ce document ouvrira la discussion dans notre organisation pour préparer notre prochain congrès, qui se tiendra en novembre. Dans la nouvelle situation politique mondiale initiée par l'impérialisme américain pour imposer son protectorat sur les peuples du monde entier (2), comme nous avons pu le constater lors des invasions de l'Afghanistan et de l'Irak, tandis que d'autres pays sont menacés d'un destin semblable, il est plus urgent que jamais de renforcer Socialist Organizer, la section américaine de la IV^e Internationale, pour qu'elle puisse jouer pleinement son rôle en aidant les travailleurs des Etats-Unis à riposter et à défaire l'assaut des classes dirigeantes contre les droits et les acquis des travailleurs, tant aux Etats-Unis qu'à l'extérieur. La portée du travail politique de notre organisation est considérable, bien au-delà du nombre de ses adhérents. Nous avons été capables de tisser des liens avec des secteurs importants du mouvement ouvrier américain à travers les campagnes de l'Entente et du comité de suivi de la conférence mondiale ouverte, que nous avons soutenues. Nous avons aussi joué un rôle significatif dans l'effort pour construire la composante ouvrière du mouvement anti-guerre. Notre journal est largement diffusé et respecté. Cependant, nous constatons une contradiction inacceptable. Il existe un fossé entre les liens politiques que nous avons établis et le nombre limité de nos adhérents. Cette contradiction est un obstacle pour le développement futur de ces campagnes de front unique pour la défense des intérêts ouvriers, comme pour le renforcement de la IV^e Internationale dans son ensemble, ce qui est une tâche pressante à un moment où l'impérialisme américain nourrit les guerres, le chaos et toutes les formes de destruction partout dans le monde. Il y a donc un besoin urgent de construire Socialist Organizer,

la section américaine de la IV^e Internationale, d'augmenter son nombre d'adhérents et sa capacité organisationnelle. La tâche essentielle du prochain congrès national sera d'élaborer un plan détaillé de construction du parti, qui se concentrera sur : le besoin de publier régulièrement notre journal, *The Organizer* ; l'organisation régulière de réunions publiques de formation et d'explication de notre politique ; l'organisation de cours de recrutement ; l'organisation d'une tournée de dirigeants de Socialist Organizer pour nous construire dans les villes où nous avons des sympathisants actifs et des lecteurs de notre presse ; l'organisation régulière de séances de formation lors de nos réunions de cellules. Pour cet effort, il sera décisif de recruter des jeunes à Socialist Organizer et d'aider à développer les activités de Revolution Youth, l'organisation indépendante des jeunes aux Etats-Unis, membre de l'Internationale révolutionnaire de la jeunesse (IRJ). L'IRJ a été impulsée en partie par des membres jeunes de la IV^e Internationale ; il s'agit d'une organisation entièrement autonome, qui a décidé de participer à toute une série d'initiatives de la IV^e Internationale et de l'Entente. Naturellement, toute cette activité de construction du parti doit être réalisée en relation avec les tâches politiques centrales, découlant de toute la situation politique à laquelle sont confrontés les travailleurs et les jeunes aux Etats-Unis.

Quels sont les points essentiels dans votre document en ce qui concerne la situation politique aux Etats-Unis et, plus particulièrement, la situation de la classe ouvrière ?

Aujourd'hui, la crise politique s'approfondit aux Etats-Unis, conséquence de l'invasion et de l'occupation de l'Irak dirigée par les Etats-Unis. Chaque jour, les médias officiels, qui avaient pourtant joué un rôle clé en soutenant l'intervention en Irak, sont obligés de rendre compte d'événements accablants pour l'administration Bush. Il devient de plus en plus clair pour les travailleurs américains que Bush a menti et qu'il a truqué les rapports des services de renseignement à propos de l'étendue de l'arsenal de Saddam Hussein, ainsi que sur ses liens avec Al-Qaïda, dans le but d'envahir l'Irak pour chasser ce même Saddam Hussein. De plus en plus de gens s'interrogent sur les raisons de la

guerre en Irak, sur la justification théorique pour la guerre préventive-construction de l'empire qui guide la politique étrangère américaine. De tous les côtés, il y a des appels pour une enquête du Congrès sur cette manipulation des services militaires, ainsi que des appels à la destitution de Bush. Trois mois seulement se sont écoulés depuis que Bush a déclaré « la victoire en Irak », et déjà les troupes américaines en Irak ont commencé à protester contre Bush et ses ministres, les rendant responsables de les avoir mises dans ce pétrin. Un sergent d'une unité de la réserve de l'armée, basé à Augusta, Géorgie, déclarait publiquement que la seule raison justifiant la présence des troupes en Irak était la protection des intérêts de Kellogg, Root and Brown, filiale du groupe Halliburton, une des principales multinationales, à qui le gouvernement Bush a concédé la privatisation et la gestion de l'exploitation et de la distribution du pétrole irakien. D'autres soldats ont ouvertement appelé à la démission de Bush et de son ministre de la Défense, Donald Rumsfeld. Partout, des soldats demandent à pouvoir être rapatriés immédiatement.

Une coalition vient de se constituer, « Les familles de soldats parlent ». Elle vient de lancer une nouvelle campagne pour le rapatriement immédiat des soldats, en liaison avec les différents groupes de vétérans du Vietnam. Ce genre de protestation de soldats américains, que la caste des officiers a cherché à faire taire sous la menace de cour martiale, ne n'est produit lors de la guerre du Vietnam qu'à la fin des années 1960. L'opposition à la guerre contre l'Irak a été massive dans les mois précédant l'invasion. Des millions de gens aux Etats-Unis, à un moment ou à un autre, ont participé à des actions de protestation de masse dans la rue pour exiger l'arrêt de la préparation de l'invasion. Cependant, avec le début de la guerre, alors que les hommes politiques, les dirigeants syndicaux et les médias s'étaient disposés pour soutenir « nos soldats » et notre « commandant en chef », dans cette période de combat et de danger pour la vie des soldats américains, Bush a pu obtenir un succès temporaire dans l'opinion publique, particulièrement parce que les combats semblaient n'avoir duré que vingt et un jours, avec beaucoup moins de morts dans les camps américain et irakien que ne l'avaient prédit les opposants à la guerre. Défaire l'armée affaiblie et

démoralisée de Saddam Hussein n'était pas le plus difficile. Aujourd'hui, les Etats-Unis s'enfoncent de plus en plus dans ce que l'on appelle le « bourbier irakien ». Le peuple irakien résiste à l'occupation et montre nettement qu'il méprise ceux qui prétendent le « libérer », mais qui, dans les faits, imposent une occupation qui démantèle leur nation et casse tous les droits et conquêtes obtenues durant les cent dernières années. A cet égard, il faut noter que les Etats-Unis avaient impulsé le coup d'Etat militaire qui porta Saddam Hussein au pouvoir en 1968-1969, comme ils avaient soutenu le régime de Saddam dans les années 1980, lorsque Saddam travaillait pour les Etats-Unis contre la révolution qui se développait en Iran. De la même façon, les Etats-Unis avaient soutenu les talibans, au point de leur donner des centaines de milliers de dollars comme « aide humanitaire », quelques mois avant les attaques contre les tours jumelles de New York.

Avec les soldats américains qui se font abattre tous les jours en Irak, l'opinion publique est en train de se retourner contre Bush, contre l'occupation américaine de l'Irak et, plus généralement, contre sa politique étrangère au Moyen-Orient. Il est aussi important de remarquer que, pour beaucoup, pour ne pas dire pour la majorité des Américains, Bush est perçu comme un président issu d'un coup d'Etat de la Cour suprême des Etats-Unis. Ce n'est donc pas un président élu par le peuple américain (3). Des références à ce fait important apparaissent dans les discussions politiques à propos des mensonges de Bush et des manipulations pour fomentier la guerre en Irak. « *D'autres présidents américains ont été forcés de démissionner pour des crimes moins graves que celui d'embarquer le peuple américain dans une guerre sur la base de mensonges et de fausses preuves* », comme le dit un journaliste du *New York Times*. Mais est-ce que cette désaffection croissante à l'égard de Bush deviendra une victoire de son rival du Parti démocrate en 2004 ? Selon les sondages réalisés par les magazines *Times* et *Newsweek* au printemps, la plupart des électeurs sont incapables de nommer un seul des huit prétendants à l'investiture du Parti démocrate pour affronter Bush en 2004. Plus d'un tiers des électeurs sondés ne peuvent même pas en nommer un. Malgré un plus grand suivi de la cam-

pagne présidentielle par les médias ces derniers temps, les votants ont toujours du mal à imaginer qui sont ces aspirants démocrates et ce qu'ils défendent. Les mieux placés — John Kerry, John Edwards, Dick Gephardt et Joe Lieberman — sont des politiciens sans aucun trait remarquable, si ce n'est d'avoir assumé pratiquement toutes les mesures réactionnaires adoptées par le gouvernement Bush après le 11 septembre, que ce soit la « loi patriotique » ou les guerres d'Afghanistan et d'Irak. Ils avaient tous soutenu les mensonges de Bush sur les armes de destruction massive irakiennes et sur les liens entre Saddam et Al-Qaïda, affirmations démenties, y compris par les rapports des services du gouvernement. Un autre candidat bien placé, Bob Graham, avait voté contre la résolution autorisant la guerre, estimant que l'Irak détournait de la confrontation avec le terrorisme, la menace la plus importante.

Les candidats démocrates de second rang sont ignorés complètement par les médias, même si l'un d'eux, Howard Dean, ancien gouverneur du Vermont, semble avoir acquis, grâce à un suivi considérable sur Internet, une image de « candidat antiguerilla ». Il se présente comme étant le candidat de « l'aile démocratique » du Parti démocrate. Il commence à retenir l'attention de la presse et pourrait devenir l'un des principaux aspirants à l'investiture de son parti. Avant l'éclatement de la guerre en Irak, Dean s'élevait contre elle. Mais, une fois la guerre commencée, il a appelé ses supporters à serrer les rangs derrière le président. Aujourd'hui, cette « colombe » est absolument contre le retrait immédiat des troupes d'Irak, ce qui, pour lui, serait une grande erreur. Il insiste pour le renforcement des troupes en l'Irak. Et ce n'est pas tout. Le 9 avril, le jour où la plupart des journaux américains titraient « *Bagdad libéré* », Dean prononçait un discours à Washington, soutenant dans une large mesure la doctrine de guerre préventive de Bush. Devant l'Alliance pour le leadership américain, une organisation fermée de spécialistes de politique extérieure, pour une bonne partie liés à l'administration Clinton, Dean a parlé des problèmes d'une possible prolifération nucléaire en Corée du Nord et en Iran. D'après le *Boston Globe*, il a souligné qu'il n'excluait pas d'utiliser la force militaire pour désarmer l'un de ces pays.

Un article d'Ahmet Nassef sur AlterNet (1^{er} juillet) définit Dean comme « *un faucon déguisé en colombe* ». Nassef dénonce la trajectoire de Dean, ses déclarations sur le Moyen-Orient, signalant par exemple que la politique de Dean pour l'Iran est presque identique à celle de Bush, et que, sur Israël et la Palestine, selon ses propres paroles, il est « *plus proche du American Israel Public Affairs Committee (AIPAC), soutenant Sharon, que de Americans for Peace Now (APN)* ». Concrètement, Dean soutient sans réserve les prêts et l'aide militaire à Israël et il dénonce le « *terrorisme contre Israël* », sans jamais souffler mot sur la violence d'Israël, cause de la mort de 2 391 personnes depuis septembre 2000. Plus encore, la position de Dean, selon lequel « *seulement un certain nombre des établissements israéliens devraient être supprimés* », est en totale harmonie avec la frauduleuse « *feuille de route pour la paix* » de Bush pour la Palestine. On dirait que plus Dean devient « *éligible* », plus il se déplace vers les positions qui prédominent dans le Parti démocrate, ce qui d'ailleurs est une tradition des « *libéraux* » de ce parti.

Les autres candidats de second rang, pour l'essentiel, ont soutenu la politique du Parti républicain et du conseil de direction démocrate. On pourrait signaler le représentant pour l'Ohio, Dennis Kucinich, qui se présente comme la voix de « *l'aile progressiste* » de Paul Wellstone dans le Parti démocrate. On trouve aussi sur cette liste deux candidats noirs : le révérend Al Sharpton et l'ancienne sénatrice pour l'Illinois, Carol Moseley Braun. Kucinich avait pris position contre la guerre. Il est pour une assurance maladie solidaire et pour l'abrogation de la « *loi patriotique* » et l'ALENA, entre autres. Beaucoup de militants antiguerre et antiglobalisation prennent une place dans sa campagne, mais beaucoup d'autres sont mal à l'aise dans ce processus électoral. Certains s'inquiètent en ne retrouvant sur le site de Kucinich, dans sa plate-forme, aucun engagement pour mettre fin à l'occupation de l'Irak par les troupes des Etats-Unis ou arrêter l'aide aux régimes engagés dans des guerres injustes ou opprimant les populations (Israël, Colombie et d'autres). Que signifie de dire que l'on est contre la guerre, si ce n'est pas pour mettre fin immédiatement à l'occupation ou au financement de la guerre ? Aussi, la promesse

de Kucinich de réduire les dépenses militaires de seulement 15 % laisserait encore aux Etats-Unis un budget de guerre parmi les plus faramineux de l'histoire. D'autres s'inquiètent de ce qui se passera après les primaires du Parti démocrate. Car ni Kucinich ni les autres « *progressistes* » n'ont la possibilité de recevoir l'investiture, tous les milliards vont aux candidats qui soutiennent ouvertement la politique des multinationales. Alors, les militants se demandent, avec raison, si toute la fonction de ces candidats n'est pas de détourner les votes vers le candidat pro-guerre que le parti désignera contre Bush. C'est le visage sinistre du système des deux partis, le jeu truqué des élections. C'est pourquoi la lutte pour une représentation proportionnelle et pour une élection à deux tours, ainsi que pour construire un Labor Party — une vraie représentation des travailleurs — restent les tâches du moment. Lorsque les syndicats rompent avec le Parti démocrate et bâtiront un Labor Party présentant des candidats, disputant l'arène électorale aux démocrates et aux républicains, alors seulement, la majorité ouvrière pourra ouvrir le vrai chemin de la paix, des emplois et de la justice. Dans le camp de Kucinich, beaucoup s'inquiètent aussi du fait que le temps dépensé pour la campagne électorale pour Kucinich, et peut-être après pour Kerry ou Dean, sera autant de temps en moins pour organiser les mobilisations contre la guerre, pour ramener les soldats et mettre fin à l'occupation.

Cela avait été un problème essentiel lors de la guerre du Vietnam. Dès que les élections se rapprochaient, tous les candidats soi-disant « *pour la paix* » attiraient un grand nombre des meilleurs militants, avec comme résultat une baisse des protestations contre la guerre et une escalade des forces armées américaines contre les mouvements de libération indochinois. L'expérience de la lutte contre la guerre du Vietnam nous a appris que, dans une situation où il n'y a pas un Labor Party de masse dans ce pays, le seul moyen efficace pour promouvoir la cause de la paix et de la justice sociale est d'organiser des actions de protestation massives et pacifiques dans les rues, et non de se décarcasser pour des politiciens capitalistes qui, une fois élus, oublient leurs engagements, surtout s'il n'y a pas un mouvement de protestation puissant et visible dans les rues.

Quelle est la situation de la classe ouvrière aux Etats-Unis ?

Précisément, cette crise grandissante de légitimité des hommes politiques institutionnels, combinée à un retour progressif du syndrome du Vietnam, doit être appréhendée dans le contexte des attaques croissantes contre les travailleurs américains. L'administration Bush vient d'annoncer qu'elle dépensera 2,7 trillions de dollars pour un vaste développement du complexe militaro-industriel, tout en réduisant, voire en éliminant, l'impôt sur les sociétés de 690 milliards de dollars. L'administration Bush cherche à provoquer une crise fiscale, aussi bien au niveau fédéral qu'au niveau des Etats : ainsi, le législateur devra réduire ou éliminer les programmes sociaux par manque d'argent public. Les dirigeants du Pentagone reconnaissent maintenant qu'ils ont l'intention de maintenir au moins 150 000 soldats en Irak dans un proche avenir, bien que le coût mensuel de l'invasion et de l'occupation soit de 3,9 milliards de dollars (4).

Au même moment, l'administration cherche à détruire ou à privatiser la Sécurité sociale, Medicare, Medicaid, l'éducation publique, les maternités, la protection de l'environnement et de nombreux autres programmes ou droits sociaux qui sont perçus comme des restrictions du pouvoir et des bénéfices des entreprises. En outre, après avoir fait adopter le Patriot Act I (« loi patriotique ») après le 11 septembre, l'administration a cherché à rassembler une majorité pour une deuxième mouture plus répressive de cette loi. Le Patriot Act I avait créé une nouvelle catégorie de « terroristes sur le territoire national » et autorisé les arrestations politiques, les détentions sans mandat d'arrêt et toute forme d'espionnage des citoyens. Le caractère entièrement raciste de cette politique devient évident, avec les arrestations massives et illégales des résidents originaires des pays arabes ou de l'Asie du Sud, après le 11 septembre. Le gouvernement, grâce à la législation Homeland Security et le Patriot Act, peut gouverner par décret, évitant un débat public, et avec application immédiate. Dans son principe, cela permet au gouvernement de diriger ses affaires en secret. Patriot Act II étendrait encore plus les pouvoirs de l'exécutif et porterait un sérieux coup à la déclaration des droits du citoyen incluse dans la Constitution américaine. Pour préciser, si

Patriot Act II était adopté, on assisterait pour la première fois à un renforcement des législations autorisant la collecte d'informations et légalisant la répression des citoyens américains ; elle réduirait ou même éliminerait le contrôle du pouvoir judiciaire sur les activités de surveillance du gouvernement, autorisant les arrestations et détentions secrètes, avec la constitution du fichier ADN des individus appartenant à des groupes qui sont désignés comme « terroristes ». Il créerait de nouvelles conditions pour la peine de mort et donnerait le pouvoir au gouvernement de retirer la nationalité américaine à ceux qui appartiendraient à ou soutiendraient des groupes politiques ou ouvriers mis à l'index. Il faut noter que la définition légale de « terrorisme sur le territoire national » est si large qu'elle peut englober les formes traditionnelles d'action ouvrière et d'activité de masse des syndicats, comme les piquets de grève non violents, la désobéissance civile ou la grève. La résistance aux multinationales et au gouvernement peut être considérée comme du « terrorisme ». Faisant référence aux nouveaux pouvoirs accordés par le Homeland Security Act, le gouvernement a eu recours à la loi Taft-Hartley contre les dockers du syndicat International Longshore and Warehouse Union (ILWU) pour interdire la grève qui aurait été une menace contre la « sécurité nationale » des Etats-Unis, alors que les dockers ne demandaient qu'une convention collective juste (5). De la même façon, quand les militants antiguerre et les syndicalistes ont mobilisé, le 7 avril dernier, aux docks d'Oakland, contre les bateaux américains qui chargeaient du matériel pour la guerre en Irak, ils furent violemment réprimés par la police, et, aujourd'hui, les principaux organisateurs de l'action, y compris des dirigeants du syndicat des dockers ILWU, sont menacés d'inculpations pouvant les conduire en prison.

Quelle est la situation économique actuelle des Etats-Unis et quel impact a-t-elle sur les travailleurs en particulier ?

Des indicateurs économiques clés montrent que les Etats-Unis sont entrés dans une période de stagnation prolongée. Les derniers chiffres du chômage ont montré une perte de 108 000 emplois pour le seul mois de mai, ils prouvent que la reprise

annoncée depuis longtemps ne vient pas. Au moins 600 000 emplois ont été perdus depuis novembre et plus deux millions perdus de façon définitive. Depuis la récession qui a commencé en 2000, plus de 87 % du nombre total des emplois perdus le sont de façon définitive. Aujourd'hui, le taux de chômage officiel est à son plus haut niveau depuis six ans, bien que, dans la réalité, le chômage et le sous-emploi (travail à mi-temps et temporaire) sont bien plus importants que les chiffres officiels ne l'indiquent, à cause des modifications introduites au fil des années dans le mode de calcul des chômeurs. Les allocations de chômage moyennes par semaine pour les travailleurs ont baissé de 1,4 % l'année dernière, selon un rapport récent de l'Institut économique de Washington. Cependant, au même moment, un cadre dirigeant d'une grande multinationale américaine a vu son salaire et ses primes continuer à augmenter en 2002, selon de nombreux rapports publiés ce printemps. Le sondage le plus important, commandé par le magazine *Business Week*, montre que le salaire moyen de 365 dirigeants sondés a augmenté de 5,9 %, pour atteindre 3,7 millions de dollars.

Le spectacle de cette voracité débridée au sommet, au moment où de plus en plus de travailleurs sont confrontés à des réductions de salaires drastiques et aux licenciements, a suscité des inquiétudes dans certains cercles dirigeants au sujet de ce qu'ils appellent « *la perte de confiance du public dans le système de l'entreprise privée* ». Le nombre croissant de fraudes comptables et de scandales, comme Enron et WorldCom, n'a fait que renforcer l'opinion des travailleurs selon laquelle les politiciens, particulièrement les républicains, sont à la solde des multinationales. Dans ce contexte, la réduction d'impôts de 690 milliards de dollars proposée par Bush est perçue par le peuple américain pour ce qu'elle est : un gros cadeau du gouvernement à la voracité des multinationales qui financent les deux partis des classes dirigeantes. Alors que les budgets des Etats sont confrontés à une crise sans précédent, avec des coupes budgétaires annoncées dans l'éducation publique, la santé, les transports, le logement, les services sociaux, l'idée de tels cadeaux aux multinationales qui ont soutenu Bush pour « développer l'économie » apparaît comme répugnante à l'écrasante majorité des travailleurs américains. Naturelle-

ment, la baisse du salaire net moyen des travailleurs ne montre qu'un aspect des attaques contre l'ensemble du niveau de vie des travailleurs. La contraction du marché, reflétée par l'environnement général de déflation, a vu une augmentation des surcapacités de production dans les usines et les infrastructures inconnue depuis vingt ans. Selon des estimations préliminaires, l'utilisation des capacités de production est à peine de 73,8 %, son niveau le plus bas depuis la grande récession de 1982-1983. Les faillites de grandes entreprises ont augmenté de façon considérable, conséquence de ces « conditions du marché ». Le résultat immédiat est que la caisse de garantie des retraites (PBGC) a épuisé ses 8 milliards de dollars. La PBGC offre une protection partielle pour les retraites privées versées à 44 millions de travailleurs. Maintenant, il lui manque 5,4 milliards de dollars. Les engagements des plans de pensions des entreprises sont d'un billion et demi de dollars, mais leurs actifs se situent 300 milliards en dessous de ce chiffre (*Wall Street Journal*, 17 juillet). Comme nous pouvions nous y attendre, les responsables de l'administration Bush se sont opposés à une augmentation des primes patronales, arguant du fait que celles-ci encourageraient les entreprises à arrêter d'offrir des fonds de pension. Pour aggraver la situation, les plans de Bush en cours pour privatiser le système de Sécurité sociale, en canalisant des masses d'argent vers la Bourse, vont affaiblir un peu plus les retraites versées par les fonds de pension. L'objectif central de la politique de l'administration est de piller les pensions des travailleurs et de les détourner vers les bénéficiaires des entreprises. Non seulement des millions de travailleurs, particulièrement des retraités, sont confrontés à une baisse de leur retraite, mais aussi à la réduction du remboursement des soins. La *Pittsburgh Post Gazette*, datée du 24 mars 2002, rapporte que « *plus de 600 000 sidérurgistes retraités vont perdre leur assurance santé et leur droit au remboursement des médicaments, car leur ancien employeur est en faillite. Alors que beaucoup de retraités peuvent bénéficier de Medicare, d'autres sont trop jeunes pour y avoir accès. Les fermetures d'usines et les accidents du travail ont forcé de nombreux travailleurs à prendre leur retraite à cinquante ans, souvent avec des maladies qui rendent une couverture*

privée soit inexistante, soit trop chère. » Même le *Wall Street Journal* a relevé le problème.

Dans un article paru en première page le 12 mai 2003, il décrivait le sort des retraités sidérurgistes de LTV à Cleveland, dont la santé est fragile et qui doivent payer des primes mensuelles énormes de 2 864 dollars avec le système actuel. « *Ce qu'il faut rapprocher des 115 dollars de prime mensuelle payés pour l'assurance santé prévue par le plan de retraite négocié avec les syndicats. Même quand ils ont la possibilité pour l'instant de bénéficier de leur couverture, ils sont constamment forcés de subir de façon odieuse des augmentations de coûts pour des frais divers, des primes, des remboursements de médicaments.* » Une étude des entreprises par le cabinet Hewitt Associates a montré que les sociétés qui gèrent les assurances maladie ont notifié aux patrons des augmentations de primes en moyenne de 22 % pour 2003. Ce qui représente sur trois ans de suite une augmentation à deux chiffres (les primes avaient augmenté de 10,2 %, en 2001, l'augmentation est estimée à 15,6 % en 2002).

Hewitt a aussi trouvé que les patrons ont également tendance à répercuter 25 à 30 % de ces augmentations sur les employés. Ces processus, en moins de vingt ans, ont vu les Etats-Unis passer de la première nation créancière à la nation qui doit le plus. En effet, les Etats-Unis sont le pays le plus endetté du monde, chaque Américain ayant en moyenne 12 000 dollars de dette. La situation des Etats-Unis est pire que celle de l'Indonésie lorsqu'elle a implosé en 1998 et même que celle de l'Argentine.

Des chiffres publiés récemment par le ministère du Commerce montrent que le déficit pour 2002 a été de 435 milliards de dollars, ayant augmenté de 21,5 %, pour un déficit commercial l'année précédente de 388,3 milliards.

Il faut signaler que la dette des Etats-Unis n'est pas semblable à celles du Brésil ou de l'Argentine. Tandis que ces pays sont littéralement démantelés au nom du paiement de la dette, les Etats-Unis sont en mesure d'imposer le paiement de leur énorme dette au reste du monde, par la dollarisation de l'économie mondiale, par le placement des bons du Trésor américain (qui attirent des capitaux du monde

entier) et par d'autres moyens financiers. Au travers de tous ces dispositifs, les Etats-Unis cherchent, en particulier, à écraser leurs rivaux impérialistes.

Quelle est la signification de la formation d'USLAW ?

US Labor Against War (USLAW) a été fondé à Chicago en janvier de cette année. Il représente des syndicats et des instances syndicales avec une base très large. Un regroupement tel que celui-ci, trouvant ses origines dans les rangs et les directions du mouvement ouvrier organisé aux Etats-Unis et fondé sur un programme qui s'oppose à la politique de guerre du gouvernement et à ses attaques concomitantes contre les travailleurs au niveau national, est sans précédent. Il représente un pas de géant pour les travailleurs des Etats-Unis et du monde entier.

Dans sa courte existence, USLAW a pris ses marques dans la vie politique aux Etats-Unis. La direction nationale de l'AFL-CIO, par exemple, avait soutenu pleinement la guerre des Etats-Unis contre l'Afghanistan et plus tard tous les préparatifs pour la guerre en Irak. Mais, le 27 février, six semaines seulement après la fondation d'USLAW, la direction de l'AFL-CIO a voté une résolution qui critiquait l'administration Bush, l'accusant de fomenter la guerre en Irak, déclarant que si la guerre était déclenchée de façon unilatérale, l'AFL-CIO s'y opposerait. L'ensemble de l'establishment politique était choqué que le mouvement ouvrier se désolidarise du président à un moment où la guerre était imminente. Le *Wall Street Journal*, dans un éditorial, a fustigé l'AFL-CIO, qui se joindrait à un nouvel « axe du mal » des gouvernements et forces politiques « *n'ayant pas la détermination pour résister aux attaques terroristes contre le peuple des Etats-Unis* ». Il est clair que la fondation de USLAW et son développement exponentiel au sein du mouvement ouvrier américain — à tel point que des syndicats équivalant à près du tiers des membres de l'AFL-CIO ont pris position contre la guerre — a eu un impact direct sur ce vote sans précédent de la direction de l'AFL-CIO. Je voudrais faire remarquer que la conférence de presse internationale organisée le 19 février par USLAW — avec le soutien actif de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples — a

joué un rôle central pour faire connaître USLAW, en lui donnant une visibilité nationale et internationale. En moins de deux semaines, des syndicats représentant plus de 130 millions de travailleurs de 53 pays ont signé la déclaration du mouvement ouvrier international contre la guerre lancé par USLAW. Bien sûr, la guerre arriva, elle fut unilatérale — dans le sens qu'elle n'avait pas le soutien formel des Nations unies. Tous les soi-disant « amis du mouvement ouvrier » dans le Parti démocrate ont immédiatement fait pression sur la direction du mouvement ouvrier pour lui demander de serrer les rangs et de soutenir « nos soldats » et « notre commandant en chef », car le déclenchement de la guerre créait une nouvelle situation.

Le président de l'AFL-CIO, John Sweeney, a fait deux déclarations qui reflètent les pressions contradictoires pesant sur l'AFL-CIO. Une première déclaration, faite au nom du comité exécutif national de l'AFL-CIO, affirmait qu'à partir du moment où la guerre avait commencé, il était impératif pour tous les Américains de se regrouper derrière le président Bush et les armées. Cette déclaration, vous pouvez vous en douter, a été durement critiquée par des syndicalistes dans tout le pays, qui reprochaient à la confédération d'abandonner ce qu'elle avait déclaré le 27 février et de se plier au gouvernement Bush et à la direction du Parti démocrate. Mais en même temps, Sweeney publiait une déclaration à titre personnel exprimant son opposition à la politique de plus en plus belliciste de l'administration Bush, y compris à la politique des Etats-Unis en Irak. Cette déclaration personnelle était évidemment une réfraction du fait que près d'un tiers des adhérents de l'AFL-CIO avaient pris position clairement contre la guerre. La constitution d'USLAW a modifié toute la situation dans le mouvement ouvrier et ouvert une discussion fondamentale sur le besoin d'une politique extérieure différente, la recherche d'une politique basée sur le respect du droit des peuples à l'autodétermination, la paix et la justice sociale (incluant les droits ouvriers pour tous). USLAW a aussi pris clairement position contre les attaques racistes contre les travailleurs immigrés, contre les restrictions aux droits civils et démocratiques et contre l'assaut phénoménal pour détruire les emplois et les droits des travailleurs. Il a pris la défense des 800 000 fonction-

naires, tous membres de la fédération américaine des employés gouvernementaux, dont les emplois sont menacés de disparition. Il a dénoncé l'administration, qui a utilisé la guerre et « la sécurité nationale » pour mettre en place la répression antisyndicale contre le mouvement ouvrier américain. USLAW est en train de préparer une assemblée nationale de syndicalistes pour la paix, prévue pour les 24 et 25 octobre, afin de constituer un regroupement permanent de travailleurs américains contre la guerre, aussi bien à l'étranger qu'aux Etats-Unis. USLAW a été lancé en janvier avec l'objectif de stopper la guerre contre l'Irak. La tâche, aujourd'hui, est de trouver une nouvelle organisation ouvrière permanente contre la « guerre sans fin » organisée par la totalité des classes dirigeantes américaines (ce n'est pas, comme je l'ai indiqué, la guerre de Bush, comme certains le prétendent).

Aujourd'hui, une discussion importante s'est ouverte dans le mouvement ouvrier, et naturellement dans USLAW, à propos de la stratégie à adopter pour les élections de 2004. La direction nationale de l'AFL-CIO exerce une pression sur toutes les organisations ouvrières, y compris USLAW, pour un ralliement derrière n'importe quel candidat démocrate. Ils disent que la priorité essentielle du moment est de se débarrasser de Bush. Une fois qu'il sera hors d'état de nuire, disent-ils, nous pourrions agir sur toutes les faiblesses des démocrates, mais nous ne devons pas laisser ces faiblesses nous éloigner du combat pour se débarrasser de Bush. La plupart des syndicalistes sont sensibles à cet argument du « moindre mal », même ceux qui ont voté pour Ralph Nader aux élections de 2000 pour notifier leur opposition aux « républicains ». Bien que leur mépris des démocrates qui sont à la remorque des républicains, financés par les mêmes multinationales, soit réel, ils sentent que Bush et ses supporters représentent quelque chose de différent et de plus dangereux. Certains disent que Bush est un fasciste latent et d'autres parlent sans hésitation de fascisme.

Si on ne saurait pas exclure l'avènement du fascisme aux Etats-Unis, et si des formes naissantes de fascisme commencent à pénétrer dans le corps politique, menaçant la Constitution des Etats-Unis, la Charte des droits et la démocratie même, la menace de fascisme n'est pas im-

médiate, même si Bush devait obtenir un second mandat. C'est vrai que le gouvernement Bush a organisé des attaques très graves contre les travailleurs. Mais la classe ouvrière n'a pas été défaite, loin de là. Même affaiblies, les organisations que la classe ouvrière a constituées pendant 150 ans de luttes des classes très dures, c'est-à-dire les syndicats, restent là, et les travailleurs peuvent les utiliser pour répondre aux attaques. Les syndicats sont les seules institutions qui constituent la classe ouvrière comme une classe pour soi. La seule voie pour arrêter le fascisme est la lutte pour la démocratie dirigée par la classe ouvrière. Cela demande de préserver et de renforcer les syndicats pour que les travailleurs puissent les utiliser comme des outils pour défaire l'offensive bipartisane. Mais cela demande aussi que ces mêmes syndicats rompent leur dépendance par rapport au Parti démocrate, qu'ils bâtissent un Labor Party combattant contre les « républicrates ». Comme quoi la lutte pour un Labor Party devient la forme la plus haute du combat pour la démocratie. Voilà la clé pour résoudre toute la crise politique au bénéfice des travailleurs et de tous les opprimés (6).

C'est en relation avec cela que la question se pose : est-ce que le Parti démocrate est une alternative réelle à la politique de guerre et d'exploitation du gouvernement Bush ? Le soutien au Parti démocrate aiderait-il à défendre et renforcer les syndicats ? Pourrait-on arrêter l'offensive de la classe dominante si un candidat du Parti démocrate était élu en 2004 ? A en juger par les huit ans de présidence démocrate pendant les années 1990 — avec les guerres contre les peuples des Balkans et de l'Afrique, la signature de l'ALENA, la pression pour imposer l'ALCA-FTAA, l'offensive contre la protection sociale, l'adoption de la loi contre le terrorisme et pour la peine de mort efficace, l'escalade des attaques contre les syndicats et la privatisation, l'adoption de toutes sortes de plans corporatistes pour la collaboration des travailleurs avec les entreprises, pour ne faire mention que de quelques-unes des mesures — **la réponse est non**, les démocrates n'offrent aucune vraie alternative. Ils n'aideront pas à préserver ni à renforcer les syndicats. Dans les faits, c'est sous le gouvernement démocrate que certaines des pires attaques ont été portées contre les syndicats. Aussi, à en juger par la complicité presque totale des représen-

tants du Parti démocrate au Congrès avec la « guerre sans fin » de Bush contre les travailleurs à l'intérieur et à l'étranger après le 11 septembre, **la réponse est doublement non**. Le 14 septembre 2001, le Sénat et la Chambre des représentants ont adopté une résolution autorisant « l'action contre toute nation, organisation ou personne », que le président détermine, qui « a planifié, autorisé, commis ou aidé à commettre » les attentats terroristes du 11 septembre. Ce vote a donné à Bush un pouvoir virtuellement sans limite pour décider les mesures qu'il veut, aussi bien concernant les actions militaires à l'extérieur que sa guerre interne contre les droits protégés par la Constitution. Ce vote a été unanime dans les deux chambres du Congrès, à la seule exception de Barbara Lee, de Californie (qui, malgré son vote, a approuvé le fonds d'urgence de 40 milliards, intégrant les dépenses militaires).

Cela rappelle l'adoption par le Congrès de la résolution sur le golfe de Tonkin, en 1963, que Johnson et les autres présidents ont présentée comme autorisant l'escalade massive dans la guerre du Vietnam.

Après, il y a eu le vote d'octobre 2002, autorisant Bush à mener la guerre contre l'Irak. Au Sénat, 29 démocrates ont voté pour, 21 contre, tandis que les représentants démocrates ont voté (126 pour, 81 contre) contre la résolution. Particulièrement révélateur, le 21 mars de cette année, a été le vote par le Sénat (90 pour, zéro contre) d'une résolution soutenant les efforts du président en Irak et présentant ses actions comme étant « *légal*es et entièrement autorisées par le Congrès ». Les représentants ont adopté une résolution semblable (392 pour, 11 contre).

Dans cette situation difficile, certains, dans USLAW, affirment que la priorité essentielle du moment étant de se débarrasser de Bush, USLAW devrait déclarer lors de la prochaine Assemblée syndicale nationale pour la paix son soutien pour le candidat que le Parti démocrate choisira pour s'opposer à Bush en novembre 2004. D'autres dirigeants et militants répondent que si se débarrasser de Bush est sans doute une priorité centrale, USLAW devrait rester non partisane et ne pas soutenir des candidats. Ils signalent que les syndicats, y compris ceux adhérant à USLAW, feront souvent campagne pour les démocrates, mais que USLAW (ou le nom que l'organisation lui succédant

prendra) doit se limiter à défendre sa plate-forme le plus largement possible durant la prochaine année électorale et demander de tous les candidats qu'ils adoptent son programme contre la guerre et pour les demandes syndicales. Ils soulignent qu'il faut se débarrasser des politiques de guerre et de destruction impulsées par Bush et par les démocrates. Nous, Socialist Organizer, menons une lutte politique permanente pour que les syndicats rompent avec le Parti démocrate, donc nous ne partageons pas l'idée que les syndicats doivent continuer à faire campagne pour les démocrates. En plus, s'il y avait un candidat du Labor Party pour la présidence lors de l'élection de 2004, nous proposerions résolument que USLAW et toutes les organisations fondées sur les syndicats soutiennent un tel candidat. Malheureusement, il n'y a pas aujourd'hui un Labor Party qui puisse jouer ce rôle, il n'y aura pas un tel candidat en 2004. En l'absence d'un parti politique des travailleurs, indépendant, les camarades soutenant le journal *The Organizer* soutiendront tous ceux qui cherchent à aider USLAW à rester une force politique indépendante agissant au nom de tout le mouvement ouvrier. De notre point de vue, il est impératif que USLAW, regroupement fondé sur les syndicats, reste un front uni et une organisation des travailleurs indépendante, sans suivre le chemin du soutien aux escrocs politiques du Parti démocrate. Et il est important aussi que les syndicalistes de toutes les idées politiques — démocrates, indépendants, Verts, du Labor Party et même républicains — puissent combattre ensemble la politique guerrière du gouvernement américain.

Les supporters de *The Organizer* encourageront USLAW, avec son prestige bien mérité et son impact, à jouer un rôle actif pour promouvoir l'unité par des initiatives unitaires au sein du mouvement antiguerre américain. On trouve actuellement deux grandes tendances dans le mouvement antiguerre (ANSWER et Unité pour la paix et la justice), qui se disputent la direction du mouvement et ne travaillent pas toujours ensemble pour développer des actions communes. Par exemple, comme expression de ce problème, une manifestation nationale contre la guerre a été appelée par ANSWER à Washington DC pour le 25 octobre, le même week-end où USLAW tiendra sa conférence nationale des travailleurs pour

la paix. L'appel d'USLAW a été lancé il y a des mois, avant que cette initiative de Washington soit décidée. USLAW n'est pas un regroupement parmi d'autres, qu'on puisse ignorer ou mépriser pour des problèmes d'agenda. USLAW représente des syndicats — non seulement des syndiqués — représentant des millions de syndiqués. Sa formation a été l'un des événements plus marquants des dernières années aux États-Unis. Il est inadmissible qu'ANSWER ait appelé ce rassemblement le même week-end de l'Assemblée syndicale nationale pour la paix de USLAW. Il est évident qu'avec ces deux initiatives prévues à la même date, les forces ouvrières — y compris les cortèges syndicaux — seront significativement moins nombreuses à la manifestation nationale et les militants antiguerre n'auront pas la possibilité d'entendre les principaux dirigeants d'USLAW lors de leur manifestation.

Construire un mouvement antiguerre uni et démocratique est un besoin essentiel, car le manque d'unité existant entre les divers regroupements ne peut que diminuer l'énergie et l'efficacité des forces antiguerre de ce pays. Même si, maintenant, il est trop tard pour changer la date de la journée du 25 octobre, il est important que les grands regroupements s'unissent et coordonnent leurs efforts à l'avance pour éviter dans l'avenir de telles superpositions. USLAW peut jouer un rôle majeur pour promouvoir ces actions coordonnées.

Quelle est votre appréciation de la campagne pour les droits ouvriers en Irak, lancée conjointement à Genève le 15 juin par USLAW, l'Entente et les confédérations internationales des syndicats arabes ?

Nous apportons un soutien sans réserve à cette campagne et nous ferons tout ce qui est possible pour la faire connaître, ainsi que la délégation internationale de délégués ouvriers qui iront en Irak au début d'octobre. Nous soutenons cette campagne, car c'est un effort pratique pour dégager la vérité sur l'état du mouvement ouvrier en Irak et les besoins du peuple irakien pour construire les syndicats de son choix et non pas ceux imposés par les forces d'occupation. Nous soutenons cette campagne, car nous pensons qu'elle est directement liée au

combat contre l'occupation américaine, et c'est bien là le plus important. Le point de départ de l'appel qui a initié cette campagne était la revendication de la fin de l'occupation pour que les travailleurs irakiens puissent avoir les syndicats de leur choix et que le peuple irakien puisse rétablir les conventions de l'OIT qui préservent l'unité de la nation irakienne, aujourd'hui menacée par les forces d'occupation. Ces conventions de l'OIT codifient les droits et normes fondamentales du mouvement ouvrier, c'est un pilier de la démocratie que les forces d'occupation cherchent à lui dénier.

L'appel indique que les droits démocratiques élémentaires et les droits des travailleurs ne sont pas possibles en Irak tant que dure l'occupation, qui dénie au peuple irakien son droit à la souveraineté et à l'autodétermination. Il poursuit en dénonçant l'hypocrisie des forces d'occupation et déclare courageusement : il ne peut y avoir de démocratie tant que les conventions de l'OIT, ratifiées par les gouvernements irakiens, ne sont pas appliquées. Les conventions de l'OIT affirment l'unité du peuple irakien et de sa nation contre toutes les tentatives de balkanisation en différentes régions ethniques ou tribales avec des droits différents. Pour nous, cette campagne pour les droits ouvriers en Irak est un instrument supplémentaire pour prouver l'hypocrisie de cette occupation, « *pour renvoyer à la face de l'administration Bush la question de la démocratie* », comme un syndicaliste de San Francisco le disait, et afin d'aider à un développement de l'opposition à l'occupation américaine parmi les travailleurs du monde entier — certains ont soutenu la guerre de Bush parce que, au moins, ils pensaient que cela créerait un espace de démocratie pour le peuple irakien.

Vous avez mentionné le Labor Party. Qu'est-il devenu, alors qu'il a été fondé en 1996 par des syndicats représentant environ deux millions de travailleurs ?

Le congrès national de Socialist Organizer devra dresser un bilan complet du Labor Party, qui a plus de sept ans. Je peux vous donner seulement un aperçu partiel. Pour comprendre l'état actuel du Labor Party, il est essentiel de comprendre la profonde offensive de la classe dominante contre les syndicats, notam-

ment après le 11 septembre, ainsi que les fortes pressions après la "sélection" de Bush pour chercher le "moindre mal", la politique du Parti démocrate.

Sans aucun doute, le Labor Party est dans une situation de recul. Les syndicats qui ont lancé le Labor Party en 1996 après une campagne d'organisation de cinq ans à travers Labor Party Advocates ont retiré leur soutien au Labor Party. Aujourd'hui, le financement syndical au Labor Party a disparu. La fondation du Labor Party représentait en soi un pas gigantesque dans la rupture avec les deux partis du capitalisme : les démocrates et les républicains.

Mais c'était seulement un pas, il en fallait d'autres pour que la rupture avec les "républicocrates" soit effective. Même après la fondation du Labor Party, les syndicats qui le constituaient continuèrent à soutenir le Parti démocrate, tout en critiquant le système des deux partis représentants du monde des affaires et en proclamant que les patrons avaient deux partis, et que les travailleurs avaient besoin du leur.

D'autres syndicats fondateurs du Labor Party étaient prêts à soutenir des candidats LP contre les démocrates une fois que le Labor Party serait en mesure de présenter des candidats ayant la chance de gagner l'élection. Après la fondation du Labor Party, il fallait forcer les syndicats qui dirigeaient ce Labor Party à prendre d'autres initiatives, même si elles étaient limitées, dans la direction d'une rupture définitive avec les partis du capitalisme. Une mesure décisive aurait été la rupture de la dépendance de ces syndicats par rapport au Parti démocrate sur l'arène électorale pour soutenir des candidats du Labor Party dans des élections contre des candidats démocrates et républicains, en commençant au niveau local.

Les supporters d'un Labor Party partisans d'une présentation aux élections mobilisèrent lors du deuxième congrès national en novembre 1998. Faisant suite à une lutte politique concertée, le Labor Party adopta une stratégie électorale adaptée. Le Labor Party pouvait présenter des candidats à condition qu'il reçoive suffisamment de soutien des syndicats, que la section locale du Labor Party ait un plan de recrutement et que la direction nationale du Labor Party autorise cette candidature. L'adoption d'une telle stratégie électorale représentait un pas en avant significatif.

Mais la sélection de George W. Bush a changé le paysage politique pour les syndicats. Même les dirigeants syndicaux les plus viscéralement antidémocrates dans le Labor Party ont déclaré que l'axe de leur travail politique devait être de se débarrasser des républicains en 2002, et après en 2004. (Tant que Clinton et les démocrates étaient au gouvernement, la colère des syndicats pouvait être dirigée contre eux. Quand ils le quittèrent, la pression pour chasser les républicains s'intensifia. Avec les démocrates en dehors du gouvernement, les obstacles pour aider le Labor Party à se construire sur une ligne nette de rupture avec les démocrates se multiplièrent.)

Prenant en compte l'échec du Labor Party à présenter des candidats à n'importe quel niveau, des travailleurs cherchant une action politique indépendante lors des élections en 2000 se tournèrent vers les Verts et leur candidat national Ralph Nader (qui était depuis longtemps un supporter du Labor Party). Le parti des Verts, qui était faible et sans existence nationale, s'engouffra dans le vide laissé par le refus du Labor Party de présenter des candidats. La vieille devise disant que la politique a horreur du vide se confirmait avec force.

La première demande présentée à la direction nationale du Labor Party pour autoriser une section locale du Labor Party à soutenir un candidat dans des élections publiques a été présentée par la section du Golden Gate de San Francisco au printemps 2001. La direction des syndicats de l'AFL-CIO de San Francisco accepta de présenter des candidats du Labor Party au Conseil de l'énergie publique pour administrer les services municipaux (MUD) aussi inclus dans le scrutin. Un des candidats pour le conseil du MUD, Robin David, était un membre actif du Labor Party et du syndicat des électriciens (The International Brotherhood of Electrical Workers). Je préciserai que les supporters du journal *The Organizer* ont joué un rôle central dans cette campagne et aidèrent la direction du Labor Party à soutenir cet effort.

La direction nationale du Labor Party autorisa la section locale du Labor Party GGLP (Golden Gate Labor Party) à présenter Robin David en tant que candidat du Labor Party pour le conseil de direction du MUD, ce qui était un tournant. Cependant, la direction du Labor

Party n'a pas rendu publique ni diffusé cette candidature dans sa presse et parmi les syndicats affiliés au Labor Party. Finalement, à l'aide d'une considérable manipulation du vote, la lutte pour municipaliser la production et la distribution de l'électricité et pour constituer une gestion publique a été défaite par quelques centaines de voix, et le candidat du LP n'a pas été élu. La plupart des militants dans le mouvement ouvrier à San Francisco sont fermement convaincus que si la direction du Labor Party avait apporté son aide, même de façon limitée, répondant aux attentes de la section locale, le résultat du scrutin aurait été différent. Cela a démoralisé un grand nombre de membres du LP de la zone de la baie de San Francisco et aussi dans le pays.

Durant l'été 2002, le Labor Party a tenu son troisième congrès national. Il s'est agi d'un événement très diminué. La section du Labor Party du Golden Gate arriva à organiser une réunion rassemblant un tiers des délégués du congrès, pour soutenir une stratégie de présentation aux élections. Les leçons et l'expérience de la candidature présentée à San Francisco ont été au centre de cette discussion, qui a été introduite par des dirigeants de première ligne du LP, y compris le vice-président Baldemar Velasquez. Cela a montré qu'une partie substantielle des membres et de la direction restent attachés à la construction d'un vrai Labor Party menant le combat.

La direction nationale du Labor Party refusa de discuter un bilan de la campagne électorale de Robin David à San Francisco et elle a presque fermé la porte à la présentation de candidats du LP dans un futur envisageable. Certaines sections du Labor Party fonctionnent toujours — particulièrement dans l'Etat de l'Ohio, où elles disposent d'un Labor Party organisé au niveau de l'Etat — et, dans tout le pays, il y a des adhérents qui continuent à mener ses campagnes, notamment la campagne pour l'assurance maladie solidaire et la campagne pour la gratuité de l'enseignement supérieur.

Socialist Organizer, naturellement, continuera son combat pour construire un vrai Labor Party en renforçant les sections qui existent et travaillera au lancement de candidats avec le soutien du mouvement ouvrier et populaire, qui pourront servir d'exemple. En même temps, nous cher-

cherons à construire des sections du Labor Party avec les syndicats désirant combattre les patrons sur le terrain électoral. Le combat pour construire un Labor Party aux Etats-Unis est loin d'être terminé.

George Bush se dispose pour lancer la zone de libre-échange de l'Amérique (FTAA/ALCA). Quelles initiatives prenez-vous pour combattre la FTAA ?

Nous, à Socialist Organizer, croyons qu'il est toujours possible d'arrêter la FTAA. Nous croyons qu'une campagne peut et doit être organisée pour forcer tous les gouvernements des Amériques à se retirer des négociations pour la FTAA. Aux Etats-Unis, nous pensons qu'il est possible de défaire la FTAA au Congrès au moment de son adoption finale. Nous ne pensons pas que les travailleurs doivent être réduits à accepter « *une forme plus humaine* » de la FTAA, comme le proposent des ONG. Aucun visage humain ne peut être mis pour habiller la FTAA. C'est un accord qui ne peut pas être réformé, il doit être défait. Cela nécessitera la construction d'une campagne de masse contre la FTAA dans les syndicats, et plus généralement dans l'ensemble du peuple américain — en demandant à nos élus de voter contre la FTAA.

Pour construire cette campagne, nous sommes en train de préparer la Conférence des travailleurs de l'hémisphère de l'ouest contre la FTAA, qui se tiendra à São Paulo, au Brésil, le 12 décembre 2003, à l'initiative des syndicalistes brésiliens qui soutiennent l'Entente.

La IV^e Internationale a mis au centre de sa politique le combat contre le "centrisme réactionnaire". Quelles formes ce phénomène prend-il aux Etats-Unis ?

Le principal initiateur du centrisme réactionnaire aujourd'hui dans le monde est le Secrétariat unifié, qui, de façon frauduleuse, se réclame de la continuité de la IV^e Internationale. La crise de la IV^e Internationale aux Etats-Unis, marquée par la destruction du SWP à la fin des années 1970 et ensuite son éclatement en différents courants se réclamant du SWP, a conduit à un affaiblissement des courants liés au Secrétariat unifié.

Bien que peu nombreux, les syndicalistes et les militants affiliés au groupe Solidarity, un groupe politiquement associé au Secrétariat unifié, ont joué un rôle central dans le Labor Party dans la lutte pour défaire tous les syndicats, les syndicalistes et les militants qui voulaient emmener le Labor Party sur une politique de présentation de candidats indépendants.

Ces supporters du Secrétariat unifié dans le LP ont rempli leur rôle pour écraser les partisans de la présentation de candidats, souvent avec des méthodes d'hommes de main. Dans un Labor Party aujourd'hui en retrait, ceux-là mêmes qui hier empêchaient le Labor Party d'avancer sur une voie indépendante aujourd'hui proclament que la fondation du LP avait été "*prématurée*" et "*une erreur*".

Cependant, le centrisme réactionnaire va plus loin que ce simple courant pour regrouper tous ceux qui, aujourd'hui, particulièrement dans les ONG, développent les politiques du Forum social mondial, de Porto Alegre (Brésil), et les "budgets participatifs".

Bien qu'aucun forum social n'ait eu lieu aux Etats-Unis, leur influence est néanmoins pernicieuse. La question des forums sociaux est largement débattue aux Etats-Unis. Des centaines de militants firent le voyage des Etats-Unis au Forum de Porto Alegre. L'essentiel de la presse de gauche encensa cet événement, à commencer par un courant qui gagne en influence dans la jeunesse : l'ISO (Organisation socialiste internationale).

L'organisation Solidarity, comme on pouvait s'y attendre, apporta un soutien complet au forum, ainsi que le fit l'organisation Labor Notes (un regroupement de militants de gauche avec des syndicalistes dirigés par des supporters de Solidarity). Dans les faits, la direction même de l'AFL-CIO apporta son soutien, ainsi que de nombreuses ONG, très actives comme Global Exchange, et différents groupes que nous retrouvons dans la coalition United for Peace and Justice (Unis pour la paix et la justice).

L'essentiel des militants dans plusieurs syndicats à travers le pays sont influencés par ce qu'ils lisent dans *The Nation*, *The Progressive*, *Labor Notes*, *The AFL-CIO News*, *The Village Voice*, *The Bay Guardian*, et de nombreux autres qui ont soutenu le forum de Porto Alegre.

Ils reçurent des e-mails de Global Exchange, de Jobs with Justice et de Public Citizen demandant de soutenir le forum et louant ses initiatives. Pacific Radio diffusa en direct pendant une semaine les débats de Porto Alegre.

Ainsi, notre tâche aux Etats-Unis est d'expliquer l'impasse et le caractère de collaboration de classe de ces forums sociaux pour aider les travailleurs et les militants à se dégager de leurs illusions sur ces forums. Soigneusement et patiemment, en comprenant que ces illusions sont entretenues par les médias alternatifs et les milieux militants, y compris la direction nationale de l'AFL-CIO.

La construction de Socialist Organizer est donc nécessaire pour développer plus largement le pôle de la politique ouvrière indépendante en opposition à ces forums sociaux et aux politiques qui en découlent. Construire Socialist Organizer est nécessaire pour promouvoir plus largement les conférences et les campagnes de l'Entente et de la Conférence mondiale ouverte, dont l'objectif est d'aider les travailleurs à ne pas se perdre dans les chemins déviés des forums sociaux et des ONG. C'est de fait une pré-condition pour combattre efficacement les attaques qui sont en train de pleuvoir contre les travailleurs.

(1) Pour préparer la réponse à cette question, j'ai contacté un syndicaliste noir avec qui nous avons des liens étroits. C'est l'un des premiers organisateurs de Travailleurs noirs pour la justice (BWFJ) dans le Sud des Etats-Unis. Je voudrais rapporter ici, dans ses propres termes, sa réponse à la question soulevée par le voyage de Bush en Afrique et la situation des Noirs américains aujourd'hui. Il m'a dit :

“Il est certain que Bush a sa propre stratégie pour tenter de remplir le vide créé par l'absence de direction du mouvement national noir. Oui, il a besoin d'un soutien maximum de l'ANC, mais obtenir le vote des Noirs n'est pas aussi simple que d'obtenir le soutien de Mbeki et de l'ANC. Par ailleurs, il y a des contradictions au sein de l'alliance entre l'ANC, le Parti communiste sud-africain (SACP) et la COSATU, principale fédération syndicale du pays. La grève générale appelée par la COSATU contre la mondialisation et la politique de privatisation néo-libérale représente toujours une opposition de gauche et ouvrière à la ligne droitiste de l'ANC. De ce point de vue, ne devrions-nous pas nous adresser à la COSATU pour qu'elle lance un mouvement pour un Parti des travailleurs en Afrique du Sud ?

De plus, l'ANC refuse d'intervenir dans la crise politique au Zimbabwe, en dépit de l'insistance des Britanniques et des Etats-Unis; cette crise doit être réglée par d'autres moyens que les changements de régime encouragés par les Etats-Unis à travers toute l'Afrique.

Comprendre la crise de direction du mouvement nationaliste noir aux Etats-Unis exige de comprendre l'intensification de l'oppression raciste et nationale exercée par la classe dominante américaine à l'encontre des Afro-Américains, des gens d'origine africaine et latino. Il faut comprendre la façon dont la classe dominante aux Etats-Unis accroît la concurrence entre Noirs et Latino-Américains pour les emplois à bas salaire et l'importance des efforts pour construire une Alliance des Africains et des Latino-Américains, qui est essentielle pour la lutte de l'ensemble des travailleurs. Il faut également comprendre la question du rôle stratégique historique du Sud des Etats-Unis pour le Parti démocrate et la classe dominante, et par conséquent l'importance du travail d'organisation dans le Sud. Les syndicats nationaux se sont affaiblis ces dernières années parce qu'ils avaient un programme incorrect ou une totale absence de programme concernant l'organisation dans le Sud et la question de la jonction avec les luttes pour le pouvoir politique noir. La question de la privatisation, en particulier dans le Sud, est directement liée à celle de l'accès au service public, qui était l'une des revendications essentielles à l'époque de la bataille pour les droits civiques pour les Noirs.”

Une fraction importante des travailleurs noirs sont dans le secteur public — secteur dépourvu de conventions collectives dans tout le Sud. La privatisation aura des conséquences très graves pour les Noirs et les femmes pauvres. Ce sont toutes ces questions non résolues par le Parti démocrate et les syndicats qui ont contribué à cette situation de vide terrible dans la direction du mouvement national noir.

(2) Notre comité directeur, comme la IV^e Internationale, considère que ce protectorat américain, à la différence d'autres protectorats impérialistes ou colonialistes passés, ne crée pas de nouvelles institutions ou structures stables sur lesquelles reposerait sa domination. Bien au contraire, ce protectorat conduit à la destruction des Etats-nations et du cadre qui permettrait l'existence du moindre semblant de stabilité et de développement.

(3) Bush n'a pas gagné les élections de deux points de vue. Premièrement, il a obtenu 500 000 voix de moins qu'Al Gore, son adversaire du Parti démocrate. Cependant, du fait du système obsolète de collège électoral aux Etats-Unis, le nombre total de voix pour le président ne compte pas ; ce qui compte, c'est le pourcentage d'électeurs dans chaque Etat, sur la base du total des voix Etat par Etat. D'ailleurs, Bush n'a pas non plus gagné les élections en Floride, et c'était le vote déterminant pour les calculs de votes. La fraude électorale massive organisée par Jeb Bush,

le jeune frère de George W. Bush, qui est gouverneur de Floride, a abouti à l'élimination des listes électorales de 90 000 votants noirs, qui n'ont donc pas pu voter. Des milliers d'autres électeurs noirs n'ont pu exercer leur droit de vote du fait de manœuvres sans nombre. Ces électeurs auraient fait pencher la balance du côté d'Al Gore, qui aurait pu combattre cette fraude massive, mais a choisi au contraire de protéger les institutions capitalistes américaines. Il a permis que la question du vote en Floride soit renvoyée à la Cour suprême... où les républicains sont majoritaires, et qui a entériné la plus grande fraude électorale de l'histoire des Etats-Unis.

Ce syndicaliste et responsable du BWFJ, qui s'est créé en Caroline du Nord, a résumé ainsi les principales caractéristiques de cette élection truquée :

“L’oppression nationale raciste contre le peuple noir a été le facteur essentiel qui a permis cette élection truquée en l’an 2000. Le vide politique à la tête du mouvement noir est en ce sens directement lié à l’échec du Parti démocrate et des syndicats qui n’ont pas utilisé à fond cette question pour remettre en cause ce trucage des résultats électoraux — les machines à voter, les machines cassées, les dizaines de milliers d’électeurs noirs rayés des listes, etc.”

Il a ensuite expliqué ce qui, du point de vue de son organisation, pourrait être fait pour mettre à nu l'illégalité du gouvernement Bush et des actions du président :

“Les agissements de l’administration Bush sont criminels. Centrer la campagne sur un vote contre lui aux prochaines élections ne permet pas de souligner la nature criminelle de son administration et l’évolution de sa politique intérieure et étrangères vers le fascisme. La colère des masses vis-à-vis des élections truquées, des restrictions budgétaires, de la peine de mort, de la guerre et des mensonges sur les armes de destruction massive doit s’exprimer au travers d’une politique syndicale offensive dénonçant certaines politiques et pratiques comme criminelles, c’est-à-dire en exigeant que Bush soit destitué.”

Nous ferions partie ainsi de l’opposition à Bush, Mais nous nous distinguerions et montrerions notre indépendance vis-à-vis du Parti démocrate de cette façon. Cela donnerait une certaine tonalité politique à l’opposition et cette dénonciation de Bush permettrait à ceux qui suivent les démocrates (et il y en aura beaucoup) de s’opposer à Bush avec des raisons plus fortes et plus claires que celles avancées par le Parti démocrate. Qui sait, l’exigence de la destitution de Bush pourrait être reprise par certains au sein du Parti démocrate, ce qui l’obligerait à répondre à la pression de la base.”

(4) Il faut noter que le coût — tant politique que financier — de l'occupation de l'Irak par les

Américains pourrait devenir insupportable même pour l'impérialisme le plus riche et le plus puissant. Cela explique pourquoi l'administration Bush voyage dans le monde entier et fait d'énormes pressions sur tous ses alliés pour mettre sur pied une "coalition des gens de bonne volonté" — mais, de façon plus générale, exerce une pression sur tous les autres pays et puissances impérialistes, qu'ils aient ou non soutenu l'invasion américaine, pour qu'ils envoient des troupes pour renforcer l'occupation de l'Irak et aident à payer l'addition.

Ils n'ont pas seulement besoin des troupes indiennes, pakistanaïses ou salvadoriennes pour patrouiller dans les rues de Bagdad (un général américain a déclaré que le pays d'origine de ces troupes n'avait aucune importance tant qu'il s'agissait de "bronzés"). Il leur faut imposer le fardeau financier de l'occupation aux autres pays pour désamorcer le baril de poudre aux Etats-Unis mêmes, où la classe ouvrière n'a pas été défaite et où les syndicats restent les instruments potentiels de la lutte des travailleurs.

En ce sens, comme la IV^e Internationale l'a souligné dans de nombreux documents, il n'y a pas de "super-impérialisme." Cela signifie que les Etats-Unis, loin d'être capables de résoudre leur crise au travers de nouvelles guerres de domination et d'une politique qu'ils imposent au monde entier au travers des institutions internationales sous leur contrôle (FMI, Banque mondiale, OMC, etc.), ne font qu'aggraver cette crise. La raison en est les contradictions inhérentes au système de production fondé sur la propriété privée des moyens de production à l'époque de l'impérialisme pourrissant.

(5) Le responsable syndical de Black Workers For Justice a fait le commentaire suivant sur la loi Taft-Hartley : *“Le combat contre la loi Taft-Hartley a une importance majeure pour l’ensemble du mouvement ouvrier, mais dans le Sud la lutte contre la loi Taft-Hartley est aussi une lutte contre les lois sur la liberté du travail et pour le droit à des conventions collectives dans le secteur public.”*

(6) Le responsable syndical de Black Workers For Justice a fait le commentaire suivant sur les formes naissantes de fascisme : *“Il est juste de dire que l’existence du fascisme dépend de la capacité des syndicats à exister comme des organisationnels de combat, mais cela ne traite pas des aspects racistes du fascisme naissant — l’augmentation des meurtres par des policiers, les lois sur le licenciement des grévistes, la privatisation des prisons, le Patriot Act et les attaques contre les travailleurs immigrés de couleur. La compréhension de la nature de la crise internationale et de la crise américaine du capitalisme est par conséquent nécessaire, car elle indique quelles sont les forces sociales à mobiliser pour la lutte.”*

DOSSIER BRÉSIL

Nous publions dans ce numéro de *La Vérité* trois articles consacrés à la situation au Brésil, ainsi que des documents de la section de la IV^e Internationale au Brésil (*O Trabalho*, courant du Parti des travailleurs).

Afin de permettre à nos lecteurs de saisir le contexte politique dans lequel s'inscrivent ces articles et les compléter par les principaux développements qui se sont produits depuis que ces articles ont été écrits, nous les faisons précéder d'une chronologie des événements d'octobre 2002 à août 2003.

Au sommaire de ce dossier :

1. Chronologie (27 octobre 2002-11 août 2003)
2. Six mois après l'arrivée à la présidence de Lula, les nuées de l'orage s'amoncellent au Brésil, *par Miguel Luna*
3. VIII^e Congrès de la CUT, le premier sous un gouvernement Lula, *par Julio Turra*
4. La question de la terre au Brésil, *par Misa Boito*
5. Documents :
 - Lettre ouverte aux militants de Démocratie socialiste ;
 - Déclaration du courant *O Trabalho* lors de la direction nationale du Parti des travailleurs ;
 - Le manifeste "*Se réappropriier le PT*".

Chronologie des événements (27 octobre 2002-11 août 2003)

Octobre 2002

• Le 27 octobre, Lula, candidat du Parti des travailleurs, est élu président du Brésil. 53 millions de travailleurs, de jeunes, de sans-terre..., ont voté pour le Parti des travailleurs.

• Le 29 octobre, le courant *O Trabalho* salue dans une déclaration publique cette victoire, à laquelle, avec les 700 000 adhérents du parti, il a contribué : "*Ce 27 octobre, a été tournée une page de notre histoire. En élisant Lula, candidat du PT, une force de 53 millions de Brésiliens a dit au nom de la nation : assez de la politique de Cardoso (le précédent président de centre-droit — NDT) et du FMI (...). La nation s'est unie pour dire que c'est au peuple et à lui seul de décider de son futur et que le Brésil doit être libre et souverain (...).*"

• Tout au long du mois, des discussions se mènent à l'initiative de Lula avec l'ensemble des "partenaires sociaux", dont les représentants de la CUT et des autres centrales syndicales, ceux du patronat, du gouvernement et de la "société civile", autour de la proposition d'un pacte social.

• Le 31 octobre, à la commission exécutive de la CUT, dont il est membre, Julio Turra, militant de *O Trabalho*, explique : négocier, oui, mais un "pacte", c'est autre chose. Il propose que la délégation de la CUT mandatée pour rencontrer le gouvernement le soit sur la base suivante : "*Il ne faut pas compter sur la CUT pour liquider les droits acquis ni pour imposer des pertes plus grandes que celles subies jusqu'ici en ce qui concerne les salaires, ni pour flexibiliser les droits ou le temps de travail.*"

Le président de la CUT déclare qu'il revendique pour la centrale syndicale "*indépendance et responsabilité (...). La CUT n'abandonnera pas ses revendications, sa façon de faire du syndicalisme.*"

Novembre 2002

• Depuis Washington, où il s'est rendu pour rencontrer Bush, Lula annonce la nomination du ministre de l'Economie, Antonio Pallocci (l'un des dirigeants du PT qui s'est le plus illustré par sa politique de privatisation dans la gestion de la

ville dont il est le maire) et celle du président de la Banque centrale, Henrique Meireille. Ce dernier, ancien patron mondial de la grande banque américaine Boston Bank, était encore il y a peu député du parti de Cardoso. Les “marchés” saluent ces premières nominations.

- Au sein du PT, de nombreuses voix s’élèvent pour demander si, avec de tels hommes, on va pouvoir mettre en œuvre la politique pour laquelle le PT a été porté au gouvernement.

- Au directoire du PT, Markus Sokol, représentant du courant *O Trabalho*, explique : “53 millions ont voté pour que cela change, c’est une force disposée à soutenir un gouvernement qui fasse ce qu’elle attend de lui. C’est pourquoi, plus que jamais, nous devons préserver le PT.”

- Dans la deuxième quinzaine du mois, d’autres ministres du gouvernement sont désignés. On notera la présence de Luiz Fernando Furlan, vice-président de la puissante fédération patronale (FIESP), comme ministre de l’Industrie.

Miguel Rossetto, l’un des principaux dirigeants de DS (le courant du SU dans le PT), accepte le poste de ministre de la Réforme agraire, aux côtés du ministre de l’Agriculture, Roberto Rodrigues, un grand propriétaire terrien, président de l’association agroalimentaire. C’est lui aussi un proche de Cardoso.

Novembre-décembre

- Les occupations de terre se succèdent ; chaque jour, des centaines de familles, qui réclament vainement depuis des années une terre “pour planter et vivre”, envahissent des terres agricoles laissées en friche par les grands propriétaires fonciers et les banques qui les possèdent.

- Les latifundiaires réclament du gouvernement Lula qu’il fasse preuve de fermeté, et en particulier qu’il applique la mesure provisoire (MP 2183) édictée par Cardoso pour bloquer les occupations de terres. Mesure provisoire dont les sans-terre réclament au contraire l’abrogation.

- Plus tard, lors d’une réunion avec l’une des organisations de latifundiaires, le ministre Rossetto (membre du SU) s’engagera au nom du gouvernement à ne pas abroger la MP 2183. Les latifundiaires se déclareront rassurés. Et ils en profiteront pour en exiger d’avantage. On le verra plus loin.

Janvier 2003

- Le 3 janvier 2003, Lula prend officiellement ses fonctions. Des centaines de milliers de travailleurs, de jeunes, de sans-terres et de militants ont fait le voyage à Brasilia pour manifester leur appui et exprimer leur souhait d’un gouvernement qui entreprenne vraiment de solutionner les immenses problèmes qui se posent au pays.

Février

- Le FMI se déclare satisfait des premiers pas du gouvernement Lula, mais réclame la mise en

œuvre accélérée des “réformes”, en particulier celle du système des retraites (Prévidencia), celle concernant les impôts et celle portant sur la révision en profondeur de la législation du travail et syndicale.

- La question de l’indépendance de la Banque centrale est posée. Le FMI et les “marchés” l’exigent. Bien entendu, leur représentant direct à la tête de la Banque centrale, Meireille, y est favorable ; le ministre de l’Economie, Pallocci, l’appuie. Au sein du PT, de nombreuses voix s’élèvent contre une mesure qui signifierait un abandon total et complet de toute souveraineté pour le pays, le soumettant à la tutelle directe du FMI. Ils rappellent que c’est la position historique, maintes fois répétée, du PT.

Le gouvernement recule sur ce point, décidé, explique-t-il, à concentrer ses efforts sur la réforme des retraites en premier lieu.

- Discussions au sein du Conseil de développement économique et social pour la définition d’un projet de réforme des retraites.

Juin

- Du 3 au 7 juin, se tient le congrès de la CUT (*lire en page 31*). La motion demandant le retrait de la réforme des retraites obtient 25 % des voix. Mais personne, dans le congrès, n’a déclaré être d’accord avec le projet du gouvernement. La direction élue est mandatée pour obtenir des amendements, dont le gouvernement a déjà fait savoir qu’il n’acceptait aucun.

- Le 11 juin, des intellectuels de renom, dont plusieurs sont des fondateurs du PT, lancent un manifeste d’alarme “contre la réforme de la Prévoyance engagée par le gouvernement”.

- Constatant qu’il ne peut pas obtenir un consensus, le gouvernement décide de présenter lui-même au Congrès (députés et sénateurs) son projet de réforme. Projet qui, rappelons-le, prévoit notamment que les fonctionnaires partant à la retraite ne recevront plus l’intégralité de leur salaire ; l’allongement de la durée de cotisation ; la cotisation des retraités eux-mêmes ; l’instauration des fonds de pension... C’est le contraire de tout ce pour quoi le PT et la CUT ont toujours combattu.

- Les syndicats de fonctionnaires déclarent qu’ils refusent cette “contre-réforme” et ils en exigent le retrait pur et simple. Leur coordination syndicale nationale appelle à une marche sur Brasilia le 8 juillet.

La direction de la CUT rappelle de son côté les revendications toujours défendues par la centrale et par le PT, et se déclare opposée à la réforme telle qu’elle est présentée ; la CUT réclame, entre autres, l’abandon de la taxation des inactifs.

30 députés (un tiers du groupe) et plusieurs sénateurs du PT, dont Heloisa Helena, déclarent qu’ils ne voteront en aucun cas une telle réforme.

La direction du PT déclare que ceux qui ne la voteront pas seront exclus.

- Dans une déclaration publique, *O Trabalho* met en garde contre le risque de destruction du PT qu'entraînerait la remise en cause de ce qui a constitué depuis toujours la marque spécifique du PT : la libre discussion, la liberté de pensée et de débat.

- La veille, dans une déclaration publique, la direction de la DS, à laquelle appartient Heloisa Helena, l'une des parlementaires du PT (elle est sénatrice) menacée d'exclusion, se dit opposée aux sanctions. Mais, dans le même temps, plusieurs responsables de la DS expliquent que "*la position de Heloisa Helena ne correspond pas à celle du courant*".

Ministre du gouvernement qui s'apprête à porter cette brutale attaque contre les travailleurs et la démocratie du parti, Rossetto ne dit rien.

Juillet

- Le 8 juillet, des dizaines de milliers de fonctionnaires manifestent à Brasília. Venu de tout le pays, délégués par leurs camarades de travail, ils se rassemblent devant le siège du Congrès pour exiger le retrait de la contre-réforme.

- Au lendemain de la manifestation, la grève générale commence dans la fonction publique fédérale, à l'appel de la coordination des syndicats. 50 %, puis très rapidement 55, 58 % des fonctionnaires fédéraux sont en grève, selon les chiffres du ministère lui-même. La fonction publique brésilienne est composée de trois niveaux : fonction publique fédérale, celle des Etats, et la fonction publique municipale. Le gros de ces deux dernières catégories est composé des enseignants, qui sont en congé en ce mois de juillet. Ils entreront en grève à leur retour début août.

La CUT appuie la grève, mais n'y appelle pas, se déclarant non pas pour le retrait du projet, mais pour des amendements.

- La récession qui frappe l'industrie et le commerce au Brésil entraîne une véritable hécatombe de forces productives. L'industrie automobile — Volkswagen, Renault... — annonce des suppressions de postes par dizaines de milliers, des congés obligatoires, des réductions de journées de travail... La même chose se reproduit dans toute l'industrie. En conséquence, les revenus du travail s'effondrent. Le commerce est frappé.

Etranglé par les taux d'intérêt exorbitants imposés par la Banque centrale, qui suit les directives du FMI, c'est toute l'industrie qui entre ainsi dans un processus de liquidation accélérée.

Dans le PT et au-delà, de nombreuses voix réclament la baisse des taux d'intérêt.

Meirielle, toujours fidèle représentant des ordres de Washington et des marchés, refuse. L'argument invoqué depuis le début, c'était "*le risque de dérapage de l'inflation*". Or l'inflation est officiellement très inférieure à l'objectif même que s'était fixé la Banque centrale. Mais rien n'y fait, les marchés l'exigent, Meirielle s'exécute.

- Une réunion spéciale de la commission exécutive du PT décide de saisir la commission de contrôle en vue de l'expulsion des députés et sénateurs qui se prononcent publiquement contre la réforme des retraites et participent aux manifestations de fonctionnaires contre cette réforme.

Dans un communiqué, *O Trabalho* se prononce à nouveau contre toute exclusion et toute sanction.

- La grève générale de la fonction publique se poursuit. A l'initiative de *O Trabalho*, des dizaines de motions sont adressées à la direction de la CUT : "*Cette réforme est inacceptable, nous sommes tous concernés, appelez à la grève et à la manifestation à Brasília avec les fonctionnaires.*"

- Le 20 juillet, Lula rencontre Bush à propos de l'ALCA et s'engage à conclure l'accord "*dans les délais prévus, janvier 2005*". La presse américaine déclare que c'est tout ce que demandait Bush.

En même temps, la délégation brésilienne s'est engagée à renouveler l'accord avec le FMI arrivant à échéance en septembre 2003.

- Alors que les occupations de terres se multiplient, les *fazendeiros* multiplient, eux, les démonstrations armées, exerçant leur pression sur le gouvernement pour qu'il réprime le mouvement d'occupation.

Renvoyant dos à dos les agresseurs et les agressés, les *fazendeiros* qui défendent les armes à la main des terres qu'ils n'exploitent pas et les sans-terre qui luttent pour survivre, le ministre de la Justice et celui de l'Agriculture déclarent : "*Nous n'accepterons la violence ni des propriétaires ni des sans-terre.*" Toute la presse salue ce qu'elle considère comme une mise en garde adressée au MST. Les *fazendeiros* se déclarent non concernés et demandent qu'on passe à l'acte contre les sans-terre.

- Le 11 juillet, José Rainha, dirigeant du MST dans le Pontal, l'une des régions les plus brûlantes de l'affrontement autour de la réforme agraire, est arrêté.

- Quelques semaines plus tard, le 5 août, un jeune militant du MST, Francisco Nascimento de Souza, 27 ans, sera retrouvé mort. Huit coups de revolvers de gros calibre, des armes de tueurs, ont été tirés sur lui. Il a été torturé sauvagement auparavant. Avec 700 familles, il participait à l'occupation de la propriété Ossa Senhora Aparecida, à Mariluz, au nord-ouest de l'Etat de Paraná.

- Une vague d'occupations de terrains et d'immeubles par les sans-logis lassés d'attendre se développe à São Paulo et dans plusieurs grandes métropoles du pays.

- Dans un communiqué daté du 31 juillet, constatant que le gouvernement n'accepte aucune négociation, aucun amendement à son texte, la CUT appelle "*toutes ses organisations, les travailleurs du secteur public et privé à réaliser le 6 août à 10 heures, devant le Congrès national à Brasília, une grande manifestation de protesta-*

tion pour la satisfaction des revendications de la grande majorité des fonctionnaires de la CUT. Nous voulons une négociation qui ait comme référence les propositions de notre 8^e Congrès. Si cette négociation n'est pas acceptée, nous revendiquons de messieurs les parlementaires (députés et sénateurs — NDT) qu'ils votent contre le texte de la réforme des retraites."

Août

- Le 2 août, une délégation de fonctionnaires est brutalement réprimée par la troupe de choc dans les locaux de l'Institut national de la Sécurité sociale (INSS). La sénatrice Heloisa Helena, qui est venue appuyer la délégation, est brutalement traînée dehors avec une responsable syndicale.

Quelques semaines auparavant, c'était le président de la Chambre des députés, dirigeant du PT, qui avait appelé la troupe de choc, laquelle, pour la première fois depuis la dictature militaire, était entrée dans le Congrès, frappant des grévistes venus en délégation.

De nombreuses voix s'élèvent dans le PT contre cette répression. Le député de São Paulo, Yvan Valente, condamne cette attitude "désastreuse et absurde", un autre député PT, Chico Alencar, dénonce "l'effet dévastateur pour la morale du parti des bombes à gaz, dont les éclats blessent notre tradition démocratique".

Dans un communiqué du 3 août, *O Trabalho* "se place résolument aux côtés des grévistes" et exige que "les responsabilités pour cet acte de sauvagerie contre les travailleurs et une sénatrice de la République (soient) établies. C'est une exigence de tous ceux qui veulent préserver les libertés démocratiques."

- Le 5 août, pour passer en force et soustraire les députés à la pression des dizaines de milliers de manifestants qui s'apprêtent, appuyés par des millions de grévistes, à affluer sur Brasília, le gouvernement anticipe le vote de son projet de réforme, initialement prévu le 6 août, et dont il annonçait ces derniers jours le report à la mi-août.

Trois députés du PT votent contre, neuf s'absentent (sept membres du courant Articulation de gauche [AE] et deux de Démocratie socialiste [DS]). Les autres députés votent pour la réforme. Parmi eux, tous les députés (sauf deux) de DS, qui accompagnent leur vote d'une explication honteuse : "En élisant Lula, la majorité du peuple brésilien a voté en faveur de changements immédiats (...). De tels changements ne constituent pas une tâche facile (...). Nous regrettons la confrontation avec la CUT et les fonctionnaires sur la réforme des retraites (...). Nous reconnaissons cependant que la lutte sociale et l'action des

parlementaires a produit des avancées importantes dans le texte (...). Mais la proposition est encore insuffisante (...). Cependant, pour un impératif de discipline de parti, et du fait que nous estimons que la discussion sur le cours suivi par notre gouvernement n'est pas close, mais au contraire s'accroît et prend une forme définie dans le débat sur la politique économique, nous votons pour le projet de réforme des retraites."

La direction nationale de DS justifie le lendemain ce vote en déclarant : "DS a défendu le vote (pour la réforme) conformément aux délibérations du directoire national (du PT) et elle a signé la déclaration de vote (pour la réforme) avec d'autres camarades, cherchant à exprimer des points d'appui pour la poursuite de la lutte."

La loi passe en première lecture, grâce notamment au vote de la droite, et en particulier des députés du PSDB de Cardoso.

- Au nom de la direction du PT, Genoino déclare : "Ceux qui ont voté contre sont déjà hors du parti, ce n'est plus qu'une formalité (...), ceux qui se sont abstenus doivent être sanctionnés." Il envisage une suspension d'un an. Mais un an, c'est précisément la période de préparation des municipales. Plusieurs des députés DS et AE menacés sont déjà précandidats. Une suspension mettrait en cause leur candidature.

- Le 7 août, a lieu le vote du premier des paragraphes de la loi sur lequel une demande de vote séparée a été déposée : celui qui porte sur la taxation des inactifs, l'un des points les plus controversés de la loi ; une mesure que le PT et la CUT ont toujours rejetée et contre laquelle les députés DS avaient toujours dit que, quoi qu'il en soit, cela, ils ne pouvaient l'accepter : cette fois, sans autre explication de vote, les députés DS qui s'étaient abstenus votent pour, sauvant ainsi le gouvernement, qui était en situation de ne pas obtenir la majorité.

- La veille, le 6 août, la marche sur Brasília a vu 70 000 fonctionnaires officiellement, plus de 100 000 sans doute, se rassembler face au gouvernement. Sous toutes les formes, les mots d'ordre exigent le retrait de la contre-réforme. Les manifestants se voient une nouvelle fois brutalement confrontés à la police militaire.

- Le 11 août, face aux menaces qui pèsent désormais sur le PT, face à la multiplication des déclarations mettant en cause toutes ses traditions démocratiques, qui font surgir le risque d'une scission, 150 militants du PT, adhérents pour beaucoup dès la fondation du parti, militants de différentes tendances du PT, Articulation, Articulation de gauche, *O Trabalho* et indépendants, signent un manifeste pour "Se réappropier le PT" (lire page 45).

Six mois après l'arrivée à la présidence de Lula, les nuées de l'orage s'amoncellent au Brésil

Par Miguel Luna

Lula a été élu président de la République le 27 octobre dernier par 53 millions de travailleurs, jeunes, paysans, qui ont mandaté leur parti, le PT, pour sauver la nation après l'effondrement provoqué par la soumission au FMI du gouvernement Cardoso, qui menaçait d'éclatement le pays. Son élection était l'expression d'une vague de mobilisation anti-impérialiste parcourant le continent — la révolte renversant des gouvernements en Argentine, les grèves générales au Pérou et en Uruguay, les confrontations entre les classes au Venezuela, etc. Le nouveau gouvernement a pris ses fonctions quelques semaines avant la guerre qui a ravagé l'Irak, faisant littéralement exploser cette nation et plongeant le peuple irakien dans le chaos.

L'occupation de l'Irak est pour l'impérialisme américain le point de départ d'une offensive d'ensemble pour disloquer, démembrer, faire éclater les nations dans le monde. Offensive qui, sur le continent américain, se concentre sur le projet de l'ALCA (zone de libre-échange des Amériques). Mais au Brésil, tout un peuple se dressait pour imposer un gouvernement qui assume pleinement la souveraineté de la nation, qui s'attelle hardiment à la solution des problèmes qui l'assaillent (lire dans notre précédent numéro « *Le Brésil à un carrefour* »).

Même si chacun comprenait que cela ne serait pas facile, tous considéraient

qu'enfin on allait œuvrer dans l'intérêt des plus grandes masses, que la terre allait commencer à être attribuée à ceux qui la réclament depuis des années et des années, que les services publics (instruction, santé) seraient rétablis, que les retraites, menacées par les projets en cours de F. H. Cardoso, allaient dans l'immédiat être préservées... Un pas après l'autre, mais dans le bon sens, celui de permettre que les travailleurs et les paysans, la nation brésilienne, prennent leur sort en main pour défendre l'existence même de la nation. Cette défense de la nation avait comme centre l'arrêt du pillage du pays par la dette et la rupture avec le projet de l'ALCA.

Six mois après l'élection, il faut bien le reconnaître : les nuées de l'orage s'amoncellent au Brésil. Les affrontements sont de plus en plus nombreux dans les campagnes, où les paysans sans terre se voient contraints par la faim et l'absence de toute avancée dans la réforme agraire de multiplier les occupations. Une grève nationale des fonctionnaires a commencé pour la défense des retraites, question liée à la défense de la fonction publique, et donc, là encore, la défense du cadre même de la nation. Au sein du Parti des travailleurs, des menaces d'exclusion sont brandies contre des députés et des sénateurs qui refusent de voter la réforme du système des retraites proposée par le gouvernement.

COMMENT COMPRENDRE ?

Plusieurs facteurs interviennent dans cette situation. Il y a les exigences, la pression et le sabotage orchestrés par l'impérialisme, la politique du gouvernement nouvellement élu, le mouvement propre des travailleurs, des travailleurs sans terre et de la jeunesse. Sur un autre plan, il y a les organisations syndicales, les partis, dont le PT, et, au sein du PT, les différents courants. C'est seulement en partant de toutes ces composantes contradictoires qu'on peut dégager les lignes de force de la situation présente au Brésil et les tâches que la IV^e Internationale et sa section au Brésil, courant du Parti des travailleurs, peuvent et doivent s'assigner.

Trois questions, au moment où nous écrivons cet article, concentrent la situation au Brésil :

— la question de la terre, de la réforme agraire ;

— la défense des conquêtes sociales, particulièrement la défense de la Prévoyance, et, relié à cela, l'attitude de la Centrale unique des travailleurs ;

— la souveraineté de la nation face à l'ALCA et la dette, qui est la clé pour les deux questions précédentes et pour tous les besoins pressants des masses.

Et ces trois questions se concentrent dans une quatrième : celle du Parti des travailleurs lui-même, son avenir, son existence comme parti fondé il y a vingt-deux ans comme parti ouvrier indépendant dans les grandes luttes contre la dictature militaire, dans les grèves de la métallurgie, dans le combat pour la réforme agraire, la conquête des droits ouvriers et la souveraineté de la nation.

L'ALCA est un cadre de libre-échange, qui signifie ni plus ni moins la liberté de pillage totale et complète du continent par les multinationales et les groupes financiers spéculatifs américains.

Ils sont pressés : d'autant plus qu'en ce qui concerne les échanges avec le continent, les Etats-Unis sont passés de grands excédents commerciaux pendant la dernière décennie — un sommet de 12,4 milliards de dollars en 1998 — à un grand déficit de 18,7 milliards de dollars en 2002. Alors, ils veulent imposer par le sang et par le feu l'ALCA, dont ils seraient les seuls bénéficiaires. La proposition nord-américaine de « libéralisation » est entièrement frauduleuse :

— elle protège leurs secteurs moins « compétitifs » ;

— ils n'acceptent pas de discuter de leur arsenal de mesures protectionnistes ;

— ils accélèrent l'ouverture là où ils y ont intérêt — services, investissements, contrats des gouvernements et brevets.

Lors de la visite de Lula à Washington, le 20 juillet, Bush a fait pression pour qu'il s'engage à imposer l'ALCA au PT, au peuple brésilien et aux peuples d'Amérique, faisant fi de la souveraineté des nations.

Lula a accepté « l'engagement de "collaborer pour une conclusion heureuse" de l'ALCA, dans le délai prévu par les Etats-Unis, janvier 2005 » (*Folha de Sao Paulo*, 21 juillet). Et si, comme l'a souligné la très "colonisée" presse brésilienne, Lula a reçu de la part de Bush le traitement d'un « dirigeant continental », c'est dans l'espoir d'entraîner tout le continent vers l'ALCA, « en janvier 2005 », comme le signale le communiqué commun des deux présidents.

L'amère réalité est que la délégation brésilienne a apporté dans ses valises, après la rencontre avec le directeur général du FMI, Köhler, la « suggestion » de renouveler encore une fois l'accord avec le FMI, qui arrive à échéance en septembre, c'est-à-dire de renouveler les garanties qui, aujourd'hui, font que 64 % du budget national sont consacrés au paiement de la dette. Ce qui conduit à l'effondrement des services publics, à la paralysie de la réforme agraire et de tous les programmes sociaux. Toujours dans l'esprit de Washington, la Banque mondiale a même « convoqué », pour le 7 juillet, une réunion du Conseil de développement économique et social du gouvernement Lula.

La Folha de Sao Paulo (28 juin) explique que, « d'après Henrique Fernandes, sous-secrétaire exécutif du CDES, la réunion de juillet a été "convoquée par la Banque mondiale" pour discuter de ses propositions avec les conseillers » :

— « l'augmentation des objectifs fiscaux », de l'excédent primaire ("concept" inventé par le FMI pour définir le fait que les gouvernements se voient obligés de garantir le paiement de la dette en soustrayant chaque année, avant même l'exécution de leur budget, un pourcentage de celui-ci, l'"excédent primaire" — NDT), cela afin de consacrer encore plus d'argent au paiement de la dette ;

— la suppression des amendes de 40 % infligées aux patrons pour tout licenciement non justifié ;

— l'indépendance de la Banque centrale du Brésil, qui la placerait directement sous les ordres de la banque centrale des Etats-Unis (la Fed) ;

— l'instauration d'une cotisation des retraités (11 %) intégrée dans la réforme des retraites que les fonctionnaires rejettent (*cotisation des retraités, qui, notons-le, sera adoptée le 6 août avec le vote de tous les députés du courant Démocratie socialiste du Parti des travailleurs [courant du Secrétariat unifié pabliste dans le PT] — NDT*) ;

— une augmentation de 11 % à 14 % de la cotisation des fonctionnaires actifs ;

— suppression de la gratuité de l'Université publique, sous prétexte que les étudiants qui y accèdent sont des « privilégiés ».

Alors, il est clair que l'attitude de l'impérialisme peut être résumée de la manière suivante : le gouvernement Lula n'est pas notre gouvernement. Nous avons tout fait pour éviter cette situation. Mais maintenant qu'il est là, nous lui demandons de prendre lui-même en charge toutes les mesures que nous avons déjà dictées à son prédécesseur et d'aller jusqu'au bout de leur mise en œuvre, renonçant à toute souveraineté, renonçant à défendre la nation brésilienne, provoquant son éclatement.

QUEL EST LE RÉSULTAT, POUR LES TRAVAILLEURS, DE CETTE PRESSION FÉROCE DU CAPITAL FINANCIER ?

L'Institut brésilien de géographie et d'économie (IBGE) indique que « le taux de chômage a de nouveau battu le record des 14 derniers mois, 12,8 % de la population économiquement active brésilienne sont au chômage. Le revenu des travailleurs a baissé dans le même temps de 14 % dans la région métropolitaine de Sao Paulo. »

« Le revenu moyen d'un travailleur est au plus bas niveau depuis 1985 », titre la *Folha de Sao Paulo*, le 1^{er} juillet. « En comparaison avec la moyenne annuelle d'il y a 18 ans (données corrigées communiquées par le département des statistiques, DIEESE), la chute du revenu du travail salarié atteint 50,2 %. »

Or c'est précisément contre tout cela que s'est dressée la force immense des travailleurs brésiliens. Comme le soulignait le Manifeste du Quatrième Congrès mondial de la IV^e Internationale, l'impérialisme en décomposition n'aurait

pas, par lui-même, les moyens d'imposer une telle régression. Et c'est pourquoi il doit en appeler aux « dirigeants des organisations constituées par la classe ouvrière pour se défendre », et il exige d'eux qu'ils « s'orientent de plus en plus vers la défense de l'impérialisme et de sa politique ».

QUELLE EST L'ATTITUDE DU GOUVERNEMENT LULA ?

« Nous avons hérité d'un pays en faillite et il faut bien quelqu'un pour le sauver », déclare en toute occasion le président Lula.

Certes, mais peut-on « sauver » le pays en continuant la politique qui l'a conduit dans l'état où il est aujourd'hui ?

Peut-on sauver le pays en imposant le maintien de taux d'intérêt exorbitants qui étranglent littéralement l'économie, provoquant une saignée des emplois ?

« Emblématiques de la politique économique du gouvernement Lula, écrit *O Trabalho* (journal publié par le courant *O Trabalho* du Parti des travailleurs, section brésilienne de la IV^e Internationale), les taux d'intérêt dictés par la Banque centrale poussent le pays dans la récession (...). C'est le FMI et les grandes banques internationales qui exigent le maintien de taux d'intérêt élevés. Le président de la Banque centrale nommé par Lula était directeur mondial de la Boston Bank américaine. Il répond à leurs intérêts.

En premier lieu, il garantit ainsi aux spéculateurs internationaux une rémunération élevée de leurs investissements spéculatifs au Brésil. En bloquant le pouvoir d'achat des salariés et en réduisant par conséquent la consommation interne, il favorise les exportations. Les dollars qui entrent de cette manière dans le pays sont immédiatement et exclusivement utilisés pour payer la dette externe et les profits des multinationales. »

En réalité, bien plus encore que la récession — laquelle a déjà commencé, et pas seulement au Brésil —, c'est à la destruction de la base industrielle du Brésil, la plus importante du continent après celle des Etats-Unis, c'est à l'effondrement du pays tout entier que conduit cette politique suicidaire.

Peut-on « sauver » le pays en différant plus longtemps la réforme agraire et en laissant les grands propriétaires armer des bandes de *jagunços* et continuer d'assassi-

ner, comme le fait le ministre de la Justice, Marcio Thomas Bastos, en déclarant face aux occupations légitimes de terres que « *le gouvernement fédéral n'admettra aucune action en dehors des limites de la loi de la part de membres du mouvement des sans-terre et des propriétaires terriens* » (les occupations sont considérées bien évidemment comme hors la loi, tandis que les tueurs des grands propriétaires sont restés de tout temps impunis — NDLR) ? Son collègue, le ministre de l'Agriculture, le grand propriétaire terrien Roberto Rodrigues, en arrive à défendre la violence des grands propriétaires (voir l'article sur la question de la terre).

Un manifeste pour un changement de politique économique, contre la réforme du système des retraites

Le 11 juin dernier, des intellectuels de renom, dont plusieurs sont parmi les fondateurs du PT, ont lancé un « *Manifeste d'alarme contre la proposition de réforme de la Prévoyance (système des retraites) engagée par le gouvernement* ». Ils demandent le retrait du projet de réforme. « *Cette réforme n'offre rien qui puisse résoudre les problèmes réels du système des retraites.* » Au contraire, poursuit le texte, « *si elle était approuvée, elle romprait avec les principes de justice et d'intégration sociale qui ont été introduits de force, par les puissants mouvements sociaux, dans la Constitution de 1988, qui garantit que la Sécurité sociale et la Prévoyance sont publiques, universelles, solidaires et distributives.* » Appelant à un ample mouvement, ils concluent sur trois exigences : « *Retrait de la proposition présentée au Congrès national ! Ouverture de négociations ! Sécurité sociale et Prévoyance sociales, publiques, universelles et solidaires !* »

Au meeting de lancement de ce manifeste, le professeur Francisco de Oliveira a déclaré : « *Pour être clair, cette histoire de réforme de la Prévoyance est une affaire de gros sous. Laissons les mystifications idéologiques de côté, il s'agit de commerce. La Prévoyance vaut beaucoup plus que toutes les privatisations faites par Fernando Henrique Cardoso. C'est de cela qu'il s'agit. Et c'est une ironie amère que ce soit un gouvernement du PT qui en vienne à placer l'avenir des travailleurs du public dans les mains du capital financier, sujet à toutes les volatilités et à la spéculation.* »

QUE FAIT DANS LE GOUVERNEMENT LE MINISTRE PABLISTE MIGUEL ROSSETTO ?

Ajoutons une observation concernant l'attitude du gouvernement. Celui-ci compte parmi ses membres un ministre de la Réforme agraire, Miguel Rossetto, qui appartient au courant Démocratie socialiste, regroupant au sein du PT les partisans du Secrétariat unifié pabliste. Que fait le ministre Rossetto ? Propose-t-il d'abroger la mesure provisoire MP 2 183 imposée par Cardoso pour faire obstacle aux occupations de terres ? Non. En avril dernier, il a même renouvelé cette assurance devant les membres du Conseil de la société rurale brésilienne (SRB), l'une des associations traditionnelles de propriétaires terriens du Brésil. A la fin de la rencontre, les propriétaires se déclaraient satisfaits d'avoir finalement entendu ce qu'ils souhaitaient. « *La rencontre a été très positive* », déclarait le président de la SRB, João Sampaio. « *L'engagement du gouvernement sur le maintien de la MP 2 183 tranquillise les propriétaires.* »

On lira plus loin la lettre ouverte adressée par le courant *O Trabalho* à Démocratie socialiste (DS). Notons cependant que cette politique, contraire en tout point à tout ce qui caractérise la IV^e Internationale et son programme, ne saurait être imputée à la seule section brésilienne du SU. Elle a été pleinement avalisée par le dernier « congrès mondial » de cette organisation :

Qu'est-ce que la mesure provisoire 2.183 ?

Les mesures provisoires (MP) sont des décrets édictés par le président de la République, qui passe de cette manière par-dessus le Congrès.

La mesure provisoire 2 183 a été édictée en 2000 par F. H. Cardoso. Elle vise à empêcher les occupations de terres. Elle stipule en effet que toute terre occupée par des sans-terre, que ce soit une terre « cultivée » ou même « non cultivée » (donc, susceptible d'expropriation, selon la loi de la réforme agraire) sera exclue durant deux ans du programme de réforme agraire. Les propriétaires terriens sont fermement attachés à cette MP, qu'ils considèrent comme le meilleur instrument pour bloquer les occupations.

« La situation créée par la participation de Démocratie socialiste au gouvernement est assez inédite dans l'histoire de la IV^e Internationale, elle éveille des attentes positives, d'un côté, mais, de l'autre, des inquiétudes, des doutes, parfois même de l'opposition », écrit João Machado (*Em Tempo*, mai 2003) à propos du congrès du SU de février 2003, pour conclure que « les raisons qui ont justifié la décision adoptée par Démocratie socialiste de participer au gouvernement (exprimées dans la résolution de la Coordination nationale de novembre 2002) ont été comprises par la grande majorité des délégués ».

S'ENGAGER DANS LA VOIE DES SANCTIONS, DES EXCLUSIONS DU PT, C'EST, À TERME, REMETTRE EN CAUSE LA NATURE MÊME DU PT

C'est dans ce contexte que surgit la menace d'exclusion du parti brandie par la direction contre les parlementaires qui se refusent à voter une réforme des retraites. Cette menace, réitérée par le président du parti et formalisée par la commission exécutive, qui saisit à cet effet la commission de contrôle, vise en premier lieu Heloisa Helena, sénatrice du PT d'Alagoa, Baba, député PT, Luciana Genro, député PT de Rio Grande do Sul, et, au-delà, les 30 députés PT qui ont dit publiquement qu'ils ne pouvaient voter une réforme rejetée par les fonctionnaires, par leurs syndicats, et qui est ni plus ni moins tout ce contre quoi notre parti a lutté de tout temps.

Dans le groupe parlementaire du PT, le malaise est évident. Le sénateur Paim, l'une des figures emblématiques et l'un des fondateurs du parti, membre du courant majoritaire dans le parti, l'Articulation, déclarait nettement il y a quelques semaines : « Je suis cohérent avec ce que j'ai toujours dit. J'agis en accord avec ma conscience. Je veux travailler et dialoguer. J'ai aidé à élire le président et je crois en ce gouvernement, mais il est important de respecter le droit d'expression. Je souhaite seulement un débat approfondi (...). Le gouvernement fait le contraire de tout ce qu'il a prôné durant dix-sept ans au Congrès des députés, du moins en ce qui concerne la Prévoyance. »

Qui peut croire que l'on va résoudre les problèmes par des mesures administratives ?

« Que cherche la direction du PT ? », demande le courant *O Trabalho* du PT, dans une lettre ouverte à la direction du

parti. « A quoi faut-il attribuer cette escalade contre la démocratie dans le PT ? » Alertant sur la menace de désagrégation qu'entraîneraient ces sanctions si elles venaient à être confirmées, *O Trabalho* demande : « Qui a intérêt à la désagrégation du PT à un moment aussi difficile, alors que de toutes parts se multiplient les pressions contre la signification du vote du 27 octobre (...) ? Quel que soit l'initiateur de cette dérive dangereuse, elle porte atteinte au PT et finirait par mettre en question son existence même. C'est pourquoi le courant *O Trabalho*, pour la défense du PT, appelle au rétablissement plein et entier de la démocratie, répétant plutôt deux fois qu'une : "Non aux sanctions contre les parlementaires". »

Non seulement *O Trabalho*, mais de nombreuses voix s'élèvent dans le parti pour arrêter ce cours désagrégateur. Aussi bien le sénateur Paim que le sénateur Eduardo Suplicy, du courant majoritaire et l'une des figures les plus connues et respectées du parti, ont annoncé leur désaccord avec la suspension « temporaire » d'Heloisa du groupe du Sénat.

POUR NOTRE PART, COURANT IV^e INTERNATIONALE AU SEIN DU PT...

Pour notre part, courant IV^e Internationale au sein du PT, nous répétons ce que nous avons dit dès le premier jour du gouvernement Lula : pour les millions de travailleurs, de paysans et de jeunes au Brésil, le PT a été porté au gouvernement pour apporter des solutions à leurs problèmes. Les faits montrent chaque jour davantage que, pour cela, il faut rompre avec le FMI et avec l'ALCA.

Comme l'a souligné *O Trabalho* à différentes reprises, la voie la plus économique pour les travailleurs et le peuple brésiliens serait celle d'un gouvernement du Parti des travailleurs, qui prendrait les premières mesures indispensables face à la terrible situation vécue par les travailleurs, les sans-terre, la jeunesse et la nation brésilienne tout entière.

Un gouvernement qui prendrait les premières mesures pour distribuer la terre, pour bloquer les vagues de licenciements, pour sauver le système des retraites... Et qui, pour cela, n'hésiterait pas à s'engager dans la voie de la rupture avec les diktats du FMI et de l'ALCA.

Il est bien évident que si un tel gouvernement se constituait, la IV^e Inter-

nationale serait prête, aujourd'hui comme hier, à soutenir tous les pas dans cette voie.

Cette position est fondée sur l'ensemble de l'expérience du mouvement ouvrier. De manière plus générale, le programme de fondation de la IV^e Internationale trace pour ses sections une orientation qui, en toutes circonstances, vise à aider les masses à se saisir de leurs organisations pour avancer dans la voie du front unique, c'est-à-dire leur indépendance de classe, y compris au plan gouvernemental.

« De tous les partis et organisations qui s'appuient sur les ouvriers et les paysans et parlent en leur nom, nous exigeons qu'ils rompent politiquement avec la bourgeoisie et entrent dans la voie de la lutte pour le gouvernement ouvrier et paysan. Dans cette voie, nous leur promettons un soutien complet contre la réaction capitaliste. En même temps, nous déployons une agitation inlassable autour des revendications transitoires qui devraient, à notre avis, constituer le programme du gouvernement ouvrier et paysan. La création d'un tel gouvernement par les organisations ouvrières traditionnelles est-elle possible ? L'expérience antérieure nous montre, comme nous l'avons déjà dit, que c'est pour le moins peu vraisemblable. Il est, cependant, impossible de nier catégoriquement par avance la possibilité théorique de ce que, sous l'influence d'une combinaison tout à fait exceptionnelle de circonstances (1) (guerre, défaite, krach financier, offensive révolutionnaire des masses, etc.), des partis petits-bourgeois, y compris les staliniens, puissent aller plus loin qu'ils ne le veulent eux-mêmes dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie. »

Au Brésil, il s'agit de prendre obstinément comme point de départ la volonté exprimée par les 53 millions de Brésiliens qui ont porté Lula au pouvoir. C'est cette force qui s'exprime partiellement dans la grève des fonctionnaires et les actions des paysans sans terre. Comme le dit la déclaration de *O Trabalho* du 20 juillet :

« C'est pour sortir de ce cercle infernal que les 53 millions avaient voté le 27 octobre. Aujourd'hui, nettement, on peut dire qu'il n'y a que deux termes à l'alternative :

— Ou bien on se plie à la pression de Bush et on livre le pays à l'ALCA (...), on cède encore plus aux pressions des grands propriétaires fonciers et on tolère les exactions des milices, on laisse poursuivre les expulsions et les assassinats des

travailleurs ruraux (...); et, devant la pression des "marchés", on cède aussi aux spéculateurs et aux mafieux, qui veulent mettre la main sur les fonds des retraites des travailleurs (...). Tout cela ne peut que mener à approfondir le processus de démantèlement de la nation.

— Ou alors un gouvernement du PT rétablit la souveraineté nationale, défend et élargit les droits, sauve les emplois menacés (...) et sort le pays de la fausse négociation de l'ALCA (...).

Le PT doit rester ce qu'il est (...). Aujourd'hui, le PT doit soutenir la grève légitime à laquelle se sont vu contraints les fonctionnaires du public. Le PT doit demander du gouvernement le retrait de la PEC 40, comme les syndicats de la fonction publique le demandent, pour ouvrir une vraie négociation. Le PT doit soutenir les sans-terre et demander au gouvernement qu'il adopte les mesures de réforme agraire, à commencer par l'abrogation de la Mesure provisoire 2183. »

La situation est difficile, sans doute, mais les millions qui ont donné la victoire à Lula le 27 octobre sont là, présents et prêts à apporter leur soutien enthousiaste à un gouvernement du PT qui avancerait sur cette voie, qui est celle de la défense du peuple, de la nation et de sa souveraineté.

Que ce soit sur la question de la terre, des retraites, de l'ALCA..., la solution la plus économique pour la classe ouvrière et la nation brésiliennes serait que le gouvernement du PT fasse un pas dans cette voie. Nous sommes pour cette solution et nous combattons pour qu'elle se réalise.

C'est la politique constante de la IV^e Internationale, une politique guidée d'abord et avant tout par la défense de l'indépendance de classe contre toutes les tentatives de détruire l'indépendance des organisations ouvrières et par la condamnation sans appel de tous ceux qui, au nom de la IV^e Internationale, se font les instruments de la soumission à l'impérialisme, aux grands propriétaires terriens au nom de "l'altermondialisation", des "forums sociaux", de la prétendue "démocratie participative". ».

Miguel Luna,
São Paulo, le 9 juillet 2003

(1) Il faut admettre qu'au Brésil aujourd'hui, de telles "circonstances exceptionnelles" ne manquent pas : contrecoups des guerres dislocatrices conduites par l'impérialisme américain ; effondrement économique ; krach financier rampant ; offensive des latifundiaires...

Le VIII^e Congrès de la CUT, le premier sous un gouvernement Lula

Par Julio Turra

Le VIII^e Congrès national de la Centrale unique des travailleurs (CUT) s'est tenu du 3 au 7 juin, cinq mois après l'installation du gouvernement Lula.

Il a concentré les questions décisives de la lutte de classe au Brésil et dans le monde.

Précédé par des assemblées de syndicats qui ont élu leurs délégués aux congrès des 26 États brésiliens et du district fédéral (la capitale fédérale, Brasília), et pour le congrès national, le VIII^e Congrès a réuni 2 711 délégués, à un moment crucial du développement de la situation, marquée par la victoire électorale du candidat du PT, Lula, le 27 octobre 2003, et par la formidable poussée des travailleurs, cherchant à utiliser leurs organisations, le PT et la CUT. Poussée qui s'exprime aujourd'hui dans la grève de la fonction publique, qui a bien évidemment marqué le congrès.

LES ENJEUX DU CONGRÈS

Le manifeste du regroupement « *Fortalecer a CUT* » (1) — dont font partie les militants du courant *O Trabalho* — souligne : « *Il y a un peu plus de cinq mois, le peuple brésilien a élu le candidat du PT, Lula, à la présidence de la République. Notre centrale a été partie prenante de ce mouvement, nourri par des années de grèves, de marches sur Brasilia, d'occupations de terres. Le vote pour Lula a été un vote pour le changement, pour rompre avec la politique de Fernando Henrique Cardoso.* »

La question qui était alors posée, et qui reste posée, est de savoir comment la

(1) «Fortalecer a CUT»: regroupement constitué en janvier 2003, intégrant des militants et responsables syndicaux appartenant à différents courants internes du PT : *O Trabalho*, Articulação de Esquerda, Força Socialista, Fórum Socialista, MES, CST, ainsi que des groupes régionaux.

Repères

La CUT est née il y a vingt ans, comme produit du mouvement de la classe travailleuse brésilienne, qui, à partir de la vague de grèves commencée en 1977-1978 dans la ceinture industrielle ABC (région métropolitaine de São Paulo), s'est étendu à tout le pays, annonçant la chute de la dictature militaire (1964-1985). Ce mouvement de la classe a été à la base de la création du PT en 1981, suivie de la fondation de la CUT, en août 1983.

Tous deux produits du mouvement de la classe ouvrière pour en finir avec la mainmise de l'État sur les syndicats et de la lutte pour les libertés démocratiques contre la dictature militaire, le PT et la CUT ont toujours eu des liens étroits, s'exprimant en particulier dans le fait que la grande majorité des syndicalistes et dirigeants de la CUT sont membres du PT et de ses différents courants internes. Les militants de la section brésilienne de la IV^e Internationale, aujourd'hui courant *O Trabalho* du PT, ont été dès le début en première ligne de la lutte pour construire la CUT. Les statuts et la charte de principes de la CUT affirment sa

nature de centrale syndicale « *indépendante de l'État et des gouvernements, autonome vis-à-vis des partis politiques* » et engagée « *à lutter pour l'émancipation des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes, avec la perspective de construire la société socialiste* ».

Aujourd'hui, la CUT, avec plus de 3 000 syndicats membres, organise 9 millions de syndiqués dans les secteurs public et privé, à la campagne et dans les villes, représentant dans la négociation collective près de 22 millions de travailleurs. Elle a constitué la base essentielle du mouvement des travailleurs et du peuple qui s'est exprimé lors des élections d'octobre.

Elle constitue l'un des bastions essentiels de la classe ouvrière du continent américain, un pilier central de la nation brésilienne. Cela, au moment même où les besoins de l'impérialisme américain exigent de faire sauter toutes les résistances à l'ALCA, au Brésil, certes, mais aussi celles qui se sont manifestées dans les grèves au Pérou contre l'état de siège.

confédération va agir pour la défense des retraites, pour la défense des travailleurs sans terre et des besoins urgents des masses, après plus de dix années de destruction de la production, des droits, des acquis, alors que les travailleurs se sont mis en marche, avec leurs organisations, « pour que cela change ! ».

Dès le lendemain de la victoire électorale, le 31 octobre, la question était posée à la CUT : quelle attitude adopter face à la proposition de « pacte social » (voir *La Vérité*, n° 32). La commission exécutive nationale avait alors répondu : nous sommes pour la négociation, mais pas pour la subordination. Par la suite, cette question a pris des formes plus précises. Pour chaque détachement de la classe en lutte, il s'agit de savoir comment la CUT va aider à regrouper l'ensemble des forces de la classe face à la brutale politique dictée par les multinationales et les grands propriétaires fonciers... Cela, « dans un monde marqué par la politique de guerre de Bush et de ses alliés, qui vient de liquider l'Irak comme nation souveraine pour s'emparer de ses ressources ».

Au moment du congrès, une question centrale a traversé toutes les discussions : celle de la réforme des retraites. Le manifeste auquel nous avons fait référence se prononce en ce sens : « Unir la CUT pour le retrait de la PEC 40 qui réduit les droits ! »

« La proposition de réforme des retraites (PEC 40) envoyée au congrès national par Lula et les gouverneurs est au centre des débats de ce congrès de la CUT. Qu'est-ce qu'elle contient ? La fin de la retraite complète des fonctionnaires — en instaurant un plafond (2 400 reals) — et l'établissement de fonds de pension complémentaires ; des impôts sur les retraites et sur les pensions ; la rupture de la parité entre fonctionnaires actifs et non actifs ; une augmentation de l'âge minimal de départ à la retraite de 53 et 48 ans à 60 et 55 ans. Pour les travailleurs du privé, tout resterait comme avant, ils continuent à souffrir des conséquences de la "contre-réforme" faite par Cardoso en 1998 (temps de cotisation, coefficient des retraites), contre laquelle la CUT a lutté. Le VIII^e Congrès de la CUT doit prendre position contre cette réforme des retraites, parce qu'elle ne permet pas de préserver ni d'élargir les droits des travailleurs du public et du privé (...). Il est évident que tous seraient gagnants si la discussion parlementaire de la PEC 40 était interrompue, si le gouvernement Lula la

retrait ! C'est une précondition pour une réforme des retraites élargissant les droits, la suppression de la contre-réforme faite par Cardoso : abrogation de la EC 20 et de la loi 9 717. Lors des réunions de la commission exécutive de la CUT, nous avons discuté d'une lettre au président Lula demandant que le gouvernement reconsidère et retire la PEC 40. Cette lettre fera partie de la discussion de ce congrès de la CUT. A notre avis, elle aide à organiser la marche sur Brasilia du 11 juin pour la défense des retraites publiques, universelles et de répartition. »

Sur le fond, la question des retraites posait la même question que celle abordée par la commission exécutive le 31 octobre. A savoir celle de l'indépendance de la centrale syndicale. Sur la CUT, comme sur le PT, pèse le poids des exigences de l'impérialisme, de l'oligarchie. Mais pèse également sur chacune des instances, des militants, des composantes de la CUT, le mouvement des travailleurs, qui cherchent à faire de leurs organisations des instruments pour la défense de leurs acquis, pour leur survie...

PRISES DE POSITION FACE À LA NOUVELLE SITUATION

Depuis son origine, la CUT a adopté le système proportionnel pour la composition de ses organes de direction (y compris pour l'élection des délégués aux congrès), à partir du pourcentage obtenu par les différentes listes (seuil minimum de 10 %), sur la base des plates-formes présentées. Sur cette base, des tendances ou courants syndicaux de la CUT se sont constitués :

— Le courant majoritaire est l'Articulation syndicale (ArtSind), identifiée avec le noyau dirigeant du PT (ayant un peu plus de 50 % des délégués à ce congrès).

— Des syndicalistes liés à divers courants du PT ont convergé cette année dans le regroupement « Fortalecer a CUT » (« Renforcer la CUT »).

— Ceux reliés à Démocratie socialiste forment le courant syndical « CUT socialiste et démocratique » (CSD).

— Pour compléter le tableau des principales forces syndicales, il faut citer : les syndicalistes liés au PCdoB (anciens maoïstes), ceux du Courant syndical classiste (CSC), ceux du PSTU (morénistes), ceux du Mouvement tendance socialiste (MTS).

Jusqu'au VII^e Congrès (2000), les militants de DS faisaient partie de divers "blocs de gauche" sur une politique stérile "d'unité de la gauche", tournant le dos au front unique, jouant le jeu de la division. L'intérêt des travailleurs de toutes les tendances qui constituent la CUT est en effet de se donner les moyens de regrouper à chaque étape les travailleurs et la centrale syndicale sur les mots d'ordre qui correspondent à leurs intérêts. Une telle politique, qui cherche à s'appuyer sur les mots d'ordre et les revendications syndicales, ne peut, bien sûr, voir le jour si l'on est guidé seulement par une recherche de clivages et de délimitations, par un jeu d'appareils ne répondant à aucune des préoccupations des travailleurs.

A partir du développement de la politique du Forum de Porto Alegre et du budget participatif, dans le PT comme dans la CUT, les dirigeants de la DS/SU ont engagé un mouvement de rupture avec leurs anciens alliés « de gauche » pour se rapprocher du noyau « luliste » dirigeant. Leur intégration dans le gouvernement Lula, au travers de Miguel Rossetto (dirigeant de DS, ancien syndicaliste de la CUT et ancien vice-gouverneur du Rio Grande do Sul), a conduit, quatre mois avant le congrès de la CUT, à un accord de la CSD avec ArtSind pour constituer une liste commune ayant à la tête le dirigeant métallo Luiz Marinho, soutenu par Lula, pour devenir le président de la CUT.

Quel sont le contenu et le but de cet accord ? Le déroulement du congrès a montré qu'il s'agissait d'amener la CUT à jouer un rôle d'accompagnement de la politique du gouvernement, des mesures telles que celles contre la Prévoyance, le régime de retraite des fonctionnaires. On le verra plus loin.

LULA ET LES MINISTRES DANS LE CONGRÈS DE LA CUT

Dès son ouverture, le congrès est entré en plein dans la situation politique du pays. A la tribune, des représentants de partis politiques, le maire de São Paulo, Marta Suplicy (PT), les ministres Miguel Rossetto (réforme agraire) et Ricardo Berzoini (retraites). La présence de Berzoini posait d'emblée les problèmes auxquels le congrès devait répondre. Des

délégués des fonctionnaires ont en effet remis en question sa présence à la tribune, arguant que son ministère impulsait une « réforme » du système des retraites contre laquelle leurs syndicats appelaient à une marche sur Brasilia pour le 11 juin. Quelle devait donc être la position de la CUT ?

Rossetto, dans son discours, a essayé de louer la politique externe du gouvernement Lula, sa position pour la paix et contre la guerre en Irak, son rôle de leader en Amérique latine contre « l'hégémonie des Etats-Unis », sa défense du Mercosur face à l'ALCA... Cela, moins de quinze jours avant le voyage de Lula à Washington, où il a accepté l'ultimatum de Bush pour que l'ALCA soit en vigueur en janvier 2005 ! Rossetto, ministre du Développement agraire (de la réforme agraire), a ignoré dans son discours les occupations de terres qui se multiplient dans le pays.

Le lendemain matin, c'est Lula lui-même qui, accompagné du ministre du Travail, s'est adressé au congrès. L'ambiance a tourné à l'émotion. En fin de compte, le président de la République — à l'époque dirigeant métallo — avait été l'un des fondateurs de la CUT, et l'immense majorité des délégués s'étaient engagés à fond dans la campagne pour son élection. Son long discours, justifiant les difficultés du nouveau gouvernement par l'héritage laissé par son prédécesseur, Fernando Henrique Cardoso, réaffirmant ses promesses électorales, n'a été interrompu par des huées que lorsqu'il a dit qu'il s'engagerait dans les réformes des retraites et des impôts. Lula a réagi en disant : « *Les huées ne me gênent pas, mais au lieu de protester, pourquoi ne dites-vous pas ce que vous voulez ?* » Ce qui, dans les débats suivants, a donné lieu à des interventions de plusieurs orateurs, en particulier de camarades de *O Trabalho*, qui faisaient signer une « *Lettre ouverte à Lula* », adoptée par le congrès du district fédéral (Brasilia), demandant le retrait de la PEC 40.

LE DÉVELOPPEMENT DE LA DISCUSSION

D'un côté, lors du débat sur les amendements et les résolutions, le congrès a renoué avec certaines des positions traditionnelles de la CUT. En particulier, lorsqu'il a adopté deux résolutions présentées par « *Fortalecer a CUT* » : « *Négociation oui, pacte social non* », sur la relation de

la CUT avec le gouvernement Lula, et celle qui rétablissait la position historique de la CUT contre le paiement de la dette externe et contre la politique dictée par le FMI. La question centrale de l'ALCA n'a, en revanche, pas permis d'aboutir à un semblable résultat. Là, le rôle du centriste réactionnaire de DS est apparu de façon évidente. La proposition de « *Fortalecer a CUT* » était d'exiger du gouvernement qu'il se retire des négociations de l'ALCA. Rafael Freire (DS) s'est prononcé contre, en disant que demander la sortie des négociations était contradictoire à une proposition de plébiscite officiel, dont on discuterait plus tard, qu'il fallait attendre cette discussion. Cela a été le signal pour que le bloc ArtSind-CSD-CSC vote contre la proposition. Par la suite, cette « *campagne pour un plébiscite officiel* » a été rejetée par la majorité, sous prétexte que « *les règles de négociation de l'ALCA ne sont pas établies* ».

Mais c'est surtout le débat sur la réforme des retraites qui a montré la situation contradictoire dans laquelle se situe la confédération. D'emblée, il faut dire qu'aucun délégué n'a défendu la PEC 40 proposée par le gouvernement. Il y avait donc la possibilité de regrouper les forces dans la CUT, et à partir de là les forces de la classe, pour agir ensemble. Cette possibilité était ouverte à partir du moment où des délégués fonctionnaires des différents courants s'étaient mis d'accord sur un texte identifiant la PEC 40 avec les pressions du FMI pour casser le système public et solidaire des retraites, exigeant que « *la discussion formelle de la PEC 40 dans le Congrès national* (composé par la Chambre des députés et le Sénat — NDT) *soit suspendue pendant que les négociations se poursuivent* » (avec la CUT et les organisations des fonctionnaires). Cette position était un point d'appui pour l'action de la classe. Si l'unité de la CUT se réalisait sur le mot d'ordre de suspension du projet de réforme des retraites, la classe ouvrière aurait pu en effet s'en saisir pour gagner du temps, à l'inverse de la proposition de la majorité de la commission exécutive nationale (qui admettait un plafond pour les retraites — aujourd'hui 100 % dans le secteur public — et la création d'un fonds de pension complémentaire pour les futurs fonctionnaires). Mais des dirigeants du MTS (PSTU) et des délégués influencés par eux ont déclaré le texte proposé par les délégués

de la fonction publique « *inacceptable* ». « *Fortalecer a CUT* » s'est divisé sur cette base. Ce qui a permis aux dirigeants de la CSD (DS) et à ceux de la CSC, sollicités par le sommet d'ArtSind, d'imposer à leurs militants leur retrait du texte commun. On a ainsi laissé échapper ce qui était à la portée de main : l'adoption d'une résolution par le congrès de la CUT exigeant du gouvernement Lula la suspension immédiate de la discussion parlementaire de la PEC 40. Finalement, trois positions ont été soumises au vote : celle de l'ArtSind a obtenu 50 % ; une proposition de CSD-CSC pour amender la PEC 40, près de 25 % ; et la position pour le retrait de la PEC, 40, 25 % ; plus quelques dizaines d'abstentions.

« RIEN N'EST COMPLÈTEMENT TRANCHÉ »

Le congrès a pris fin le 7 juin avec la présentation et le vote de deux listes pour une direction exécutive nationale de la CUT de 32 membres (25 titulaires et 7 suppléants) : la liste 1, constituée par ArtSind, CSD et CSC, a obtenu 75 % des voix (19 titulaires et 6 suppléants) ; la liste 2, de « *Fortalecer a CUT* », plus le MTS, 25 % (6 titulaires et 2 suppléants). Le 10 juin, dans un « *compte rendu de mandat* » adressé à tous les délégués organisés autour de *O Trabalho* dans « *Fortalecer a CUT* », les résultats du congrès étaient présentés ainsi : « *Pour atteindre leurs objectifs, nos ennemis de classe, l'impérialisme et la bourgeoisie, font tout pour détruire les organisations que nous avons bâties par notre lutte. Tel est le fond de ce qui arrive aujourd'hui dans le PT et des menaces qui pesaient sur le VIII^e Congrès de la CUT. Les résultats du ce congrès, contradictoires, ont reflété cette pression pour dénaturer la CUT, mais ils ont reflété aussi, fortement, la résistance des travailleurs, qui a créé une situation dans laquelle aucun délégué n'a défendu la PEC 40 de réforme des retraites proposée par le gouvernement. La première conclusion est que la bataille pour défendre et élargir les droits, qui a besoin de syndicats et d'une CUT indépendants, n'est pas finie, elle continue.*

S'il est vrai que des résolutions ont été adoptées qui sont un recul, comme c'est le cas pour le refus d'exiger le "retrait du Brésil des négociations de l'ALCA", ou le refus de soutenir les occupations de terres, ou encore l'adoption de thèses sur

un “syndicalisme civique” qui se bornerait à faire des propositions responsables au gouvernement, c’est aussi un fait que les positions de “négociation, oui, pacte social, non” et “contre le paiement de la dette externe et le FMI”, qui étaient nos positions, aujourd’hui sont des positions de la CUT. Rien n’est pleinement tranché, c’est la lutte des travailleurs qui aura le dernier mot.

Le débat crucial sur la PEC 40 a ouvert la possibilité d’obtenir une majorité dans le congrès pour rejeter nettement cette proposition du gouvernement et exiger la suspension de la discussion dans le Congrès (ce qui serait une aide objective à la mobilisation des fonctionnaires, comme lors de la marche du 11 juin).

Cela n’a pas eu lieu parce que l’Art-Sind a préféré maintenir une résolution de la commission exécutive nationale, qui, même en critiquant des points négatifs de la PEC 40, proposait des amendements laissant la place pour des fonds de pension, d’un côté, et, de l’autre, à cause du sectarisme de certains — comme le MST, des segments d’ANDES (Syndicat national de professeurs d’université) et même de “Fortalecer a CUT” — qui voyaient une contradiction inexistante entre demander la “suspension de la discussion parlementaire de la PEC 40” et l’exigence au gouvernement de la retirer, tout cela aboutissant à rompre l’accord entre délégués fonctionnaires de tous les courants (pour la suspension), qui aurait été votée face à la position du sommet d’ArtSind. Pour quoi cela est-il arrivé ? Une telle attitude de division a une relation avec les deux lignes qui se sont opposées tout au long du congrès : ceux qui, comme nous, défendaient “Unir la CUT pour défaire la PEC 40”, d’un côté, de l’autre, ceux qui privilégiaient une politique visant à “opposer” un secteur du congrès contre l’autre (Art-Sind et MTS) — “gouvernement” contre “opposition” — et ne pas chercher une proposition garantissant l’unité de la CUT.

Cette tension a existé, y compris dans les plénums de “Fortalecer a CUT”. Pour certains camarades, tout se résumait au regroupement avec le MTS (PSTU), cela résolvait la question du pourcentage de la liste, des propositions qu’il fallait voter, etc. C’est un raisonnement qui ne part pas des besoins des travailleurs, des bases, pour chercher un point d’appui pour une action unitaire, mais d’un appel à “unir la gauche” contre un autre secteur (en

l’occurrence, la majorité des délégués du congrès).

C’est pourquoi en présentant la liste 2, j’ai insisté pour expliquer qu’à vrai dire, il s’agissait de “deux listes” différentes qui s’étaient unies seulement à cause du refus d’ArtSind d’une proportionnelle directe. Une déclaration signée par des camarades de “Fortalecer” qui partageaient ce point de vue a été distribuée. C’est le bien-fondé de l’orientation de dialogue avec tous les délégués, arrivant à la base de tous les courants, sur la ligne de l’unité contre les ennemis de classe, la position de défense des organisations bâties par les travailleurs contre les pressions qui visent à les dénaturer pour mieux les détruire, qui ont permis un résultat important pour la liste 2 : 25 % des votes admis ! Tout le monde sait que les 661 voix qui se sont portées sur la liste 2 (le MTS en a récolté 206) signifient un élargissement de voix pour “Fortalecer a CUT” (provenant de la base de TM, DS et ArtSind), et nous, les 101 délégués identifiés avec O Trabalho, nous avons joué un rôle décisif pour cela. »

LE DERNIER MOT

A peine clos le congrès de la CUT, le 7 juin, une marche sur Brasilia appelée par les fédérations et syndicats nationaux des fonctionnaires (membres de la CUT) a réuni, le 11 juin, plus de 40 000 manifestants devant le palais de Planalto (siège du gouvernement fédéral) contre la PEC 40 de « réforme » des retraites. Le 5 juillet, près de 400 délégués réunis en plénum de la Coordination nationale d’associations des fonctionnaires fédéraux (CNESF) ont décidé à l’unanimité la grève pour le retrait de la PEC 40. Au moment où nous rédigeons cet article, la grève commencée dans le service public fédéral le 8 juillet englobe déjà 50 % des 800 000 travailleurs de ce secteur, et elle a tendance à s’élargir, y compris vers les fonctionnaires des Etats et des communes. Cette grève provoque déjà une crise dans la base parlementaire du gouvernement. Des propositions sont faites pour modifier le projet. Mais le gouvernement refuse de négocier avec les syndicats, les renvoyant au Parlement, et le président de la Chambre des députés, João Paulo, a dit aux syndicats de fonctionnaires fédéraux

et à la CUT qu'il n'accepte de négocier que sur trois points, qui ne touchent pas l'essentiel de la réforme. Il est évident que dans cette situation, seule la mobilisation la plus large de tous ceux qui sont contre la PEC 40 peut ouvrir la voie à de véritables négociations préservant et élargissant les droits, intégrant l'abrogation du décret de réforme promulgué par Cardoso en 1998 (qui concerne directement le secteur privé, avec la « durée de cotisation » et le coefficient des retraites).

La position de la CUT est un enjeu central. Les problèmes posés lors du congrès se sont retrouvés posés à la commission exécutive nationale de la CUT dès sa première réunion, le 24 juin.

Un représentant de CSD (le courant animé par le SU) a condamné la grève (« *suicidaire* », d'après lui). Il reste que la commission exécutive de la CUT, sans toutefois soutenir la grève, a proposé une réunion avec les associations des fonctionnaires, qui a eu lieu le 1^{er} juillet, pour « *construire une plate-forme de négociation et de lutte, tout en respectant l'espace d'autonomie des syndicats et des associations* ».

Pour répondre aux besoins des travailleurs, le rôle de la CUT était de soutenir politiquement et matériellement la grève du 8 juillet, d'aider à la convoquer. Ce qu'elle n'a pas fait.

Lors de la réunion du 1^{er} juillet, Gilberto Jorge, de la CONDSEF, a présenté une proposition de texte affirmant le soutien de la CUT à la grève du 8 juillet et faisant la proposition d'une nouvelle marche sur Brasilia en août, rassemblant l'ensemble des fonctionnaires des trois sphères (fédérale, d'Etats et municipale). Cette proposition n'a pas été prise en considération.

Après l'intervention de Zé Maria, membre du courant moréniste à la commission exécutive nationale, jugeant « *difficile de faire un texte commun* », le secrétaire général de la CUT déclarait qu'il ne fallait aucun texte... et la réunion s'achevait ainsi.

Il reste qu'au congrès, pas un seul délégué n'a soutenu la PEC 40. Même si la majorité de la commission exécutive est pour négocier le texte de la loi, le nouveau président élu de la CUT, Luiz Marinho, a dû déclarer en même temps que la CUT était « *solidaire* » de la grève et qu'elle ne la convoquait pas. Des dizaines de

motions ont été adressées à la CUT par les assemblées de grévistes, demandant que la direction de la centrale soutienne le mouvement. Des syndicats du secteur privé, ceux des cheminots, etc., se sont adressés dans le même sens à la direction de la CUT.

Déjà, la CUT de l'Etat d'Alagoas, 20 membres de la commission exécutive de l'Etat de Parana et d'autres soutiennent la grève des fonctionnaires. La CUT de l'Etat de Pernambuco a décidé de participer au comité de grève des fonctionnaires fédéraux qui s'est constitué dans cet Etat.

La CUT a été construite comme un facteur d'unité de toute la classe travailleuse, des campagnes et des villes, du public et du privé. Au moment où nos camarades fonctionnaires sont engagés dans une dure lutte pour la défense des conquêtes durement arrachées, quelle est la place de la CUT, si ce n'est à leurs côtés dans la grève ?

Le développement de la grève exige la constitution d'organes de direction de la grève élus à la base, l'extension de l'arrêt à d'autres secteurs à partir des plus mobilisés, des initiatives d'unité avec les travailleurs des Etats et des communes, la solidarité des syndicats représentant les travailleurs du privé (car si les fonctionnaires sont battus, cela affaiblirait le mouvement d'ensemble des travailleurs pour préserver et élargir leurs droits sociaux et du travail).

Pour ces mêmes raisons, il exige le soutien concret de la CUT nationale, mobilisant les CUT au niveau de tous les Etats et tous les syndicats membres.

Comme le dit une résolution adoptée par la CONDSEF (*Coordination nationale des syndicats de la fonction publique — NDT*), lors de son plénum le 4 juillet : « *La CUT, c'est nous.* »

La bataille qui est en train de se livrer au Brésil a une portée qui concerne bien évidemment toute l'Amérique, mais aussi les travailleurs, qui, en France, en Allemagne ou en Inde, cherchent à utiliser leurs organisations pour défendre leurs droits, leurs acquis.

Chacun peut vérifier que, dans les faits, au Brésil aujourd'hui, « *rien n'est entièrement tranché, c'est la lutte des travailleurs qui aura le mot de la fin* ».

**Julio Turra,
le 11 juillet 2003**

La question de la terre au Brésil

Par Misa Boito

La réforme agraire — donner la terre à ceux qui la travaillent — est un problème central pour la nation brésilienne. La revendication de la terre, dont dépendent des millions de Brésiliens pour survivre, est l'une des nécessités les plus urgentes qui a poussé la majorité du peuple opprimé à élire Lula et le PT le 27 octobre. Au moment où nous rédigeons ce texte, on apprend que quatre nouveaux travailleurs sans terre ont été assassinés. Deux dans l'Etat du Para et deux dans l'Etat de Maranhão. Quatre travailleurs assassinés en dix jours, en ce mois de juillet (1). C'est le tableau cruel de la terrible situation des travailleurs agricoles au Brésil qui, dans leur lutte pour survivre, font face à la violence des latifundiaires.

Le Brésil, selon l'ONU, est le deuxième pays du monde pour la concentration foncière.

Quarante mille grands propriétaires détiennent 400 millions d'hectares de terre, et cette concentration s'est accentuée ces dernières années. Entre 1966 et 1992, les propriétés de plus de 1 000 hectares ont augmenté de 55 %. C'est une concentration aux effets pervers, puisque 4,5 millions de familles de travailleurs agricoles brésiliens n'ont pas de terre à cultiver.

Quelques données sur la concentration foncière :

- 11 millions d'hectares appartiennent à 18 grands groupes industriels ;
- 5 millions d'hectares sont entre les mains des 15 plus grands groupes financiers, dont Bradesco, Itaú ;
- 6 millions d'hectares appartiennent à 13 groupes agropiscicoles ;
- sur ce total de 22 millions d'hectares, propriété de 46 groupes, à peine 3,7 millions ont une mise en valeur productive ;
- des entreprises multinationales détiennent plus de 30 millions d'hectares.

Alors que les grands groupes nationaux et multinationaux, les latifundiaires concentrent plus de 400 millions d'hectares, y compris en s'appropriant des terres d'Etat (*grilagem*), comme dans le cas du Mato Grosso, où la responsable de l'audit de

l'Institut national de colonisation et de réforme agraire (INCRA), Maria de Oliveira, affirme que « dans le seul Mato Grosso, le gouvernement fédéral possède plus d'un million d'hectares » que se sont appropriés des « fermiers en tout genre » (*Correio Brasiliense*, 5 juillet). Aujourd'hui, 140 000 familles campent sur le bord des routes, sur des terres occupées, dans une situation de total dénuement (2). Le nouveau gouvernement reconnaît l'existence de cette situation. « Il y a la faim, des familles qui campent depuis quatre, cinq ans. Il y a près de 140 000 familles dans cette situation dans le pays », comme l'a déclaré le ministre de la Présidence (Casa civil), José Dirceu (*O Estado de Sao Paulo*, 5 juillet). La solution à ce drame, hérité de gouvernements directement liés aux intérêts de la bourgeoisie et des grands latifundiaires, exige la rupture totale avec la politique qui consacre toutes les ressources financières au paiement de la dette externe et non à la satisfaction des revendications de la majorité du peuple opprimé. Le budget 2003, adopté sous le gouvernement Cardoso, prévoyait 426 milliards de reais pour l'acquisition de terres par le gouvernement, dans la perspective de la réforme agraire. En contradiction avec les aspirations à la réforme agraire, le nouveau gouvernement, par des mesures d'équilibre budgétaire dictées par l'augmentation du superavit primaire, qui passe de 3,25 % (gouvernement Cardoso) à 4,25 % (gouvernement Lula), a ramené cette somme à 249 milliards et a récemment annoncé que l'INCRA ne disposerait que de 162 milliards. C'est-à-dire une réduction de 65 % de la somme initialement prévue pour l'accession à la terre, qui représente le premier pas vers la réforme agraire.

Après avoir reçu le Mouvement des sans-terres, « Lula a laissé clairement entendre qu'il était difficile d'accélérer le rythme de la réforme agraire comme le souhaite le MST, il n'y a ni les ressources ni les terres disponibles » (*O Estado*, 3 juillet). Il sera impossible de donner la terre aux travailleurs avec une politique

qui maintienne un budget tourné vers le paiement de la dette. Sans des mesures concrètes et immédiates du nouveau gouvernement pour répondre à cette nécessité urgente d'accès à la terre, les travailleurs agricoles ne peuvent qu'intensifier les occupations et faire face, dans une escalade sans précédent, à la violence des latifundiaires. "Nous ferons ce qu'il faut pour survivre" (Antonio Carlos, qui campe au Pontal do Paranapanema, SP, avec 3 500 familles).

LES OCCUPATIONS DANS LES CAMPAGNES

L'occupation des terres au Brésil est une forme légitime de lutte, qui s'intensifie depuis le milieu des années 1980. Les travailleurs ruraux sans terre luttent, en particulier le MST (constitué en 1984), sur la base des mots d'ordre « *Occuper, produire et résister* ». En 2000, le gouvernement Cardoso, pour réprimer les occupations qui se développaient, a pris une mesure provisoire (MP 2 183) qui criminalise les travailleurs qui occupent les terres et rend les terres occupées inaccessibles à l'expropriation par la réforme agraire. Le nouveau gouvernement n'a pas annulé cette mesure, qui se maintient comme une mesure de protection des latifundiaires et de leurs terres. Sur le site du ministère du Développement agraire (MDA), sous la plume de Miguel Rosseto, du courant Démocratie socialiste (DS) du PT, lié au Secrétariat unifié (SU), on trouve, sous le titre : « *Rapport sur les biens immobiliers ruraux qui ne peuvent être inspectés à des fins d'expropriation, destinés au programme de réforme agraire, selon la mesure MP 2 183* », une liste, actualisée en 2002, de plus de cent propriétés (Ano 1999 2000 2001 2002 Até junho 2003 N° ocupações 502 236 158 103 110 Données de l'INCRA) (Etats qui connaissent le plus d'occupations : PE, PR, SP, MG). L'annulation de cette mesure provisoire qui protège les latifundiaires en réprimant et en pénalisant ceux qui luttent pour la terre serait un petit pas dans la voie qui améliorerait la situation des familles qui campent aujourd'hui sur le bord des routes. Au cours des six premiers mois de l'année 2003, les occupations dépassent déjà le total de 2002. Devant la situation objective, devant l'absence de mesures concrètes du gouvernement, qui

est porteur des espoirs d'accès à la terre, les travailleurs ruraux explicitent le contenu du vote du 27 octobre en réaffirmant, à travers leur lutte, l'urgence de la situation.

"SI CELUI QUI DOIT LE FAIRE NE LE FAIT PAS, LE PEUPLE LE FERA"

C'est par cette formule qu'un travailleur sans-terre de Pontal do Paranapanema (SP) approuve la décision du campement Chico Mendes (PE), où les travailleurs ont décidé de jeter eux-mêmes les bases du cadastre (*pré-assentamento*), en mesurant, à l'aide de cordes, les lots des familles qui campent là depuis six ans (3). Dans ce campement, les sans-terres cultivent 800 hectares et fournissent les marchés de cinq municipalités. Le 3 juillet dernier, par décision de justice, la police militaire de l'Etat de Pernambuco a délogé par la force la zone, en détruisant tout ce qui avait été construit ces dernières années (maisons, écoles, églises, cultures).

Pour bien comprendre la gravité de la situation et la violence faite aux sans-terres, il faut souligner que l'ordre de réintégration du latifundiaire concerné a été lancé sur la base d'un document (*justificativa*) annulé par l'Ibama (Institut brésilien de l'environnement) stipulant que le propriétaire, João dos Santos, avait projeté la reforestation de cette zone.

Les occupations s'intensifient. Aujourd'hui, dans la région de Pontal do Paranapanema (SP), par exemple, ce sont près de 8 500 familles qui campent et qui affrontent la colère des préfets de région et les menaces des latifundiaires, qui prennent les armes ouvertement.

A Sandovalina, une ville de la région, le préfet a décrété l'état d'urgence et a fermé la préfecture en prétextant du manque de moyens pour faire face à l'augmentation de la demande provoquée par la concentration de sans-terres à la périphérie de la ville. Dans la même région, à Presidente Epitácio, le préfet a réduit de moitié l'accueil des services publics.

LES MILICES DES LATIFUNDIAIRES

Il y a près de deux semaines, les journaux ont révélé l'existence d'une véritable armée d'hommes de main payés par les latifundiaires, avec l'ordre de tuer.

« On tire une fois en l'air pour prévenir de ne pas entrer, mais s'ils entrent, on a ordre de baisser le canon » (*O Estado*, 3 juillet). C'est ainsi qu'un des leaders des hommes payés par les latifundiaires de Pontal do Paranapanema s'explique pendant une séance d'entraînement diffusée à la télévision et dans les journaux. Le président de l'Union démocratique ruraliste (UDR), Luiz Antonio Garcia, explique que son parti ne recommande pas aux propriétaires de prendre les armes, mais se contente de « ne pas condamner ceux qui le font ».

Interrogé récemment sur l'armement des propriétaires, le ministre de l'Agriculture du gouvernement Lula, ex-président de l'Association brésilienne d'agroexportateurs, a déclaré : « Je pense que celui qui possède un bien se doit de le défendre, sinon il n'a pas le droit de le posséder. »

Quand on lui réplique : « Défendre de cette façon ? », il répond : « Quel autre moyen connaissez-vous ? » (*Folha de Sao Paulo*, 5 juillet). Que fait un fidèle représentant des grands propriétaires terriens dans un gouvernement élu pour libérer les travailleurs ruraux de la misère et de la violence ?

Pendant ce temps, en toute sérénité, les fermiers s'arment. Ils payent des professionnels entraînés avec des armes réservées à l'armée, comme le fusil AR-15. Lors de la démonstration de l'entraînement des miliciens, un fermier interrogé a déclaré que le but était « d'alerter les autorités sur le risque d'un conflit lié au développement de nouveaux campements dans la région. Et montrer que les fermiers de Pontal ne bluffent pas quand ils disent qu'ils sont prêts à expulser les sans-terres », d'après le quotidien *O Estado de Sao Paulo* (3 juillet).

Dans cette même édition, le journal, qui est l'un des porte-parole de la bourgeoisie, disait dans son éditorial : « Etant donné l'omission du gouvernement fédéral face aux sacs et aux invasions, les producteurs ruraux qui contractent des assurances particulières pour défendre leurs propriétés menacées agissent comme le leur permet la loi. »

Ainsi, les vaincus du 27 octobre ne se contentent-ils pas d'exiger du gouvernement qu'il poursuive une politique contraire aux revendications des travailleurs, ils en veulent encore plus. Ils exigent que le gouvernement les laisse libres d'exercer leur violence contre les travailleurs ruraux qui luttent et qui résistent.

LA VIOLENCE CONTRE LES TRAVAILLEURS.

De 1985 à 2002, ce sont 1 280 travailleurs qui ont été assassinés. Seuls 121 ont été jugés. Sous le gouvernement Cardoso, 286 ont été assassinés et seuls cinq criminels ont été condamnés. Parmi les travailleurs assassinés, on trouve Beto et Jurandir, militants de la IV^e Internationale, tués en décembre 1998. Une vaste campagne nationale et internationale a été menée pour l'arrestation et la condamnation des responsables, mais le procès se trouve dans les archives, et les assassins restent impunis.

En 2002, il y a eu 43 assassinats, et cette année 20, jusqu'à juin (données fournies par la Commission pastorale de la terre, CPT). Le 3 juillet, en pleine nuit, des hommes de main armés par les propriétaires ont envahi et tiré sur le campement Unifior, dans le Paraná, pendant la nuit, et blessé deux travailleurs.

AFFRONTER LES GRANDS PROPRIÉTAIRES FONCIERS

Il est évident que la solution du problème de la terre au Brésil exige l'affrontement avec les grands propriétaires, qui sont les responsables de la misère de millions de Brésiliens. Le gouvernement Lula a nommé un grand propriétaire, Roberto Rodrigues, au ministère de l'Agriculture, et Miguel Rosseto, présenté comme l'aile gauche du PT, au ministère du Développement agricole, auquel il incombe directement de mener la réforme agricole. Nous avons publié dans cette édition une lettre du courant *O Trabalho* du PT, section brésilienne de la IV^e Internationale, aux militants de Démocratie socialiste. Nous reprenons la discussion dans ce texte : comment est-il possible, alors que se développe la violence contre les travailleurs, d'entendre le ministre Rosseto dire que « nous n'allons pas tolérer les manifestations violentes des sans-terres ni des milices des fermiers ». Il est inacceptable de comparer les latifundiaires qui assassinent, qui arment des milices entraînées à « baisser le canon » pour protéger les propriétaires, et les travailleurs, qui, dans leur lutte pour la terre, constituent une part importante de la base sociale qui a porté le PT au pouvoir.

Gilmar Mouró, dirigeant du MST, déclare à juste titre au sujet des milices qu'il n'y a pas « *d'investigation sérieuse* », et il poursuit : « *Une investigation sérieuse, c'est s'enquérir de tous les crimes commis par les latifundiaires, c'est-à-dire établir clairement que ceux qui sont violents dans ce pays, ce ne sont pas les travailleurs, mais les latifundiaires, qui s'arment en dépit de la loi et assassinent les travailleurs, sans que la justice ne les punisse, malheureusement* » (*O Estado*, 11 juillet).

C'est précisément pour résoudre le problème de la terre, pour en finir avec les assassinats et l'impunité dans les campagnes, pour affronter les grands propriétaires ruraux, que la majorité a élu ce gouvernement. Il est inacceptable que le ministre Rosseto déclare que « *les grands propriétaires détiennent la responsabilité et la fonction sociale avec la production, et la grande majorité d'entre eux produit et assure sa fonction sociale* » (*Agência Folha*, 8 juillet).

Non ! Les intérêts des grands propriétaires ne sont pas compatibles avec ceux des millions de travailleurs sans terre, avec les intérêts de la majorité du peuple opprimé de la nation brésilienne, qui a dit, le 27 octobre, et réaffirmé pendant ces six premiers mois, avec l'intensification de la lutte dans les campagnes, qu'il est impossible de concilier la préservation des intérêts des grands propriétaires et la solution de la question cruciale pour la nation brésilienne que constitue la réforme agraire. Les grands producteurs parlent pour eux et font connaître leurs exigences concernant les occupations et les rations alimentaires (4). João Bosco Leal, président du Mouvement national des producteurs, a déclaré : « *Le gouvernement a besoin d'un abri (paradeir) d'urgence* » (*O Estado*, 25 juin). Le 3 juillet, le MST a soumis au gouvernement une série de 16 revendications, dont :

— l'installation immédiate de 120 000 familles qui campent (le gouvernement a promis d'en installer 60, mais les financements prévus ne les couvrent pas) ;

— l'expropriation des fermes qui n'ont aucune fonction sociale, qui recourent à l'esclavage (5), qui sont liées à la contrebande (plantations de drogue) et qui ne respectent pas la législation du travail ;

— l'ouverture d'une enquête par la police fédérale à l'encontre de propriétaires qui utilisent des milices armées, qui

incitent à la violence et au crime, et sont liés au trafic de drogue et à la contrebande d'armes. Des mesures simples, mais qui exigent de se dresser face aux intérêts des grands propriétaires et de rompre avec la politique soumise aux intérêts du grand capital représenté par les institutions internationales.

Attentif à la situation de la campagne brésilienne, le *Wall Street Journal* revient sur un article du *Estado de Sao Paulo*, daté du 11 juillet : « *Les rébellions dans les campagnes deviennent un test critique pour le gouvernement. Les protestations des agriculteurs et les invasions de terres menacent aussi d'introduire le désordre dans le solide réseau d'entreprises rurales qui fait du Brésil le premier exportateur de sucre.* »

L'article attire aussi l'attention sur le marché de 170 millions de consommateurs brésiliens, dans lequel d'importantes entreprises américaines sont présentes — il cite directement la General Motors et Citigroup. Il souligne enfin qu'une part considérable de la dette brésilienne se trouve entre les mains d'institutions financières des Etats-Unis.

Il y a des moyens, il y a des terres.

Il faut une politique qui corresponde aux attentes de millions de Brésiliens, qui donne la terre à ceux qui la travaillent et les moyens de produire à la campagne.

Misa Boito, 12 juillet 2003

(1) Le 1^{er} juillet, 14 hommes armés ont envahi la ferme Nova Esperança, à Sao Felix de Xingu, dans l'Etat de Para, et ont ouvert le feu sur un campement de travailleurs ruraux ; deux autres ont été tués dans la ville de Bacabau, dans le Maranhao, dans la ferme Agrosuza. Quatre hommes armés y sont entrés à l'aube, ils ont séquestré et exécuté Antônio Gregório da Conceição et Raimundo Filho de Aquino.

(2) Même les familles installées connaissent des conditions de vie difficiles. 90 % des installations effectuées entre 1995 et 2002 (gouvernement Cardoso) n'ont pas l'accès à l'eau, 80 % n'ont pas l'électricité et 53 % n'ont aucune assistance technique (données fournies par l'IPEA).

(3) L'un des obstacles à la réforme agraire, qui passerait par des mesures effectives d'installation, est le démantèlement de l'INCRA, qui a vu ses effectifs de fonctionnaires diminuer de moitié en dix ans.

(4) Récemment, à Pernambuco, 16 000 familles de sans-terres attendaient des paniers de nourriture. On en a envoyé 2 000, ce qui a provoqué des émeutes.

(5) En 2002, 147 fermes ont été dénoncées comme ayant recours à l'esclavage.

DOCUMENTS

Lettre ouverte aux militants de Démocratie socialiste (8 juillet 2003)

Chers camarades, il n'est pas dans l'habitude du courant *O Trabalho* de s'adresser directement aux militants d'autres courants du PT, parce que nous considérons que les questions relatives à l'existence et à l'orientation du Parti des travailleurs doivent se discuter dans le cadre du parti avec l'ensemble de ses militants, quel que soit le courant auquel ils appartiennent.

Si nous décidons aujourd'hui de nous adresser particulièrement à vous, c'est parce que de récents développements nous posent des problèmes extrêmement graves, qui remettent en cause les principes de la IV^e Internationale.

Le courant *O Trabalho* est la section brésilienne de la IV^e Internationale. Le courant international "Secrétariat unifié" auquel appartient Démocratie socialiste a rompu politiquement avec le programme de la IV^e Internationale lors de la crise de 1950-1953. Mais, nous le constatons, vous continuez à vous revendiquer de la IV^e Internationale. Cette référence à la IV^e Internationale n'empêche pas que, sur des questions politiques importantes, nous ayons des divergences, par exemple sur la question du Forum social ou du budget participatif et d'autres questions. Mais ce n'est pas de cela que nous voulons discuter ici.

Notre pays traverse une période difficile. Six mois après l'arrivée au pouvoir du gouvernement de Lula, porteur des espérances de la majorité de la nation brésilienne, les travailleurs sans terres multiplient les occupations, qui ont augmenté dans la dernière période de 140 % par rapport à la période équivalente de l'année dernière. Cela exprime l'urgence pour les travailleurs ruraux, sans terres, de ce que le nouveau gouvernement doit adopter les mesures immédiates pour la réforme agraire.

Comme vous le savez, la droite, les grands propriétaires latifundiaires multiplient les menaces et les provocations. Nous voyons tous l'armement de bandes par les latifundiaires et l'augmentation des assassinats à la campagne. Le 3 juillet, la police militaire, sur ordre de la justice, a expulsé avec une grande violence le campement Chico Mendes, dans l'Etat de Pernembuc, où, depuis six ans, étaient installés 300 familles. Ils ont détruit 180 habitations, des écoles, des églises et toutes les plantations agricoles.

Le même jour, les milices armées ont envahi un autre campement dans le Parana, tirant sur

les travailleurs et faisant plusieurs blessés. Au même moment, les sénateurs de droite décident d'installer une commission parlementaire d'enquête au Congrès pour tenter de criminaliser le mouvement des sans-terres.

Au sein même du gouvernement, le ministre de l'Agriculture, Roberto Rodrigues, déclare publiquement, interrogé au sujet l'armement des grands propriétaires terriens : "*Je considère que quiconque a quelque chose à défendre doit le défendre. Celui qui ne défend pas n'est pas digne de posséder quoi que ce soit*" (*Folha de São Paulo*, 5 juillet). Même si, ensuite, le ministre Rodrigues a tenté de nuancer cette déclaration en disant que ce fut un "glissement", cela est révélateur du fait qu'il se présente clairement comme étant le ministre des latifundiaires, des exploiters, le ministre des responsables des assassinats à la campagne.

Le ministre du Développement agraire, Miguel Rossetto, est dirigeant de Démocratie socialiste. Comment comprendre que Rossetto, qui participe avec Rodrigues au même gouvernement, n'ait pas immédiatement condamné les déclarations de son collègue ? Certes, il a déclaré à la presse à propos des milices que "*ce sont des actions irresponsables, illégales, localisées*", "*qu'on ne doit pas laisser l'espace à ces aventuriers irresponsables, qui veulent étendre la violence à la campagne de manière totalement illégale*" (*Folha de São Paulo*, 5 juillet). Bien. Mais aucune mesure concrète n'a été proposée pour démanteler ces milices armées.

Comment comprendre que Rossetto n'ait pas immédiatement proposé que le gouvernement adopte des mesures pour protéger le campement Chico Mendes ? Et qu'a-t-il fait au nom du gouvernement contre la destruction du campement Chico Mendes, à Pernembuc ? Rien.

A San Gabriele, dans l'Etat du Rio Grande do Sul, alors que la justice avait décidé de suspendre une occupation de terres, les latifundiaires ont menacé d'agresser physiquement une marche du MST. Qu'a fait le ministre Rossetto pour défendre le droit démocratique de manifestation des sans-terres ? Alors que les latifundiaires sont engagés dans une escalade sans précédent contre les travailleurs sans terres, comment comprendre que le ministre Rossetto déclare : "*Nous ne tolérerons aucune manifestation violente, qu'elle vienne des sans-terres ou des milices armées par les proprié-*

taires terriens” (*O Estado de São Paulo*, 4 juillet). Plus encore : le ministre Rossetto vient de déclarer le 4 juillet dans *O Estado* : “Le gouvernement doit faire respecter la loi et les règles.” Mais que signifie “respecter la loi” quand aucune des mesures déjà adoptées par la loi sur la réforme agraire n’est appliquée ? Existerait-il donc des lois qu’on ne peut pas appliquer, comme celles sur la réforme agraire, et d’autres qu’il faudrait appliquer ? Que signifie “respecter la loi” quand la mesure provisoire 2183 de l’ancien gouvernement FHC, qui interdit l’occupation des terres, n’a toujours pas été abrogée, alors que le directeur national du PT, en mars dernier, s’est prononcé pour son abrogation ? Miguel Rossetto ajoute : “La réforme, c’est quelque chose qui va bien au-delà de l’accès à la terre” (*O Estado*, 4 juillet). Certes. Mais n’est-ce pas précisément l’accès à la terre qui constitue le premier acte de la réforme agraire ? D’ailleurs, n’est-ce pas pour accéder à la terre que luttent tous les travailleurs ruraux sans terres depuis plus d’un siècle dans notre pays ? Est-ce que ce n’est pas précisément pour cela qu’ils ont porté Lula au gouvernement ? Le même Rossetto reconnaît que l’accès à la terre constitue le “premier pas”. Bien. Mais quels pas concrets ont été faits pour garantir l’accès à la terre à des dizaines de milliers de familles qui l’occupent, au moment même où des centaines de milliers d’hectares sont, en application de la mesure provisoire 2 183, exclues de toute mesure de réforme agraire du fait qu’elles sont occupées par les paysans, selon les informations fournies par le ministère du Développement agraire lui-même ?

Le courant Démocratie socialiste, dont l’un des dirigeants les plus connus assume, comme ministre, le fait que le gouvernement auquel il appartient ne réalise pas la réforme agraire et, de ce fait, expose les travailleurs de la campagne aux violences des latifundiaires, peut-il se revendiquer de la IV^e Internationale ? Au même moment, on apprend que le groupe parlementaire du PT au Sénat a décidé, par un vote de 8 contre 4, de suspendre la participation de la sénatrice Heloisa Helena, membre de Démocratie socialiste, qui, par ailleurs, est transférée devant une commission d’enquête parce qu’elle serait “coupable” de ne pas vouloir voter la loi PEC 40, qui ouvre la voie à la privatisation du régime de retraite, la Previdencia. De nombreux dirigeants et militants de tous les courants du Parti des travailleurs ont protesté et se sont solidarisés avec Heloisa Helena, comme, par exemple, le sénateur Eduardo Suplicy. Au moment où sa propre camarade de courant, Heloisa Helena, est menacée sur pression du gouvernement d’être expulsée du PT parce qu’elle est contre la PEC 40, le ministre Rossetto, lui, continue à participer aux activités du gouvernement qui, précisément, entend d’imposer la PEC 40.

Ainsi, au même moment, dans tout le pays, certains militants de Démocratie socialiste participent à la mobilisation des fonctionnaires, qui sont contraints d’aller à la grève pour la défense des régimes de retraite face au gouvernement qui tente d’imposer à tout prix la PEC 40 ; au même moment, le dirigeant national, représentant de Démocratie socialiste à l’exécutif de la CUT, affirme publiquement qu’à son avis, cette grève est un suicide ; et au même moment, Rossetto, comme ministre, membre lui aussi de Démocratie socialiste, participe au gouvernement, qui, coûte que coûte, en voulant imposer la PEC 40, veut réduire les droits des travailleurs. Comment comprendre ?

La rencontre à Washington entre Bush et Lula, quelques semaines après que le gouvernement américain a cherché à détruire la nation irakienne, s’est conclue par une déclaration commune s’engageant “à conduire à une conclusion positive la négociation de l’ALCA d’ici janvier 2005”. Tous, nous savons ce que l’ALCA représente comme menace pour la souveraineté de la nation brésilienne. Que fait le ministre Rossetto ? Rien. Il continue son travail de ministre, normalement.

Répetons-le : il ne s’agit pas ici de mener un débat général sur la politique du gouvernement. Pour nous, il s’agit d’une question précise. Pour nous, le programme de la IV^e Internationale signifie une aide inconditionnelle à la lutte légitime — y compris les occupations — que mènent les travailleurs sans terres pour obtenir la réforme agraire, ce qui veut dire la terre à celui qui la travaille. Pour nous, le programme de la IV^e Internationale signifie un appui inconditionnel à la lutte légitime des travailleurs pour la défense de leur régime de retraite, contre la Previdencia.

Le programme de la IV^e Internationale signifie la défense de la démocratie ouvrière, qui suppose que tous les courants et militants puissent s’exprimer librement sans être menacés de sanctions à l’intérieur du PT. Le programme de la IV^e Internationale suppose également, de toute évidence, la défense inconditionnelle de la souveraineté de la nation contre les menaces de l’impérialisme. Ce dont nous parlons ici, ce sont des faits que chacun peut vérifier. Et, de ces faits, surgit une question, que nous posons : est-il possible de justifier de tels faits et l’orientation politique qui y conduit au nom de la IV^e Internationale ? A cette question, nous répondons catégoriquement : non. Et nous sommes ouverts à la discussion avec tous ceux qui sont disposés à débattre à partir des faits.

**Courant *O Trabalho* du Parti
des travailleurs, section brésilienne
de la IV^e Internationale**

Déclaration du courant *O Trabalho* lors de la direction nationale du Parti des travailleurs (8 juillet 2003)

Notre direction nationale, l'instance la plus haute du parti, se réunit à un moment spécialement important de la vie du pays. Il y a six mois que le gouvernement Lula a été mis en place, élu par 53 millions de Brésiliens qui ont voté pour que leurs revendications urgentes et vitales — la terre, le travail, les services publics — soient satisfaites, pour que le régime des retraites soit défendu et étendu à tous les travailleurs, pour que la souveraineté de la nation soit établie.

Nous savions tous que le pays et le gouvernement élu seraient face à une situation difficile. Mais aujourd'hui le Brésil est devant une accumulation exceptionnelle d'éléments amenant à une crise majeure.

— D'un côté, il y a la pression de plus en plus intense du président Bush et de l'impérialisme américain pour imposer l'ALCA dans les délais les plus courts, pour livrer à la spéculation financière les fonds des retraites par la PEC 40, les agressions des grands propriétaires fonciers faisant expulser et assassiner les travailleurs sans terres par les milices de *jagunços*, ainsi que le sabotage de l'économie nationale par les puissants et les mafieux, qui, par ce moyen, cherchent à mettre en question le vote exprimé par la grande majorité du peuple.

— De l'autre côté, nous pouvons voir comment les travailleurs, plusieurs secteurs populaires, la jeunesse commencent à se mobiliser — dans la marche sur Brasilia du 11 juin, dans les occupations de terres ayant lieu dans plusieurs Etats, dans les défilés des étudiants à Rio et dans la grève nationale des fonctionnaires — parce qu'ils ne peuvent plus supporter la continuation des attaques contre leurs droits. Sur un autre plan, mais en relation avec ce mouvement, des manifestes émanant d'intellectuels, d'économistes, de fondateurs du PT, ainsi que des résolutions d'instances et des motions envoyées à la direction se multiplient, indiquant un débat intense dans le parti.

A la base de cette situation, il y a la crise de la prétendue « économie de libre marché » — le système fondé sur la propriété privée des moyens de production — entraînant l'humanité

vers l'abîme. Un système qui mène, par exemple, à la guerre en Irak, faisant sombrer ce pays dans le chaos actuel.

C'est cette même réalité qui exerce sa pression sur notre pays par le moyen du dispositif du paiement d'une dette externe géante et impayable (accompagné des « *accords avec le FMI* » et des « *recommandations* » de la Banque mondiale), le poussant à la situation difficile que tout le monde reconnaît à présent. Une situation dans laquelle les multinationales licencient et imposent le chômage partiel, qui annonce de nouveaux licenciements, tandis que d'autres multinationales organisent tranquillement une escroquerie de milliards contre la BNDES pour la pousser à la faillite, et que les prétendues agences « régulatrices » font disparaître les taxes douanières, ce qui revient à un vrai sabotage de l'économie nationale. Mais, justement, c'est pour sortir de ce cercle infernal que les 53 millions avaient voté le 27 octobre.

Aujourd'hui, nettement, on peut dire qu'il n'y a que deux termes à l'alternative :

— **Ou bien on se plie à la pression de Bush** et on livre le pays à l'ALCA, on livre notre base industrielle et on détruit des millions d'emplois, liquidant les droits au nom du « libre-échange » ; on cède encore plus aux pressions des grands propriétaires fonciers et on tolère les exactions des milices, on laisse poursuivre les expulsions et assassinats des travailleurs ruraux, y compris en laissant à son poste ministériel M. Rodrigues, qui défend ouvertement la violence des propriétaires terriens ; et, devant la pression des « marchés », on cède aussi aux spéculateurs et aux mafieux, qui veulent mettre la main sur les fonds de retraite des travailleurs en acceptant la PEC 40. Tout cela ne peut que mener à approfondir le processus de démantèlement de la nation.

— **Ou alors un gouvernement du PT rétablit la souveraineté nationale, défend et élargit les droits, sauve les emplois menacés, préserve les usines menacées de faillite — s'il le faut, en les reprenant pour garantir tous les emplois, comme**

dans le cas de Cipla-Interfibra de Joinville (SC) — et sort le pays de la fausse négociation de l'ALCA ; et il décide aussi d'abroger la MP 2 183 mise en place par Cardoso pour criminaliser les occupations et empêcher les expropriations, met en œuvre tout de suite la réforme agraire, garantissant l'assistance technique, les crédits et la distribution, déclarant légitimes les occupations des terres décidées par les travailleurs sans terres ; et aussi, finalement, retire la PEC 40, suspendant sa discussion parlementaire pour permettre une solution garantissant les droits des fonctionnaires et élargissant les droits à la retraite de tous les travailleurs — sinon, le gouvernement légitime le recours des fonctionnaires à la grève pour obtenir une vraie négociation.

OU SE TROUVE L'ARGENT ?

Pour répondre aux demandes les plus urgentes du peuple travailleur, un gouvernement du PT ne devrait pas hésiter à chercher l'argent là où il se trouve :

— L'argent, dont le manque étrangle la réforme agraire, l'éducation, la santé et les infrastructures, est détourné pour plus de 64 % du budget pour assurer le paiement de la dette. Il est même prélevé à l'avance, par suite de l'élévation de l'excédent primaire exigé par le FMI, qu'on voudrait reconduire la prochaine année.

— L'argent nécessaire pour les retraites, on le trouve dans les 67 milliards de reais dus à l'INSS par les milliardaires sans scrupules, dont on connaît la liste, car le ministère de la Prévoyance même l'a diffusé.

— L'argent pour rétablir les services publics, il est dans les 107 milliards de dollars qui sont sortis du Brésil pendant les dix dernières années par les comptes CC-5 de la Banque centrale — 30 milliards de dollars sortis illégalement ont déjà été repérés par la police fédérale et sont objet d'une enquête de la CPI de Banestado, et uniquement là, on doit 30 milliards de reais d'amendes au Trésor fédéral.

— Que tout l'argent soit rapatrié, et le gouvernement pourra satisfaire les revendications !

— Que les échanges soient centralisés et c'est : fini la fête : aucun dépôt d'argent honnête ne serait touché, seul le gouvernement pourrait contrôler l'argent qui entre et qui sort, mettant fin à la politique suicidaire des hauts taux d'intérêt exigée par les spéculateurs et l'accord du FMI ! Il est clair,

évident et indéniable que dans la situation actuelle la recherche d'une issue favorable au peuple brésilien exige que le gouvernement prenne ces mesures, qui sont simples et connues, qui ont été déjà mises en œuvre par différents gouvernements dans des situations différentes. Bien sûr, il y a la pression, il y a le sabotage. Mais si le gouvernement avance sur cette voie, qui correspond à la volonté exprimée par la grande majorité le 27 octobre, il aura le soutien déterminé des millions qui lui avaient donné la victoire.

LE PT DOIT CONTINUER

Aujourd'hui, certains voudraient expulser ceux qui, dans le groupe parlementaire, ont dit non à cette réforme des retraites. Il faut se demander :

— N'est-ce pas le groupe parlementaire du PT qui a empêché de taxer les inactifs (*sous Cardoso — NDT*) ?

— N'est-ce pas le groupe parlementaire du PT qui, pendant trois ans, a empêché le vote du PL 9 (*projet de loi n° 9, par lequel Cardoso commençait la réforme des retraites — NDT*) ?

— Et Lula n'a-t-il pas été le candidat qui a signé les « 13 engagements vis-à-vis des fonctionnaire » intégrant : « 6. Garantie et amélioration des droits du travail et sociaux », ainsi que : « 10. Rétablissement de la parité des actifs, des retraités et des pensionnaires » ?

Personne ne saurait identifier cette trajectoire et cet engagement avec le contenu de la PEC 40, qui rétrécit les droits. Alors, comment pourrait-on prétendre exclure des camarades qui continuent à défendre la même position ? Ce serait inacceptable. Le PT doit rester ce qu'il est. Un parti dans lequel la démocratie est respectée. Un parti qui joue son rôle. Aujourd'hui, le PT doit soutenir la grève légitime à laquelle se sont vu contraints les fonctionnaires publics. Le PT doit demander au gouvernement le retrait de la PEC 40, comme les syndicats de la fonction publique le demandent, pour ouvrir une vraie négociation. Le PT doit soutenir les sans-terres et demander au gouvernement qu'il adopte les mesures de réforme agraire, à commencer par l'abrogation de la mesure provisoire 2 183. Restant ce qu'il a toujours été, le PT aidera le peuple brésilien à trouver les solutions positives et urgentes que la situation exige.

São Paulo, le 8 juillet 2003

Un manifeste “Se réapproprier le PT” lancé par 150 militants de toutes tendances du PT du Brésil

Présentation

Camarades adhérents du PT,

Nous nous adressons à vous avec une première liste de 150 signataires de ce manifeste, au moment où notre parti traverse une situation d’une extrême gravité.

Nous sommes des militants de diverses trajectoires politiques, nous signons à titre individuel. Les questions que nous posons n’ont pas à voir avec tel ou tel courant ou groupe du PT. C’est aujourd’hui le parti lui-même, tel que nous l’avons construit il y a vingt-deux ans, qui est en train d’être mis en cause.

Nous avons tous vu comment la PEC 40 (*projet d’amendement constitutionnel présenté par le gouvernement Lula — NDT*) a été adoptée au premier tour à la Chambre des députés. Il s’agit d’une “réforme de la Prévoyance”, exigée dans les accords successifs signés avec le FMI. Une réforme mise en œuvre par l’actuel gouvernement au mépris de la tradition du PT, avec l’appui des députés du PSDB et du PFL (*partis qui soutenaient le prédécesseur de Lula à la présidence de la République, F. H. Cardoso — NDT*), contre l’ensemble des fonctionnaires, leurs syndicats et la CUT, qui ont réuni 70 000 manifestants dans la marche sur Brasilia (*le 6 août — NDT*).

Face à cela, nous ne pouvons accepter, de même que vous n’acceptez pas, les expulsions annoncées de parlementaires, lesquelles préparent d’autres expulsions et la scission du PT.

Nous ne pouvons accepter qu’on commence ainsi à détruire le PT, construit dans les plus grandes luttes du peuple brésilien. Non ! Tous les adhérents du parti doivent continuer à pouvoir s’exprimer dans le cadre d’une discussion véritable. Une discussion libre et fraternelle entre nous doit se poursuivre. C’est cela, le PT. C’est en cela qu’est sa force. En finir avec cela, c’est en finir avec le PT. Et nous ne pouvons accepter que cela se produise, de même que vous ne l’acceptez pas. Ensemble, groupons-nous, multiplions les signatures sur ce manifeste, réunissons-nous pour discuter de ces questions.

Nous ne partageons pas l’opinion selon laquelle « le PT, c’est du passé ». Non ! Les milliers et milliers qui ont construit le PT sont là. Les millions qui ont voté pour le PT avec un mandat clair de changement sont là, prouvant la force sociale de notre parti. La même force qui est présente dans les marches, les occupations dans les campagnes et dans les villes, les mobilisations des travailleurs et de la jeunesse.

C’est cette force que nous devons nous réapproprier.

Signez et faites signer !

Pour tout contact : resgatept@uol.com.br

Le texte du manifeste

« Aux militants et adhérents du PT.

Camarades,

Les signataires de ce manifeste sont des militants appartenant à différentes sensibilités et différents courants du PT. Nous considérons qu’il est temps de lancer ce manifeste d’alarme et de se regrouper pour se réapproprier le PT aujourd’hui menacé.

Sept mois après la formation du nouveau gouvernement, le pays, notre parti, entrent dans une crise profonde.

53 millions de travailleurs, de sans-terres, de sans-abri, d’hommes et de femmes ont voté le 27 octobre pour le candidat du PT.

Assurément, ils n’ont pas voté pour ne pas faire la réforme agraire. Ils n’ont pas voté pour entendre le gouvernement, par la voix du ministre du Développement agraire, dire sept mois après qu’il n’y a pas d’argent pour installer les 60 000 familles promises, quand le MST demande d’installer 120 000 familles. Ils ont encore moins voté pour entendre le ministre de l’Agriculture, Rodrigues, défendre l’armement des arrogants propriétaires terriens, qui, avec leurs milices, multiplient les assassinats dans les campagnes.

Assurément, ils n’ont pas voté pour une réforme des retraites qui poursuit l’œuvre commencée par FHC, réduisant les droits et ouvrant la voie à la privatisation des retraites avec les fonds de pension.

Assurément, ils n’ont pas voté pour qu’entre janvier et juillet de cette année, 74,3 milliards de réals — 60 % de plus qu’à la même période en 2002 — soient détournés des logements populaires, de l’éducation, de la santé et de la réforme agraire, pour payer les intérêts de la dette. Pas plus qu’ils n’ont

voté pour que soit renouvelé avec le FMI l’accord arrivant à échéance fin septembre.

Assurément, ils n’ont pas voté pour que Meirelles, de la Banque centrale, poursuive la politique suicidaire de hausse des taux d’intérêt et un régime de change qui entraîne une vague sans précédent de licenciements (près de 600 000 postes de travail supprimés), de mesures de chômage partiel, de réduction du temps de travail (lay-off, autres formes), ce qui s’ajoute à une chute de 14 % des revenus des salariés. Et, pendant ce temps, le gouvernement accorde des “facilités”, au travers de la réduction du IPI (*impôt sur les sociétés — NDT*), aux multinationales de l’industrie de l’automobile qui licencient, ce qui va diminuer encore plus les crédits des services publics, dont la qualité de droits sociaux se trouve diminuée par la politique dite de “focalisation”. Les 53 millions n’ont pas voté pour que la récession étrangle les municipalités.

Assurément aussi, ils n’ont pas voté pour signer un communiqué avec Bush d’engagement sur l’ALCA pour janvier 2005.

Certainement pas !

Les 53 millions ont voté pour la réforme agraire, pour le droit à une habitation pour les millions de sans-abri, pour l’emploi, pour la défense des droits sociaux et des droits du travail, contre l’ALCA et pour la construction d’une nation souveraine.

Auraient-ils eu tort de voter pour le PT pour battre le candidat de F. H. Cardoso ? Auraient-ils eu tort de faire confiance au PT pour appliquer une autre politique ? Nous savons que les 53 millions ne se sont pas trompés en votant ainsi.

Le PT devrait-il donc tourner le dos à ces 53 millions ? Le PT devrait-il abandonner les objectifs

pour lesquels nous l'avons construit ? Les 53 millions savaient qu'ils votaient pour le parti que nous avons construit dans la lutte pour la réforme agraire, pour la défense des droits ouvriers, de l'emploi et de la nation.

Pourquoi le PT devrait-il chercher un soutien auprès des politiciens corrompus et vénaux de la droite ? Nous savons ce que ces gens ont fait : ils ont privatisé, pillé la nation pour payer la dette, détournant des milliards vers l'étranger, et ils ont privatisé la terre. Ils ont les mains pleines du sang de milliers de paysans, travailleurs, jeunes et militants.

Notre parti devrait-il alors rompre avec sa base sociale, les travailleurs, les sans-terres, les jeunes et les sans-abri ? Devrait-il rompre avec les fonctionnaires en grève avec la CUT contre la PEC 40 (projet de réforme des retraites — NDT) ? Et devrait-il le réprimer ?

Notre parti devrait-il s'engager sur le chemin désagrégateur des expulsions — comme c'est le cas avec les parlementaires — et de la scission ?

Certainement pas !

Nous, militants du PT, de différentes trajectoires ou courants du PT, qui, avec l'ensemble des adhérents et militants du PT, avons fondé ce parti, l'avons construit et l'avons mené à la victoire, nous voulons que le PT demeure comme PT, tel qu'il a été fondé et construit.

Nous ne voulons ni scission ni expulsions. Nous ne voulons pas vivre avec une épée au-dessus de la tête, jusqu'à ce que la liberté d'expression et de débat n'existe plus dans le parti.

Nous ne voulons pas une fausse alternative : abaisser nos drapeaux ou quitter le parti. D'autant que *"le parti est le parti et le gouvernement est le gouvernement"*.

Nous devons tous continuer à avoir le droit de nous exprimer, le PT doit continuer d'être un parti où se respecte la démocratie. Un parti dont la vie démocratique s'organise dans les sections et les directoires. Un parti fondé comme *"parti sans patrons"* et dont le manifeste de fondation explique : *"Le PT prétend arriver au pouvoir et à la direction de l'Etat pour réaliser une politique démocratique, du point de vue des travailleurs, tant au plan économique que social"* (Manifeste de fondation du PT, collège Sion, février 1980).

L'heure est venue de se réapproprier notre parti sur cette base.

Nous, qui lançons ce manifeste, nous adressons à tous les adhérents du PT, quelle que soit leur sensibilité ou leur courant : réunissons-nous dans un large mouvement pour nous réapproprier le PT.

São Paulo, le 11 août 2003

Signataires

SÃO PAULO : Plínio de Arruda Sampaio Júnior — économiste ; Tereza Lajolo — PT, Ó ; Waldemar Rossi — PT ; Gilberto Maringoni — PT ; Markus Sokol — direction nationale PT ; Mellão Monteiro — ex-conseiller municipal PT S. Bernardo do Campo, com. usine Volkswagen ; Jorge Luiz Martins (Jorginho) — exécutive nationale CUT ; Julio Turra — exécutive nationale CUT ; Lucia Poiares — conseillère mun. PT Serrana ; Professora Mazié — conseillère mun. PT Osasco ; Rubens Carsoni Alves — conseiller mun. Giannazi ; Misa Boito — exécutive PT Etat ; José Marcos de Souza — exécutive FITERT ; Paula Capriglione — exécutive FITERT ; Edson Amaral — directeur syndicat RTV ; Miraci Mendes Silva Astim — directrice FENASPS/CNTSS ; José Rubens Decares (Rubão) — directeur SINSPREV-SP ; Maria José Cerqueira — directrice FENASPS, PT Araçoiaba da Serra ; Hamilton Donizete Chiarelo — dir. mun. Franca ; Brasil Salomão — fondateur PT Ribeirão Preto ; Marta Cristina Rodrigues Silva — direc. mun. PT Ribeirão Preto ; Antônio Pádua Bárbara — exécutive PT Franca ; Nelson Breanza — PT santé ; Rosa Eleutério — exécutive PT Osasco ; João Domingo Sampaio — CR Apeoesp Osasco ; Arthur Monteiro Júnior, avocat, membre dir. mun. PT-Bauru ; Fabrício Carlos Genaro, membre dir. mun. PT-Bauru ; Cezarino Barbosa, cheminot, membre dir. mun. PT Araçatuba ; Paulo Gabeira — dir. zone PT Vila Maria ; Eliane Furtado — dir. zone santé - SP (Sinsprev-SP) ; Osmar Prestes Ruivo — dir. mun. Itapetininga ; Laércio B. dos Reis — dir. zone Campo Limpo, dir. SINASEMPU ; Maria Estela Cabral — PT Guarulhos ; Williams Geminião — PT Ermelino Matarazó ; Cícero Petrica — PT Guaiunazes ; Paulo Iamaçaki — exécutive Contee, PT S. Bernardo C. ; Walter Tavares Jr. — dir. mun. PT Sta Cruz do Rio Pardo (Sind. Banque Bauru) ; Ademair Alexio Camilo — Sindaúde (Bauru) ; Leandro Freire — AGE Univ. S.P. ; Mônica Vilaca — Exeutive de Curso Senecs ; Pedro Ekman — Jeunesse PT-SP — **RIO GRANDE DO SUL** : Jorge Buchabqui — PT RS, avocat travail ; Luiz Pilla Vares — ex-président PT Porto Alegre ; Laércio Damasceno Barbosa — dir. nat. PT ; Marizac Mansilha de Melo — SINDSERF-RS, CONDSEF ; Tania Maria Giordani — Caxias do Sul ; Larry Medeiros de Almeida — dél. synd., Porto Alegre ; Miguel Chagas Newmann — dir. PT Camaquã ; Maiquel Oliveira — exécutive PT Camaquã ; Lucio dos Santos Ferraz — exécutive PT Camaquã ; Ney Ferreira Panys — coordinateur noyau âgés, Porto Alegre — **MINAS GERAIS** ; Leticia da Penha — cons. mun. Contagem ; Alexander Lara — dir. Etat PT ; Abraão Nunes da Silva — dir. Etat PT (Articulação Esquerda) ; Rogério Expedito — exécutive CUT-MG, Sinsdep-CONDSEF ; Sebastião Elias Silveira — excé. PT Uberlândia (Art. Esquerda) ; Nadir Carvalho — dir. mun. PT Belo Horizonte ; Lucia Campos da Silva Ferreira — dir. mun. PT Uberlândia (Art. Esquerda) ; Baptista Gariglio Filho — synd. métro Belo Horizonte ; Raimundo Bartolomeo Gonçalves Franca — synd. métro Belo Horizonte ; Lucilia Viana Teixeira — prés. assoc. habitants de Chácara Panoramia ; Maria Hilária de Souza — dir. mun. PT Conselheiro Lafaiete ; Hilário Milagre — dir. mun. PT Conselheiro Lafaiete ; Carlos Antônio Vitoretto — dir. mun. PT Carandá ; Victória de Fátima Melo Pereira (Vic) — Coord. Sintro Juiz de Fora ; Flavio Bitarello — dir. CONTEE ; Roberto Jorge Abou Kalan — dir. Sintro Minas Gerais ; Luiz Henrique de Macedo — Sinsdep, dir. mun. Poços de Caldas ; Paulo Gomes — prés. ADUFU-SS, Uberlândia ; Valdenice dos Santos (Deise) — Mouv, femmes trav. Uberlândia ; Amarillo Zebra, cheminot, dir. mun. PT Conselheiro Lafaiete ; Paulo Vitor M. Carrão — professeur UFJF — **PARANÁ** : João Luiz Stefanik — dir. Etat ; Milena Martinez — ANDE, synd. national ; Romeu Gomes de Miranda — fondateur PT, ex-présidente APP ; Anísio Homem — dir. Etat ; Jaime Tadeu da Silva — dir. mun. Curitiba ; Cleiton Damasceno — Cons. munic. PT Sarandi ; Luiz Carlos Paixão da Rocha — secr. gen. APP ; Rogério Calazans — dir. mun. Maringá ; Jazomar Vieira da Rocha — ex-prés. Sindocfeet ; Edison Luiz de Paula Taques — dir. z. Matrix, Curitiba ; Sérgio Luiz Gadiní — professeur UEPG ; Geraldo da Luz Meira — Assoc. habitants Sarandi ; Milena Pessoa — directrice CA infirmiers UPPR ; Dulcineia Cruz de Souza — Sinsdprevs ; **SANTA CATARINA** : Belini Meurer — premier suppléant sénateur ; Serge Goulart — DR, suppléant dir. nationale ; Antonio Luis Battisti — cons. mun. São José ; Maria Lucia Haighert — coord. gén. Sintrajusc ; Jerônimo Miranda Neto — FNTIST-CUT, dir. mun. PT Tubarão ; Ailton Laureano Teixeira — noyau nord ile Florianópolis ; Marival Coan — dir. SINASEFE — **BRASILIA** : Luiz Henrique — exécutive CUT-DF ; Pedro de Alcantara Costa — Directeur Sinsdep-DF ; Vanessa Maria F Campanella — exécutive PT Guará ; Jurdellino S. dos Reis — dir. Sinsdep-DF ; Valda C. de Souza — dir. Sinsdep-DF ; Jaime Machado do Nascimento — dir. Sinsdep-DF ; Ricardo Jácome — secr. gén. Sinsdep-DF ; Oton Neves — PT Cruzeiro ; Maria America Bonfim — exécutive zone PT Sobradinho — **RIO DE JANEIRO** : Eric Schunk — dir. mun. PT Campos ; Marco Tulio Paolino — coord. gén. SEPE ; Sergio Pinto Soares — dir. synd. prod. laitiers ; Amanda Dias Rangel — dir. mun. PT Campos ; Marcos Serafim — PT Maré ; René Rodrigues — PT Macacé ; **PERNAMBUCO** : João Freitas — prés. PT Jaboatão ; José Francisco da Silva — coord. MTST, PT Cabo ; Miriam Reis dos Santos — dir. mun. PT Jaboatão, SINTEPE ; Antônio Muniz da Silva — coord. mou. handicapés ; Heitor Scalabrini — prés. ADUFEPE-SS ; Henrique Alves do Monte — dir. FEMECS, PT Recife ; Maria Sueli Farias — dir. mun. PT/Bom Jardim, Sintro PE ; Luiz Cláudio (Lula) — FNTIST-CUT ; Aurea Augusta da Mata — secr. gén. DCE UPE ; Alexandro Cosme Dias — dir. DCE UPE ; Luana Poroca — dir. DCE — UFPE — **BAHIA** : Cely Taffarel — secr. gén. ANDES-SN ; Paulino Moura — FNTIST-CUT ; Arnaldo Antônio Fernandez — FNTIST-CUT ; Manoel Santos Conceição — dir. mun. PT São Félix ; — **PARAIBA** : Liliane de Oliveira — dir. Etat PT ; Roosevelt Ananias de Lucena — dir. Sintro ; José Cordeiro de Oliveira — dir. Sintro ; Mário César Araújo — dir. Sintro — suppléant DR ; Gilberto Paulino — dir. Sintro ; José Aluisio Bezerra Araújo — dir. Sintro ; Francisco Antônio Medeiros Leal — dir. Sintro — **ALAGOAS** : Maria Madalena da Silva — exécutive Etat PT ; José Carlos Fernandes Neto — dir. SINDPOL ; Lauro Jorge Alves Cavalcanti — dir. SINDJUS — **SERGIPE** : Ruy Belém de Araújo — dir. ANDES — **SN CEARÁ** : Francisco Martins de Sousa — premier secr. Sinuece-SS ; Lena Lucia Spindola — prés. Sinuece ; Gledson Ribeiro — Trésor. Sinuece ; Francisca Maria — comité de grève fonctionnaires UFC ; Vitorio Alfieri — comité de grève fonctionnaires UFC ; José Roberto Bezerra — dir. Sintro ; Leda Vasconcelos Carvalho — prof. univ. ; Francisco C. de Souza Parente — synd. métaux ; Sigeda Torres de Araújo — FENASPS ; Vera Lucia Peres — FENASPS — **MATO GROSSO** : Geremias dos Santos — vice-prés. CUT-MT ; Juscelino Barcelos — synd. poste, PT Cuiabá ; Sirio Schwaborn Jr — conseiller parlementaire ; Luis Carlos Galetti — prés. ADUFMAT-SS — **PARÁ** : Tatiane Cardoso Sampaio — mouv. étudiant ; Bento F. Silva — dir. Sinsdef.

L'Allemagne à un tournant

Par Werner Uhde

Quelles questions les développements rapides et brutaux de la situation politique en Allemagne, concentrée aujourd'hui dans la crise de l'IG-Metall, posent-ils ? Dans quelle direction chercher l'issue à laquelle aspirent des millions d'hommes et de femmes, et dont la réponse prendra — n'en doutons pas — une importance décisive pour tout le mouvement ouvrier en Europe ?

C'est la première fois, depuis 1945, que ces questions qui assaillent aujourd'hui travailleurs, militants et cadres ouvriers prennent une telle ampleur. La classe ouvrière est confrontée à une remise en cause directe, non seulement de tous ses acquis, de ses organisations, mais de toutes les relations sociales établies après la guerre.

De la solution qui sera apportée à ces questions dépend la résolution réelle et complète de la situation ouverte par le soulèvement des travailleurs de l'Est en 1989. Celui-ci a contraint à l'unification, mais n'a pas réalisé, à ce jour, l'unité sociale de l'Allemagne. Cette situation contradictoire menace de destruction, à partir de l'Est, tous les acquis de la classe ouvrière de

toute l'Allemagne, elle menace de dislocation l'ensemble du pays.

Cet article n'a pas la prétention de traiter le problème sous tous ses aspects — comme il conviendrait de le faire —, mais de formuler sous la pression de l'urgence quelques premières réponses, qu'il soumet à la discussion.

UN BRAS DE FER DE SIX MOIS : CHRONOLOGIE

Avant d'en venir au séisme qui secoue la principale fédération syndicale du pays, l'IG-Metall (2,6 millions d'adhérents), et aux conséquences énormes que le dénouement de la crise aura pour tout le mouvement ouvrier, tous les syndicats, le DGB, les commissions ouvrières du SPD et le SPD dans son ensemble, rétablissons une rapide chronologie des faits de ces six derniers mois. Elle révèle un gigantesque bras de fer, qui atteste avant toute chose de la puissance et de l'acharnement de la résistance de la classe ouvrière, qui constitue le moteur de tous les développements actuels.

15 mars : Schröder rend public son Agenda 2010

Six mois après avoir été élu contre Stoiber et la CDU-CSU par la majorité de la classe ouvrière pour défendre ses acquis, après les grandes manifestations contre la guerre, Schröder rend public son Agenda 2010, qui attaque sur tous les fronts les bases de l'Etat social, les fondements de toutes les conquêtes arrachées par des décennies de combats ouvriers.

Le jour même, la commission ouvrière du SPD met en garde le gouvernement

Le président de l'AfA (les commissions ouvrières du SPD) déclarait : *“Les travailleurs sociaux-démocrates refusent expressément les restrictions annoncées sur la protection contre les licenciements, ainsi que les réductions des allocations de chômage. Cela vaut également pour l'initiative législative qui imposerait des clauses d'ouverture dans les conventions collectives (...). L'AfA met en garde le gouvernement contre la tentative de sacrifier des droits ouvriers obtenus au cours de décennies de combats.”*

L'ex-président du SPD, Oskar Lafontaine, dénonce — avec des responsables syndicaux — la politique de l'Agenda, qui est opposée à la volonté de la base du SPD, ainsi qu'à celle ses électeurs.

Il souligne qu'il y a de *“multiples ruptures avec le mandat des électeurs”*. Il met également en garde contre la menace qui pèse sur l'existence du SPD, qui, justement, fête ses 140 années d'existence. Il plaide pour *“un retour aux instruments traditionnels d'une politique social-démocrate moderne”*, provoquant une réaction brutale de Schröder, qui s'oppose en personne à ce que l'ex-président du parti assiste aux fêtes du 140^e anniversaire du SPD.

Sur la même ligne, l'IG-Metall caractérise l'Agenda comme *“la pire destruction sociale de l'histoire de l'Allemagne depuis 1945”*. *“L'IG-Metall refuse les plans du gouvernement rouge-vert. Ils sont injustes et antisociaux. La suppression de prestations sociales et le démantèlement de droits ouvriers ne créent aucun emploi”* (Metall Aktuell, avril 2003). L'IG-Metall critique la politique de

Schröder en premier lieu, en tant que rupture du mandat donné par de larges couches de travailleurs et comme contraire à l'intérêt des travailleurs : *“Les mesures de l'Agenda allègent les charges du patronat et mettent tout le fardeau sur les travailleurs”*, *“Le cours suivi par Schröder n'a plus rien à voir avec une politique social-démocrate”* (Metall Aktuell, avril 2003).

Le DGB condamne l'Agenda comme un programme de *“démontage social”* et rejette le cynisme qui consiste à prétendre qu'il s'agit d'un programme de réformes.

11 avril : “Nous sommes le parti”

Douze députés et responsables du SPD, autour du président de l'AfA et membre du présidium du SPD, Ottmar Schreiner, et du président du syndicat du bâtiment (IG-Bau), Klaus Wiesehügel, prennent l'initiative d'un appel, *“Nous sommes le parti”*, et engageant, selon une procédure prévue dans les statuts du SPD, un référendum parmi les adhérents du parti. C'était un procédé unique dans l'histoire du parti, qui, en cas d'une véritable mobilisation au sein de celui-ci, était propre à stopper la mise en place de l'Agenda.

13 avril : course de vitesse

Pris de panique, Schröder appelle au congrès extraordinaire qu'il avait jusque-là strictement refusé, cela pour prendre de vitesse la résistance. L'appareil du parti organise une campagne d'une brutalité sans exemple pour réprimer le référendum, et avec lui tous ceux qui le soutiennent.

Fin avril : la colère se manifeste partout

La colère se manifeste dans les syndicats, dans les entreprises, les motions affluent... C'est un véritable vent de révolte contre l'Agenda 2010.

1^{er} Mai : un million de travailleurs manifestent contre l'Agenda 2010

Un million dans les meetings appelés par le DGB pour clamer l'exigence de rupture avec cette politique. Bien que récusé par des dizaines de motions de syndicats, Schröder monte à la tribune du

meeting de Francfort. Il est hué par la foule. Pris à partie par le président du DGB, Sommer, qui lui demande de procéder à de profondes modifications de l'Agenda 2010, Schröder ne bouge pas d'un pouce et affronte avec arrogance les sifflets de la masse des travailleurs.

6 mai : rupture des syndicats avec Schröder

La réunion au sommet prévue entre Schröder et les dirigeants du DGB est annulée, sous la pression directe des directions de l'IG-Metall et de Ver.di, qui convainquent Sommer, président du DGB, de ne pas participer à une réunion où Schröder ne laisse aucune place à la négociation.

17 et 24 mai : "tactique de riposte éclatée"

Alors que l'aspiration à un mouvement d'ensemble s'est exprimée dans tous les meetings du 1^{er} Mai, renforcée par la rupture des directions syndicales avec Schröder, les directions de l'IG-Metall, de Ver.di et du DGB décident, à la stupéfaction générale, "d'éclater la riposte". Ils organisent des manifestations régionales réparties sur les deux week-ends des 17 et 24 mai.

Résultat : 100 000 participants seulement. Réaction de colère, qui s'exprime dans des lettres de lecteurs adressées au bulletin d'information de l'IG-Metall, témoignant de la volonté des travailleurs :

"Ici, dans la Ruhr, les travailleurs en ont assez. A quoi bon tout ce démantèlement social ? Cela ne créera aucun emploi. Nous allons nous mobiliser contre cela — d'abord dans l'entreprise, puis dans la région. Si cela ne tenait qu'à moi, on peut aller tout de suite à Berlin !" (Klaus Pachulski, conseil d'entreprise, Thyssen Krupp, Bochum).

"Les gens sont énervés. Beaucoup de collègues craignent d'être concernés bientôt eux-mêmes par les réductions programmées, puisqu'on réduit le personnel en ce moment chez nous."

La peur est grande. Beaucoup se demandent : pourquoi est-ce justement le SPD qui fait cela ? L'écho à la campagne de signatures est bon, mais il faut qu'il y

ait davantage. On doit aller dans la rue !" (Hermann Hess, vice-président du conseil d'entreprise, MAN Roland, Offenbach).

"Nos députés SPD ont déjà assisté à l'assemblée des délégués. Les critiques qui y ont été faites, ils les ont emmenées à Berlin. Si rien ne s'ensuit au congrès extraordinaire du parti, nous irons à Berlin" (Wolfgang Rückert, président du conseil d'entreprise, Bosch-Siemens, Traunreuth).

"Les personnels attendent de la part de l'IG-Metall une résistance d'une ampleur jamais vue depuis l'après-guerre. Nous avons besoin de la marche sur Berlin ! Si nous n'arrivons pas à faire que le gouvernement pense autrement, il y aura beaucoup de départs de l'IG-Metall. Les collègues seraient déçus" (Erich Dammbacher, président du conseil d'entreprise, Universal, Aalen/Württ) (*IGM-direkt*, août 2003).

22 mai : réunion secrète

Schröder et son ministre de l'Economie, Clement, intensifient avec brutalité leur pression sur les organisations ouvrières. La presse révèle que le président du DGB, Sommer, a secrètement déjeuné avec Schröder.

26 mai : "pause"

A quelques jours du congrès extraordinaire du SPD, le DGB annonce une pause estivale jusqu'à l'automne... Il qualifie de "faute" la rupture des discussions avec le gouvernement Schröder qui a eu lieu le 6 mai. Il justifie l'arrêt des actions contre l'Agenda, au nom de "légères corrections obtenues".

30 mai : réponse des métallos de l'est de l'Allemagne : grève !

Dans une conférence de presse au siège de l'IG-Metall à Berlin, Düvel, responsable du syndicat de la métallurgie pour l'Est (Berlin, la Saxe et le Brandebourg), annonce le résultat de la consultation des ouvriers : ils se sont prononcés pour la grève pour l'égalisation du temps de travail entre la métallurgie de l'Est et de l'Ouest. Düvel et son syndicat refusent de se plier au diktat de Schröder, qui lui en-

joint de renoncer. La grève commencera le 2 juin au matin.

1^{er} juin : congrès extraordinaire du SPD

C'est le point culminant de la campagne orchestrée par Schröder, qui a agité la menace de sa démission : *"Moi ou le chaos !"* Un congrès de délégués non élus (reconduction des délégués du précédent congrès, sans mandat). Un congrès désabusé, où tout est joué d'avance. Un congrès conduit à la hussarde (six heures !), où l'Agenda 2010 est plébiscité par un vote à main levée... Pas un mot sur la grève des métallos de l'Est, qui commence le lendemain. Un seul moment où le congrès s'est animé : l'ovation venue des tribunes du public pour saluer le violent réquisitoire contre l'Agenda 2010 prononcé par Schreiner, président de la commission ouvrière nationale du SPD.

2 juin : la grève est effective dans les usines de Saxe

Elle s'étend ensuite aux Länder de Berlin et de Brandebourg, avec le soutien appuyé de Peters, vice-président de l'IG-Metall, successeur de Zwickel, officiellement proposé en avril par les instances dirigeantes du syndicat.

13 juin : Klaus Zwickel se plaint

Dans un forum de l'IG-Metall, le 13 juin, Zwickel se plaint de *"l'échec des actions de protestation contre les plans de réforme"*. Il met en cause la responsabilité des travailleurs et des membres du syndicat : *"La très grande majorité des membres n'a pas participé aux protestations contre l'Agenda 2010. Gerhard Schröder, en revanche, a imposé clairement ses plans au congrès extraordinaire du SPD."*

Le même Klaus Zwickel, qui, hier encore, au nom de l'IG-Metall, condamnait l'Agenda comme étant *"dirigé contre les intérêts des travailleurs"*, comme le *"plus grand démantèlement social depuis 1945"*, déclare aujourd'hui que les mêmes *"travailleurs seraient majoritairement pour des parties entières des plans de réforme de l'Agenda"*. Il pense même devoir mettre en garde l'IG-Metall. *"Nous*

devons faire extrêmement attention à ne pas laisser les membres derrière nous. Sinon, nous nous trouverons devant le portail de l'usine et les membres derrière."

15 juin : les initiateurs du référendum dans le SPD jettent l'éponge

Les douze députés initiateurs de l'appel *"Nous sommes le parti"* et du référendum engagé contre la politique de Schröder auprès des adhérents du SPD se réunissent en conférence à Francfort. Expriment le désarroi provoqué parmi les cadres sociaux-démocrates par le congrès, ainsi que la pression encore accentuée de Schröder et de son équipe, ils proposent, en dépit de la volonté exprimée par la majorité des 250 présents, d'arrêter l'initiative, qui avait recueilli 27 000 signatures, et de se concentrer dès lors sur la préparation d'une motion pour le congrès régulier du SPD, qui se tiendra en... novembre 2003.

27 juin : les dirigeants syndicaux renouent avec Schröder

Réunion du gouvernement Schröder avec les syndicats du DGB. Les responsables ne demandent plus le retrait de l'Agenda 2010, mais à *"l'accompagner en le façonnant"*.

28 juin : coup de théâtre, Zwickel annonce l'interruption de la grève

Douze mille métallos des Länder de l'Est poursuivent leur grève, appuyés et soutenus par leurs collègues des autres Länder. Zwickel, le président de l'IG-Metall, annonce l'interruption de la grève, après un entretien avec le président de l'association patronale de la métallurgie, sans mandat et avant toute décision des instances. Le 29 juin, Zwickel impose au directoire de l'IG-Metall, à l'issue d'une séance houleuse, l'appel à la reprise du travail. Colère et désarroi chez les métallos. Il donne le coup d'envoi à une incroyable campagne contre le syndicalisme *"traditionaliste"*. Il mêle sa voix à la campagne de presse du patronat et du gouvernement Schröder contre Peters. Il exige la démission de ce dernier, qu'il accuse de porter la responsabilité de l'échec de la grève.

8 juillet : Zwickel demande la démission de Peters

Réunion de la direction de l'IG-Metall, Zwickel revient à l'attaque. Peters refuse de démissionner et réaffirme sa candidature à la succession de Zwickel. La réunion dure dix heures. Les 40 participants se séparent sans conclusion. Le directoire décide d'avancer d'un mois le congrès, qu'il fixe aux 30 et 31 août. A la conférence de presse qui clôt la réunion, Zwickel et Peters campent chacun sur leurs positions.

21 juillet : Zwickel annonce sa démission

Le 23 juillet, le directoire décide que Peters assure la présidence de l'IG-Metall et lui adjoint comme vice-président, Huber, le "réformateur", allié de Zwickel.

« DES RÉALITÉS AUXQUELLES IL N'EST PAS POSSIBLE D'ÉCHAPPER »

"Des réalités auxquelles il n'est pas possible d'échapper" : c'est en ces termes que Schröder a formulé son diktat pour soumettre le SPD, son congrès et les directions syndicales.

Ces "réalités", ce sont bien évidemment les exigences du capital financier international en crise, les exigences de la mondialisation, les exigences d'un système économique et social reposant sur la propriété privée des moyens de production, qui, pour sa survie, entraîne tous les gouvernements dans une marche à la barbarie.

Le chancelier menace et martèle : "A terme, l'Allemagne n'est économiquement pas viable sans des coupes sévères dans l'assurance chômage, l'assurance maladie, les retraites et la protection contre les licenciements." Ces coupes sévères sont programmées dans l'Agenda 2010 et elles sont applicables à tout l'enseignement public, l'enseignement supérieur, au service public, à l'infrastructure publique, aux conventions collectives, au droit de négociation, à l'indépendance syndicale et au combat pour l'unité sociale.

Pour Schröder, il ne s'agit naturellement pas de la survie de l'Allemagne des

conquêtes sociales et démocratiques conquises par les travailleurs.

Celles-ci, au contraire, doivent être sacrifiées pour la survie du système capitaliste secoué par la crise. Il agit au compte de ce qui lui paraît pouvoir être sauvé du capital allemand, dans les conditions de désintégration du système capitaliste et de la guerre que l'impérialisme américain livre à l'Europe, en particulier à l'impérialisme allemand et à son appareil de production.

Du sein même de son parti, des syndicalistes et des sociaux-démocrates n'ont cessé de mettre en garde Schröder : l'Agenda 2010 ne produira aucun emploi et ne peut en aucun cas favoriser la croissance économique. Jusqu'au DIW — l'institut économique allemand — qui parle de cent mille emplois menacés par la diminution du pouvoir d'achat.

Mais Schröder n'en a cure. Il accuse tous ceux qui s'opposent à lui de menacer de faire tomber le gouvernement, faisant ainsi le jeu de Stoiber. Et il trouve ici un soutien inattendu.

Ainsi, la *Sozialistische Zeitung* (SoZ) accuse les syndicats de refuser la lutte contre l'agenda de Schröder "sous prétexte que le maintien du gouvernement serait ce qui compte avant tout pour eux". De manière provocatrice, SoZ poursuit : "Le plus important, c'est la défense de nos droits et intérêts. Il se peut qu'alors le gouvernement SPD tombe. Alors, il sera grand temps pour une alternative socialiste digne de ce nom" (1).

Ces gens-là disaient en septembre 2002 qu'ils voyaient dans la conquête, par les millions d'électeurs ouvriers, d'une majorité gouvernementale SPD une défaite pour le PDS et "toute la gauche". Ils pensent avec Schröder que sa victoire est celle de sa politique. Et ils osent

(1) SoZ, n° 5, mai 2003. Le comité de rédaction est constitué de membres des deux organisations reconnues comme sections du SU en Allemagne. Il s'agit de BRS, qui n'est pas entrée dans le PDS, et de ISL, autour de Wolf, majoritaire, qui s'essaie en tant qu'"opposition de gauche dans le PDS". Ils soutiennent les Forums sociaux allemand et européen. Ils ont annoncé en mai une vigoureuse lutte contre la politique du gouvernement Schröder à l'automne, rejoignant Sommer, président du DGB, qui, le 1^{er} juin, avait reporté à l'automne le combat contre l'Agenda.

déclarer que la “réalité”, c’est que les masses ont avec le gouvernement Schröder et l’Agenda 2010 le gouvernement qu’elles méritent. *“Ce qui compte avant tout, c’est la défense des droits et intérêts de la classe ouvrière...”* En effet, mais n’est-ce pas exactement pour cela que la majorité des travailleurs a lutté pour la majorité gouvernementale SPD et donné mandat au gouvernement ? Ce n’est donc pas la lutte pour la défense de ces droits, acquis et intérêts qui met en danger la majorité gouvernementale SPD, tout au contraire. Celle-ci est uniquement mise en danger par la rupture de Schröder avec le mandat des électeurs.

C’est aussi pourquoi la lutte contre l’Agenda 2010 et contre l’ensemble du cours de Schröder est si importante. Contrairement à ce que pense SoZ, il ne peut être nullement indifférent à la classe ouvrière que Schröder utilise la position gouvernementale obtenue par ses luttes à elle pour une politique antisociale contre les travailleurs et les syndicats, et, ce faisant, fraye le chemin des Merz, Merkel et Stoiber vers le pouvoir.

Quant à “l’alternative socialiste”, cette maigre consolation, les travailleurs s’en passeront.

Au centre de ce que Schröder appelle *“les réalités inéluctables”*, il y a l’inexorable destruction de la production industrielle, dont l’impérialisme allemand tirait sa force. Le gouvernement Schröder a encouragé le processus de destruction de l’appareil de production et le démantèlement du système de relations industrielles, en réformant la législation sur les marchés financiers, la politique fiscale, ainsi que par la mise en œuvre de la politique européenne de transformation structurelle.

Après la destruction de l’appareil de production à l’Est dans les années quatre-vingt-dix, le processus se poursuit maintenant à l’Ouest. C’est la source principale de la vague sans fin de suppressions d’emplois et la raison de l’augmentation du chômage, jusqu’au chiffre record depuis la réunification de 4,7 millions de chômeurs cette année.

Cette “réalité” est celle de la politique de l’Union européenne de déréglementation, de privatisation de tout ce qui est services ou infrastructures publics, toute

entière soumise aux exigences du capital financier dominé par les grands groupes américains.

Dans ses discours, lors des conférences régionales du SPD en avril-mai, Schröder a défendu son agenda comme la seule alternative au diktat que représente cette “réalité”.

“Dans une situation où la base économique change dramatiquement, le système politique ne peut pas rester inchangé.” Et *“quand la base économique d’une société se modifie aussi radicalement, on ne peut pas faire comme si cela n’avait pas d’influence sur le cadre social”*.

Schröder exige du SPD et des syndicats plus de *“sens de la réalité”*, et, partant, plus de compréhension quant à la nécessité de l’Agenda 2010, lequel ne fait que répondre aux besoins correspondant à cette “réalité”. Le problème central est que le travail en Allemagne est trop cher, et justement à cause du système de protection sociale.

Les “réalités” exigent donc une diminution radicale du “coût du travail” en général, de la valeur de la force de travail, y compris du salaire différé, qu’ils appellent volontiers “coût additionnel”, et qui alimente les systèmes de protection sociale.

C’est devant ce chantage que la direction du SPD s’est soumise, sans même cacher que l’Agenda 2010 représente une attaque tous azimuts contre le coût du travail, c’est-à-dire contre le droit du travail, les garanties légales et conventionnelles sur les conditions de vie et de travail pour toute la classe ouvrière.

**L’UNION EUROPÉENNE
ET LES INSTITUTIONS FINANCIÈRES
INTERNATIONALES ORDONNENT
DE S’EXÉCUTER SANS DÉLAI**

Avant même que cet agenda ne soit devenu un ensemble de lois et que ces lois ne soient applicables, le ministre des Finances, Eichel, l’a envoyé à la Commission européenne. Il devait servir à attester que le gouvernement Schröder est prêt à appliquer le diktat de l’Union européenne.

La procédure de sanctions de l'Union européenne contre l'Allemagne devait et pouvait être évitée.

Avec l'Agenda 2010 et avec les propositions des commissions Hartz et Rürup, le gouvernement Schröder se fait l'instrument du capital financier international et de ses exigences, telles qu'elles sont formulées par les institutions financières internationales et l'Union européenne.

Le commissaire européen Solbes a félicité le gouvernement allemand, qui remplit dans les temps les obligations imposées par le Conseil des ministres des Finances (*Han-delsblatt*, 22 mai 2003).

L'Allemagne a un besoin urgent de réformer son marché du travail et son système de protection sociale, l'Agenda 2010 doit être appliqué rapidement et intégralement. Solbes n'a pas omis d'ajouter que, "à (son) avis, d'autres réformes seront nécessaires".

A l'occasion de la visite aux Etats-Unis en mai du ministre de l'Economie, Clement, le gouvernement américain a insisté "pour que les réformes prévues soient mises en œuvre". Là non plus, on n'a pas omis d'ajouter que "les plans de M. Clement sont prometteurs, mais ils ne peuvent qu'être un début" (*Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 21 mai 2003).

Les représentants des grandes banques d'investissement ont lancé à cette occasion un avertissement, publié dans le *New York Times*, pour mettre en garde contre "le spectre de relations à la japonaise en Allemagne".

L'économiste en chef de la banque d'investissement Morgan Stanley, S. Roach, a insisté sur les "mesures urgentes contre un marché du travail figé et un Etat social trop généreux" et il a dénoncé comme étant "le plus grand problème, le caractère têtu du système politique allemand" (*Berliner Tagesspiegel*, 21 mai 2003).

Il visait ainsi le système de conquêtes sociales, qui donne aux syndicats leur place dans la société et auxquelles le SPD est lié, qui, selon Schröder, doit faire place à la "réalité qu'est le changement radical de la base économique de la société".

Les agences de conseil américaines menaçaient de réduire la crédibilité financière traditionnellement élevée de l'Alle-

magne, et les plus cotées d'entre elles, S & P et Moody, ont ordonné que "l'Agenda 2010 soit intégralement mis en œuvre avant la pause estivale" (*Berliner Zeitung*, 20 mai 2003).

Le programme de l'Union européenne et des institutions financières européennes requiert la mise en pratique complète et rapide de l'Agenda 2010 comme étape décisive ouvrant la voie à un processus de destruction totale. Et ce programme doit être mis en œuvre à tout prix, et quelle que soit la résistance.

Sur la base d'une destruction massive d'emplois productifs, l'Agenda 2010 organise — appuyé par les propositions des commissions Rürup et Hartz — la mise en pièces des relations sociales et du droit du travail. Ils sont devenus incompatibles avec la "réalité" et la "survie du capital", ils doivent leur être sacrifiés. C'est la guerre sociale, l'Allemagne doit être ramenée à des rapports dominés par le chômage de masse et la désindustrialisation.

Avec le démantèlement du système de protection sociale, de l'infrastructure publique et des relations de travail fixées par la législation et les conventions collectives nationales, de larges couches de la population sont menacées par la misère.

Pour en arriver là, il faut briser la colonne vertébrale du SPD et des syndicats. Ils doivent être réduits à être des accompagnateurs de cette politique. Les relations sociales, le droit du travail, des syndicats indépendants, des conditions de vie et de travail uniformes constituent des conquêtes de la classe ouvrière, conquêtes liées au cadre national et fondement de la démocratie et de l'unité nationale.

Il faut donc faire de l'Est de l'Allemagne le levier pour parvenir au démantèlement et à la déréglementation de toute l'Allemagne.

Ainsi, seraient détruites l'unité sociale et la démocratie, et, par voie de conséquence, l'unité nationale. Cela explique la campagne sans précédent menée par le capital, national et international, les médias, nationaux et internationaux, et le gouvernement Schröder contre la grève des métallos de l'Est de l'Alle-

magne pour l'égalisation de leur temps de travail sur les 35 heures conventionnelles de l'Ouest.

**OÙ MÈNE LA SOUMISSION
À CES « RÉALITÉS »
QU'INVOQUE SCHRÖDER ?**

Sommer, Zwickel..., dirigeants syndicaux sociaux-démocrates qui avaient tenu tête — avec le soutien et sous la pression de la base des syndicats — à Schröder et sa politique, résumée dans l'Agenda 2010, eux qui, le 6 mai, ont fait capoter la “rencontre” avec le chancelier parce qu'ils refusaient alors de cautionner cette politique, cédant à l'argument d'autorité, à ces “réalités auxquelles il n'est pas possible d'échapper”, justifient aujourd'hui “l'accompagnement façonnant”.

Contrairement à ce qu'ils peuvent dire, ils n'y gagneront aucun répit. Il n'y a pas en la matière de demi-mesures.

Le capital en décomposition exige la destruction des organisations ouvrières, de toutes les conventions collectives..., d'aller jusqu'au bout et immédiatement d'avoir la tête de ceux qui entravent ce cours, d'avoir la tête de Peters, pour détruire l'IG-Metall, Ver.di et l'ensemble du DGB.

Pourquoi Peters ? *Die Zeit*, daté du 10 juillet, répond à la question : “*Jurgen Peters n'était pas un mauvais responsable syndical — au siècle dernier. Maintenant, la demande a changé : il faut des responsables qui ne voient pas dans leur syndicat un appareil de combat pour instaurer l'égalité sociale, mais une organisation novatrice qui contribue à façonner le changement.*”

Les patrons savent que Peters est entendu par des centaines de milliers d'ouvriers lorsqu'il dit : “*Je considère ces notions de modernistes et de traditionalistes comme fausses. Je crois que tout syndicaliste est un traditionaliste, car ce que le mouvement syndical a arraché par son combat mérite d'être défendu. Nous ne marcherons pas pour vider les conventions collectives de leur contenu au profit d'accords entre partenaires au niveau de l'entreprise (...). Il faut que*

l'IG-Metall maintienne et renforce son droit à intervenir politiquement.”

**QUELLES LEÇONS TIRER
DU FILM DES ÉVÉNEMENTS
DANS L'IG-METALL ?**

La *Frankfurter Allgemeine Zeitung* ne peut retenir sa joie : “*L'échec historique d'un des syndicats les plus puissants d'Europe*” lui fait “à nouveau regarder avec espoir l'avenir économique de l'Allemagne”, par quoi il ne faut pas entendre le renforcement de la production et de la croissance économique, mais l'augmentation du profit par la diminution de la valeur de la force de travail.

Cet échec, continue le journal, “*marque la fin de la convention collective nationale de branche — pas seulement à l'Est. A l'Ouest aussi, la porosité des ces conventions va considérablement augmenter. L'Est l'a montré : la résistance vaut la peine — la résistance contre le... si dévastateur égalitarisme sur les salaires (...).*”

Et ce quotidien pense aussi connaître la raison de l'échec : “*Pour la première fois depuis un demi-siècle, l'IG-Metall baisse pavillon. Il capitule devant la fermeté des employeurs, devant l'unanimité de l'opinion publique et des milieux politiques et devant la résistance croissante dans ses propres rangs.*”

Ils rêvent de “la fin de la convention collective de branche”, mais la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* prend ses désirs pour la réalité. Les collègues à l'Est et l'ensemble de la classe ouvrière subissent sans aucun doute un dur revers dans la lutte pour l'alignement de l'Est sur l'Ouest et pour une seule convention collective unifiée s'appliquant obligatoirement à tous. Mais cette lutte n'est pas terminée. Parmi ceux qui ont causé cette défaite de la grève, le journal veut bien “reconnaître au chancelier sa part”, mais il souligne néanmoins la “résistance croissante dans les propres rangs” de l'IG-Metall.

Une discussion responsable ne peut être évitée, ni dans l'IG-Metall ni dans l'ensemble des organisations de la classe ouvrière, sur la défaite de la grève com-

me sur le mouvement de lutte contre l'Agenda 2010.

La décision en faveur de la grève de la métallurgie à l'Est a été prise, avec le responsable direct, le dirigeant de l'IG-Metall pour la région Berlin-Brandebourg-Saxe, Hasso Düvel, et avec le vice-président de l'IG-Metall, responsable pour la politique revendicative, Jürgen Peters, ainsi que par l'ensemble du bureau de l'IG-Metall, sur la base du mandat donné par la commission chargée des conventions collectives.

C'était la réponse aux entrepreneurs qui avaient rompu l'accord sur les négociations avec l'IG-Metall pour l'alignement sur la semaine de 35 heures à l'Ouest. Treize ans après l'unification, les travailleurs de l'Est voulaient enfin rompre avec la politique consistant à les réduire à des travailleurs de seconde classe, avec la tendance à faire *“de l'unité allemande une piste d'atterrissage pour le capitalisme sauvage”*, selon la formule de Peters.

En arrachant la convention collective unifiée sur la semaine de 35 heures pour tous, on allait pouvoir éliminer les *“anomalies”* au niveau des entreprises, les clauses dérogatoires, les différenciations et flexibilisations de toutes sortes, qui minent de l'intérieur la convention collective nationale. Pour le capital, c'est l'inverse qui est à l'ordre du jour. Il veut par principe empêcher l'alignement et l'unification de la réduction collective de la durée du travail dans toute l'Allemagne.

L'ENJEU EST CLAIR...

Pour l'association patronale de la métallurgie, les réductions de la durée du travail doivent être manipulables uniquement en fonction des capacités et de la concurrence économiques, par région et par entreprise, ou même par groupes d'ouvriers dans une entreprise. C'est la condamnation du principe même des conventions collectives, du droit des syndicats à l'existence.

Les associations patronales veulent empêcher tout *“renchérissement du coût du travail”*. Elles veulent casser la convention collective nationale de branche,

maintenir et multiplier à l'Est les salaires inférieurs à la convention collective et hors convention collective. Ils veulent — particulièrement sous la pression de l'élargissement de l'Union européenne à l'Est — en faire un levier pour saper aussi à l'Ouest les rapports de travail réguliers garantis par la loi et par les conventions collectives, pour détruire les conventions collectives nationales dans toute l'Allemagne.

C'est sur cette voie que les syndicats doivent, selon Schröder, s'engager *“de leur plein gré”*, pour accompagner le mouvement. Sinon, il sera procédé par voie législative contre l'autonomie des négociations collectives, contre la libre négociation et l'indépendance syndicale, contre la priorité et le caractère obligatoire des conventions collectives, ainsi que leur garantie par les syndicats. Déjà, la revendication des collègues métallos et de leur syndicat, l'IG-Metall, pour l'alignement de la durée du travail sur l'Ouest par la convention collective avait été attaquée de tous côtés à boulets rouges. Mais contre la décision et la préparation par l'IG-Metall de la grève, tous se sont organisés, le capital, les médias, le gouvernement, les autres partis politiques et les gouvernements des Länder, mais aussi, naturellement, l'Union européenne, la Banque centrale européenne et les institutions financières internationales, en une campagne inouïe. Gerhard Schröder et le ministre de l'Economie et du Travail, Clement, interviennent conformément aux exigences de l'Agenda 2010 : contre toute augmentation du *“coût du travail”*, contre l'alignement de l'Est sur l'Ouest, contre les *“conventions collectives nationales trop rigides”*, pour des clauses dérogatoires, pour la différenciation et des *“solutions plus proches des entreprises”*. Ils condamnent les revendications des métallos syndiqués, ils condamnent la grève, et plus la grève dure, plus ils intensifient leur pression pour qu'elle cesse.

Pendant quatre semaines, les collègues de l'IG-Metall organisent avec leur syndicat la grève, à laquelle participent en moyenne 10 000 à 12 000 ouvriers. Ils sont activement soutenus par leurs collègues syndiqués de l'Ouest, y compris en empêchant une production de remplacement par laquelle les firmes de l'Ouest

veulent saper la grève. C'est un combat exemplaire des travailleurs et de leur syndicat, auxquels on avait auparavant, de tous côtés, y compris dans l'organisation elle-même, dénié la capacité de faire grève.

QUI EST RESPONSABLE DE L'ÉCHEC DE LA GRÈVE ?

Pour justifier l'interruption de la grève, Klaus Zwickel souligne l'*"ambiance hostile"* dans le pays contre la grève et contre le syndicat, qui aurait été sous-estimée par les responsables syndicaux. Il y a eu, de fait, cette campagne massive et abondamment financée pour l'isolement et la répression politiques de la grève, en faisant aussi du chantage auprès des travailleurs ayant des contrats à durée déterminée, nombreux à l'Est, et qui craignaient pour leur emploi, pour qu'ils jouent les briseurs de grève. Mais la campagne menée de l'extérieur contre le combat des collègues n'aurait jamais suffi à le briser. Les métallos et tous les travailleurs à l'Est savent qu'il faut maintenant, enfin, arracher l'alignement sur l'Ouest et défendre la convention collective nationale et la rétablir.

C'est seulement ainsi qu'ils pourront se défendre contre l'offensive qui a commencé sous la pression de l'élargissement de l'Union européenne vers l'Est pour précipiter définitivement l'Est dans une spirale de dumping social et y entraîner les travailleurs de toute l'Allemagne. On ne pouvait contrer cette offensive que par la revendication d'une rapide unification par une convention collective nationale s'appliquant sans dérogation à tous dans toute l'Allemagne. C'était le seul moyen de donner un fondement à la mobilisation unie et sans faille des travailleurs à l'Est, s'appuyant sur leurs collègues de l'Ouest. Et pour cela, il fallait la force et la solidarité de l'ensemble de l'organisation syndicale.

Cette unité de l'organisation syndicale derrière la revendication et la lutte était-elle donnée ? Klaus Zwickel et les forces autour de lui dans l'IG-Metall, comme Bertholt Huber, ont été dès le début contre

la lutte pour une réduction collective et unifiée de la durée du travail à l'Est, s'alignant sur la convention collective de l'Ouest. Ce qui, bien au contraire, était à l'ordre du jour pour eux, c'était le *"façonnement de la durée du travail"*, la flexibilisation les dérogations à la convention collective pour *"plus de compétence de façonnement au niveau de l'entreprise"*.

Au milieu de la grève, ils ont utilisé le forum de l'IG-Metall, le 13 juin, pour prendre clairement position dans ce sens. Klaus Zwickel a réclamé l'*"ouverture et la modernisation du syndicat"* et s'est élevé *"contre les rituels traditionnels"* des conflits revendicatifs sur la base des revendications ouvrières indépendantes. Huber a réclamé une nouvelle orientation du syndicat. Il faut que l'organisation *"adapte sa propre intervention aux données nouvelles"*. Et cela veut dire casser la convention collective nationale au profit des nouveaux besoins de la différenciation et de la flexibilisation.

Au moment où Zwickel et Huber veulent mettre fin à la lutte du syndicat pour la défense des acquis sociaux et des droits ouvriers contre l'agenda du gouvernement Schröder et assignent au syndicat le rôle d'accompagnateur et de façonneur du processus de démantèlement social, ils se prononcent contre la défense de la convention collective nationale unique par l'alignement de l'Est sur l'Ouest et assignent au syndicat une nouvelle orientation, qui consiste à accompagner et façonner la désagrégation de la convention collective nationale.

UNE "AUTRE IG-METALL" ?

A nouveau, s'impose à tous les travailleurs et tous les syndiqués une question : cela peut-il être la tâche du syndicat et de sa direction de défendre une orientation qui va contre les intérêts et les acquis des travailleurs ? Cela peut-il être la tâche de responsables syndicaux que de créer des conditions qui empêchent les travailleurs de recourir à la force de l'organisation syndicale pour organiser leur lutte, dans une situation par elle-même déjà difficile ? La campagne contre la grève et contre le syndicat n'a-t-elle pas cher-

ché et trouvé dans cette position prise à la direction de l'IG-Metall un point d'appui décisif ? Ces positions et ces conditions n'ont-elles contribué à affaiblir le mouvement de grève ?

Pour être victorieuse, il fallait que la grève touche aussi les entreprises à l'Ouest, où l'engagement de toute l'organisation dans le combat et l'extension des actions de lutte aux travailleurs de l'Ouest étaient nécessaires.

C'est justement au moment où le problème se posait concrètement et commençait à être évoqué dans les usines de l'Ouest — dans la lignée du 1^{er} Mai — que Zwickel et Huber ont fait leurs déclarations, que leurs partisans, comme les présidents des conseils d'entreprise centraux d'Opel et Daimler-Chrysler, sont intervenus publiquement contre la grève et son extension, et ont réclamé l'interruption de la grève. Zwickel a alors annoncé cette interruption, le 28 juin, après un entretien avec le président de Gesamtmetall, l'association patronale de la métallurgie, Kannegiesser, sans mandat et avant que la commission de l'IG-Metall chargée des conventions collectives ait pu en discuter et décider.

Entre-temps, une autre campagne est organisée, venant des forces regroupées autour de Zwickel et Huber, mais unissant tout le monde à nouveau, depuis les associations patronales, en passant par les médias, jusqu'au gouvernement Schröder. Ils veulent "une autre IG-Metall". Gerhard Schröder, par exemple, *"se félicite de ce qu'après la fin du conflit dans la métallurgie et l'industrie électrique est-allemandes, on évolue manifestement vers davantage d'accords d'entreprises"*.

Mais il ne peut se retenir d'exercer davantage de pression et de menacer : *"Si, cependant, on n'avance pas généralement davantage en ce qui concerne l'ouverture de la convention collective nationale vers des accords d'entreprise, il faudra aussi que le législateur intervienne."*

Ils veulent imposer cette nouvelle orientation, définie par Huber et Zwickel, en direction d'une organisation syndicale qui ne s'en tienne plus à sa mission de défense des revendications et des intérêts des travailleurs pour l'amélioration de leurs conditions de vie et de travail, mais

s'adapte aux "nouvelles réalités et données" dans l'entreprise, dans l'économie et la société, s'ouvre aux nouveaux besoins et accompagne en les façonnant le démantèlement des acquis des conventions collectives et la désagrégation du système des conventions collectives.

Cela peut-il être autre chose que la "participation" à sa propre destruction en tant qu'organisation syndicale indépendante ?

Pour transformer l'IG-Metall, la campagne réclame aussi la transformation de son personnel dirigeant. Elle voulait que Jürgen Peters renonce à sa candidature comme futur président du syndicat et que, par exemple, Bertholt Huber se présente à sa place. A cet effet, elle rend Peters responsable de l'insuccès de la grève et de l'affaiblissement de l'IG-Metall.

Une nouvelle bataille a ainsi commencé. Il en va plus que jamais de la défense d'un syndicat indépendant, de l'organisation pour la défense des intérêts des travailleurs. Cette bataille concerne l'IG-Metall et tout le mouvement syndical. Elle requiert le soutien organisé à la résistance qui se structure dans l'IG-Metall à la veille de son congrès.

LES PLUS GRANDS COMBATS SONT DEVANT NOUS...

Les forces existent, ces six derniers mois le prouvent. Elles existent dans la métallurgie, dans les services publics, partout... Elles se sont exprimées avec force le 1^{er} Mai, durant tout le mois de mai, exigeant pour un certain nombre d'entre elles que les directions syndicales prennent leurs responsabilités dans la continuité de la rupture qu'elles avaient provoquée avec Schröder, le 6 mai, et appellent à la marche sur Berlin.

Elles n'ont pas disparu. Certes, il serait irresponsable de ne pas prendre en compte le choc qu'a été l'adoption de l'Agenda 2010 par le congrès du SPD, ni le désarroi provoqué par le retournement de Zwickel, couronné par l'appel à la reprise du travail des métallos de l'Est, mais ce serait méconnaître la classe ouvrière, ses organi-

sations, ses dizaines de milliers de cadres syndicaux, et ne pas comprendre quels grands combats sont devant nous.

Il n'y a pas d'échappatoire, Schröder, le patronat, l'Union européenne veulent tout détruire. Rien ne doit subsister des "vieilles relations sociales".

Le combat est inexpiable, toutes les organisations syndicales puisant leur tradition dans une lutte de classe séculaire doivent être détruites. Voilà ce que disent les événements qui viennent d'avoir lieu à Berlin, dans le Brandebourg, en Saxe. Voilà l'échéance devant laquelle les travailleurs, les militants et les cadres sont placés.

Le grand écart, puis la capitulation douloureuse de dirigeants comme Zwickel, Sommer, Bsriske, n'est pas, ne peut pas être la fin de l'histoire. La classe ouvrière allemande a vécu d'autres drames, elle s'est reconstruite, elle s'est réunifiée, elle a la capacité pleine et entière de défendre victorieusement ses organisations, qui lui donnent sa puissance sociale. Pour cela, il faut commencer par définir clairement l'enjeu : l'unité des conventions collectives et le respect des dispositions constitutionnelles qui les font primer sur tout autre accord, qui ne peuvent donc qu'être supérieures à la convention collective nationale, l'unification totale Est-Ouest, l'abrogation immédiate de la menace inscrite dans l'Agenda 2010, qui donne au gouvernement le droit de casser par la loi les conventions collectives.

La réponse à ces défis ne réside pas — comme on l'entend dire ici et là — dans la

rupture des liens privilégiés des syndicats et du SPD, mais, au contraire, dans la reconquête par les militants du SPD de leur parti autour de ses "valeurs social-démocrates", de son alliance historique avec des syndicats indépendants, en combattant pour en finir avec l'orientation anti-ouvrière d'un Schröder, comme l'ont formulé à plusieurs reprises Lafontaine, Schreiner et d'autres.

Pour les militants de la IV^e Internationale, la crise terrible qui se développe aujourd'hui en Allemagne, comme dans toute l'Europe, pose bien évidemment, à nouveau avec force, la question de la rupture avec le capital, ses exigences destructrices, qui s'expriment par exemple de façon spectaculaire dans la faillite d'une ville comme Berlin, redevenue capitale d'une Allemagne réunifiée et livrée aux appétits spéculatifs.

Et, concrètement, dans cette perspective, les choses doivent être claires : tout commence par la préservation de toutes les conquêtes de la classe ouvrière, de sa capacité à se rassembler en masse comme puissance sociale, de ses organisations syndicales indépendantes.

Appui inconditionnel à toutes les initiatives de ce sens, appui inconditionnel à tous ceux qui combattent pratiquement pour que le SPD reste le SPD, rompe avec la politique d'accompagnement des exigences du capital que met en œuvre Schröder, défasse l'Agenda 2010 !

Des forces considérables sont là, disponibles...

France

Trois mois d'intense lutte de classe

Par Arthur Boral

D'avril à juin 2003, une lutte de classe intense a marqué la France. Les manifestations rassemblant des millions de travailleurs du public et du privé, la vague de grèves cherchant dans tous les secteurs la voie de la grève générale interprofessionnelle ont marqué profondément la situation présente et future du pays.

Nous n'avons pas la prétention, dans les quelques pages qui suivent, de retracer l'ensemble du déroulement de cette première phase de la lutte des classes. Cela nécessiterait un travail plus ambitieux. Nous entendons simplement faire état de quelques-unes des grandes questions qui ont été débattues au sein de la classe ouvrière française. A cet effet, nous avons choisi de commencer par la réflexion menée lors du 43^e Congrès de la section française de la IV^e Internationale, tenu au mois de mars, puis nous nous sommes référés au débat qui s'est mené lors des assemblées des militants du Parti des travailleurs (1) qui ont eu lieu chaque soir au local national de ce parti pour évaluer la situation, discuter des problèmes et chercher à définir des solutions.

Avant d'en venir à ces documents, il est sans doute nécessaire de rappeler qu'un an auparavant, deux événements ont constitué le prologue de cet affrontement. D'une part, au sommet des chefs d'Etat européens de Barcelone, en mars 2002, Jacques Chirac, président de droite de la République, et son Premier ministre

“de gauche”, Lionel Jospin, signent ensemble l'engagement pris par tous les gouvernements de l'Union européenne : l'âge du départ à la retraite doit être prolongé de cinq ans, la voie doit être ouverte aux fonds de pension en cassant les systèmes de retraite par répartition. D'autre part, le 21 avril 2002, 15 millions d'électeurs, en s'abstenant, expriment le profond rejet de la classe ouvrière française de la politique mise en œuvre dans le cadre de l'Europe de Maastricht par les gouvernements de droite et de gauche successifs.

Ce rejet, exprimé en creux lors des élections, s'est transféré sur le terrain direct de la lutte de classe en ces mois d'avril, mai et juin 2003, et s'est heurté à la politique de l'Union européenne, ainsi qu'à tous ceux qui y sont subordonnés.

Plusieurs caractéristiques peuvent être rapidement dégagées de ces trois mois de lutte de classe intense. La classe ouvrière française s'est rassemblée pour la défense des conquêtes arrachées à la fin de la Seconde Guerre mondiale, à l'époque où la bourgeoisie, confrontée à la vague révolutionnaire et ayant peur de tout

(1) Le Parti des travailleurs compte plusieurs courants. Le Courant communiste internationaliste est le courant regroupant les militants de la IV^e Internationale, qui combattent à égalité avec les autres courants et tous les adhérents du PT pour la construction d'un parti ouvrier indépendant.

perdre, avait dû céder beaucoup de choses. Le niveau de conquêtes arrachées à l'époque a renforcé de manière sans précédent dans un pays comme la France le poids social et politique du prolétariat. Aujourd'hui encore, toute la situation reste marquée par ce degré extrêmement élevé des conquêtes ouvrières, ce que Trotsky appelle « *ces bastions de démocratie prolétarienne* » inscrits dans les institutions de la démocratie bourgeoise. C'est tout cet édifice — régimes de protection sociale, de retraite, de la Sécurité sociale, les services publics nationalisés, la représentation et la place des confédérations syndicales, le droit à la négociation des conventions collectives — qui est aujourd'hui en jeu en France. La classe ouvrière s'est rassemblée sur cette question de la défense du régime des retraites, mais également sur le refus de la régionalisation. C'est ainsi que les institutions qui constituent la classe comme classe (défense des régimes de retraite) et les institutions qui constituent la démocratie comme démocratie (unité de la République, égalité en droit des citoyens) ont été saisies dans un même mouvement par la classe ouvrière. Elle s'est arc-boutée sur ces institutions qui la constituent comme classe et qui constituent la nation. On a là une nouvelle illustration de ce que Lénine explique lorsqu'il affirme que tout processus révolutionnaire de la classe ouvrière est obligatoirement amené à un moment ou à un autre à revenir à son propre 1848, à son propre 1789, c'est-à-dire aux étapes des combats révolutionnaires antérieurs, y compris ceux de la révolution bourgeoise. Dans le combat pour la défense des retraites, l'ensemble des générations de la classe ouvrière, par leur mobilisation, a reconstitué la continuité du combat pour la défense des institutions ouvrières.

La deuxième caractéristique essentielle de ce mouvement, c'est que les masses ont cherché à se saisir de leurs organisations, à se regrouper autour de leurs syndicats pour en faire l'expression de leur mandat. Durant des années, la bourgeoisie, bien sûr, mais également tous ceux qui font référence à la société civile ont multiplié les discours sur le rejet des syndicats, sur la forme "dépassée" des organisations ouvrières. Mais lorsque des millions de travailleurs se sont mobilisés, ils se sont adressés aux dirigeants pour leur dire : appelez à la grève générale interprofessionnelle dans l'unité. Partout, les tra-

vailleurs ont cherché à se réapproprier leurs syndicats. Ils ont multiplié les motions pour que les syndicats jouent le rôle pour lequel ils ont été constitués. Ce mouvement a exprimé le fait que les organisations doivent appartenir à la classe et être au service de la classe.

Troisième caractéristique : les appareils ont gardé le contrôle des organisations. Et en gardant le contrôle de ces organisations, ils ont agi en gagnant du temps par l'appel répété à des journées d'action, pour que la grève générale ne soit pas une réalité.

Le ministre Fillon déclare, fin juin : *"J'avais mis en garde le gouvernement et le président de la République sur le fait qu'il y aurait des grèves. Cependant, j'étais convaincu que l'on réussirait. Je sentais que même les partenaires sociaux en désaccord avec nous ne voulaient pas d'un échec. La CGT a fortement manifesté son opposition, mais n'a pas cherché à bloquer de façon déraisonnable notre volonté de réforme."*

Lorsque le ministre parle de la CGT, il parle de ses sommets dirigeants, qui, il est vrai, ont tout fait pour qu'il n'y ait pas l'appel à la grève générale interprofessionnelle, multipliant les appels à des journées d'action, le soutien aux grèves reconductibles qui disloquent les travailleurs entreprise par entreprise.

Quatrième caractéristique : dans ce dispositif visant à s'opposer à ce que la classe ouvrière soit appelée par les confédérations dans l'unité à la grève générale interprofessionnelle, les partisans du Forum social européen, au premier rang desquels la LCR, représentant en France le Secrétariat unifié (SU), ont joué un rôle important en combattant contre la grève générale interprofessionnelle au nom de la "grève reconductible", en multipliant les opérations de division parmi les travailleurs.

Enfin, il y a dans ce mouvement la place qu'ont prise les militants du Parti des travailleurs (parmi lesquels les militants de la section française de la IV^e Internationale, courant du PT), refusant toute politique visant à dicter des consignes, refusant de se substituer aux organisations syndicales, aux assemblées générales, aux organismes élus par les travailleurs.

Toujours respectueux de la démocratie ouvrière sous toutes ses formes, les militants du Parti des travailleurs ont agi pour

aider à la réalisation de l'unité, pour la clarté sur les revendications. C'est, selon nous, un rôle positif. Nous fournissons quelques éléments pour ouvrir cette discussion internationale.

UN DÉBAT DU 43^e CONGRÈS DE LA SECTION FRANÇAISE DE LA IV^e INTERNATIONALE

Au mois de mars, au lendemain du déclenchement de la guerre contre le peuple irakien, la section française de la IV^e Internationale (Courant communiste internationaliste du Parti des travailleurs) tient son 43^e Congrès. Deux questions touchant aux problèmes de la lutte de classe y seront notamment discutées. Une journée d'action est appelée le 3 avril par des organisations syndicales. Comment faut-il l'apprécier ? Est-ce un point d'appui pour la lutte de classe ou une manœuvre des appareils pour essayer de gagner du temps. Par ailleurs, on voit fleurir partout le mot d'ordre de « *grève reductible* ». Est-ce une autre manière de dire grève générale ou bien, au contraire, est-ce une arme contre l'exigence de la grève générale interprofessionnelle ? Nous livrons quelques éléments du débat qui a eu lieu sur ces points et renvoyons aux thèses adoptées par le congrès publiées dans ce numéro de *La Vérité*.

•
••

« Nous ouvrons ce 43^e Congrès dans une situation mondiale et nationale marquée par les plus graves dangers pour l'avenir de l'humanité. Le déclenchement de la guerre en Irak ouvre une réorganisation complète des relations politiques à l'échelle mondiale et dans tout pays. Dans cette situation, nous devons apprécier quelle tactique mettre en œuvre, tactique que je définirai par ces quelques mots : gagner du temps en gardant en toute circonstance notre indépendance.

Alors que se mène l'offensive généralisée sur les retraites, la régionalisation, les licenciements..., les appareils opposent à la volonté de résistance une multitude de journées d'action. Sur le 3 avril, il est nécessaire de discuter : y a-t-il dans ce cadre possibilité ou non d'une rupture avec l'unicité ? Ça se discute. L'appel commun

des fédérations de la fonction publique ne fait aucune référence aux 37,5 annuités, à la régionalisation, aux transferts de personnels... Sans la CFDT, c'est un appel sur la ligne de la CFDT. Le Duigou reproche au gouvernement de s'éloigner de la plate-forme intersyndicale du 7 janvier (2). La CGT se prononce « *pour une réforme des retraites adaptée aux besoins d'aujourd'hui* ».

— Le 3 avril est-il une journée d'action parmi d'autres ? Oui et non. Oui, car il s'inscrit dans la série des journées d'action que les appareils, pour gagner du temps, imposent à la classe ouvrière. Non, parce que c'est un contexte particulier qui est une certaine résultante dans laquelle nous sommes intervenus. On va voir comment les masses de travailleurs vont essayer de charger le 3 avril d'un contenu différent, nous dit le rapporteur. Pour autant, le 3 avril est-il un cadre de front unique, de rupture avec l'unicité ? Il répond non. Ce n'est pas si simple. Les appareils sont contraints de manœuvrer en recul, ce qui est d'ailleurs déjà inacceptable pour la CFDT, mais ouvre pour la classe ouvrière une brèche, dans laquelle, comme parti, nous devons l'aider à s'engouffrer pour poser le problème de la grève dans la journée d'action.

— Sur le 3 avril, il y a des questions posées. La première, c'est : le 3 avril est-il une rupture avec la CFDT ? Si c'est oui, alors, je suis pour le 3 avril. Parce que si c'est une rupture avec la CFDT, c'est une rupture avec la bourgeoisie. Malheureusement, les déclarations des syndicats que j'ai vues sont toujours sur la ligne du 7 janvier.

C'est vrai que la CFDT ne participe pas au 3 avril, mais l'orientation n'est pas celle que nous défendons. Et le fait qu'il n'y ait pas les 37,5 annuités me pose un problème. Alors, c'est vrai qu'il faut chercher à gagner du temps. Est-ce que les appareils cherchent à gagner du temps ? Je pense qu'on cherche à nous habituer à une situation où il y a une multiplication de grèves, de journées d'action, avec des orientations qui ne sont plus les orientations de la classe ouvrière. On nous habitue. C'est « presque ça », mais ce n'est pas

(2) Le Duigou est un responsable de la CGT. La plate-forme du 7 janvier était une plate-forme de l'ensemble des organisations syndicales se prononçant pour « *une bonne réforme des retraites* ».

“tout à fait ça”, mais ça ne fait rien, ce n’est pas grave...

— La question posée est légitime, “gagner du temps”, “tous ensemble le 3 avril”. Ma position, c’est que le 3 avril, on va se battre. Et on se bat dès maintenant. Dans mon département, un appel unitaire a été signé, dans lequel il y a les 37,5 annuités. Je sais que c’est le cas dans d’autres endroits. Est-ce qu’on peut ou pas le faire dans beaucoup d’endroits ? Peut-on, en s’appuyant sur le mouvement de la classe, regrouper pour transformer effectivement le 3 avril en autre chose ? Certes, ça peut être une journée d’action, certes, ça peut déboucher demain, parce que rien n’est garanti, sur le retour à l’unicité. Mais nous, est-on sur la ligne que c’est l’unicité, une journée d’action, ou est-ce que nous combattons sur le terrain de la classe ouvrière vers la grève générale ? Je crois que c’est la question qui est posée. Pour ma part, je pense que c’est sur le terrain du combat pour la grève générale qu’il faut se battre. Une discussion est engagée sur la grève générale. Bien évidemment, nous considérons tous qu’elle est nécessaire. Maintenant, j’ai tendance à penser que la grève générale ne se décrète pas, elle se réalise. Je ne suis pas un adorateur du 3 avril en soi, mais je pense qu’il y a une contradiction entre ce que veulent les appareils, avec différentes nuances, et ce que l’on veut en bas.

— Je suis très réservé sur le mot d’ordre de grève générale reconductible, d’abord parce que je ne le comprends pas. Je pense qu’on est soit pour la grève générale, soit pour une grève à un moment donné, sur une journée. Mais la grève générale reconductible ne me semble pas juste comme mot d’ordre. On est pour la grève jusqu’à satisfaction des revendications. Le mot d’ordre de grève générale reconductible a un caractère d’adaptation aux journées d’action, il me semble. De ce point de vue, je pense qu’il contribue à désorganiser.

— Sur le 3 avril, je crois quand même que le texte d’appel reste explicitement dans la continuité de la déclaration du 7 janvier. Donc, le cadre reste celui qui était tracé sous l’impulsion de la CFDT. Cela fait que, à une autre étape, la réintégration de la CFDT est parfaitement possible. Cela ne veut pas dire qu’on ne doit pas agir le 3 avril pour que les revendications s’expriment, tout au contraire. Mais je

crois qu’entre nous, nous devons être lucides sur cette question.

— Personne ici ne pense — en tout cas, personne ne l’a dit — que les carottes étaient cuites. Et je n’ai entendu aucun camarade dire que ce qui était à l’ordre du jour, c’était autre chose que le combat pour aider la classe ouvrière à résister. Ce n’est pas là-dessus qu’il y a la discussion entre nous. Je n’ai entendu aucun camarade non plus affirmer qu’il y a une autre issue qui puisse modifier la situation que celle qui sera forgée par la lutte de classe elle-même, dans le cadre de l’unité imposée par l’action de la classe avec ses organisations. La discussion porte sur la chose suivante : si nous avons des points d’appui pour avancer dans ce sens, nous le faisons parce que la solution ne peut venir que de la classe elle-même. Je parle vraiment de la lutte des classes, donc cela inclut non pas la grève-journée d’action — bien que, j’y reviendrai, la grève puisse prendre appui sur des journées d’action. Si c’est vraiment la grève, le mouvement de la classe, qui s’organise avec ses organisations, avec sa représentation, avec ses délégués, le mouvement de la classe qui se construit pour imposer, y compris aux appareils, un cadre qui permette de faire reculer le gouvernement, alors on y va. Alors, il faut dire une chose : est-ce que le 3 avril est une journée d’action ? Bien sûr, que c’est une journée d’action. Elle est appelée comme telle par les organisations qui la convoquent. Il faut tenir compte de cette situation pour agir. »

Au terme de cette discussion, une résolution a été présentée. Elle affirmait entre autres :

« 1. Il faut, pour élaborer une politique révolutionnaire, intégrer tous les éléments d’une situation, y compris dans leur caractère contradictoire, et, comme nous le conseille Trotsky, n’écarter aucun fait, les confronter entre eux, et dégager de l’analyse d’ensemble la réponse à la question : où se situe le point d’appui pour agir et organiser ?

2. Le congrès reprend à son compte l’appréciation formulée par un délégué : “*Nous ne sommes pas des fanatiques du 3 avril. Il y a tout au sommet pour trahir la classe ouvrière. C’est un cadre pourri.*”

Mais il faut y aller et j’y vais sur les revendications qui sont les nôtres.”

3. Nous cherchons partout où nous sommes à réaliser, dans les entreprises, les établissements, dans chacun d'entre eux, l'assemblée générale du personnel. Nous proposons à cette assemblée :

— de définir les revendications de tous les personnels en mettant en avant, dans l'enseignement, les revendications des TOS, des COP, des assistantes sociales ;

— de s'adresser aux confédérations, aux fédérations et syndicats départementaux, pour leur dire : nous nous sommes mis d'accord sur ces revendications, nous avons décidé de faire grève sur ces revendications. Nous vous demandons d'appeler à la grève dans l'unité sur ces revendications. »

Un délégué ayant demandé à ce que l'on enlève le point 2 : *“La formulation caractérisant le 3 avril comme un cadre pourri ne me satisfait pas”*, le vote de ce point a été organisé de façon dissociée.

Le vote des délégués a été de 92 pour, 6 contre et 2 abstentions, et celui de la direction nationale sortante : pour à l'unanimité, moins 3 contre et 2 abstentions. »

LES MILITANTS DU PARTI DES TRAVAILLEURS DÉBATTENT

Au cours de ces semaines où grèves et manifestations se succédaient, les questions posées dans le mouvement de la classe ouvrière étaient nombreuses. Chaque soir, au local central du Parti des travailleurs, les militants se retrouvaient pour échanger les informations, dialoguer et définir ensemble le meilleur moyen d'agir pour l'unité. Ce débat riche et intense était ensuite transmis sous forme de communiqué ou de tract aux fédérations du Parti des travailleurs en province. Sans pouvoir en faire un compte rendu exhaustif, nous publions quelques extraits de ces débats, estimant qu'ils recourent les problèmes auxquels les travailleurs sont confrontés dans tous les pays sous des formes diverses.

13 mai : deux millions de travailleurs dans la rue. Un mandat : dirigeants, appelez à la grève générale interprofessionnelle.

Le 13 mai, plus de deux millions de manifestants déferlent dans les rues de toutes les villes du pays. On enregistre des

taux de grève records. L'éditorial de *Informations ouvrières*, organe du PT, explique : *“Le mandat du 13 mai 2003 est clair : retrait de la contre-réforme Raffarin-Fillon, 37,5 pour tous, abrogation des mesures Balladur de 1993, maintien intégral des retraites fondées sur la répartition.”* L'ampleur du mouvement et la netteté du message amènent les professionnels de la désinformation à réserver une place de choix aux dirigeants de la CFDT, qui martèlent inlassablement le même message : pourvu que le gouvernement “fasse un geste” en direction de la CFDT, alors, le compromis sera trouvé, au prix de quelques “contreparties” que les salariés devront bien concéder.

Problème : les “contreparties” en question recourent précisément le cœur des revendications du 13 mai ; il faudrait, en particulier, accepter le passage à 42 annuités pour tous et l'essentiel des mesures qui l'accompagnent ! Participe aussi de cette tentative de brouillage des cartes la présence ostensible des dirigeants de feu la “gauche plurielle” aux manifestations du 13 mai. *“Le Parti socialiste soutient cette forte mobilisation sociale et l'appel à la grève de mardi contre une réforme qui (...) accroît la baisse du niveau des pensions déjà entamée par la réforme Balladur de 1993”*, a déclaré M^{me} Hidalgo, porte-parole du PS. Question à M^{me} Hidalgo : de 1997 à 2002, pour quoi le gouvernement dirigé par le Parti socialiste n'a-t-il pas abrogé les mesures Balladur de 1993 ? M^{me} Marie-George Buffet, secrétaire nationale du PCF, était elle aussi dans la manifestation, affirmant que *“si nous lâchons sur les retraites, demain, c'est la Sécurité sociale qui y passe”*. M^{me} Marie-George Buffet n'a-t-elle pas été ministre, cinq ans durant, du gouvernement Jospin ? N'ont-ils pas ensemble, cinq ans durant, “lâché sur les retraites” en n'abrogeant pas les mesures Balladur de 1993 ?

De cela, on peut tirer deux conclusions. La première : le mandat exprimé par le peuple travailleur, ce 13 mai, est incompatible avec la politique décidée par l'Union européenne. Il en découle que la défense des retraites — et cela est vrai pour toutes les autres revendications ouvrières et démocratiques — exige la rupture avec l'Union européenne, ses traités, ses directives et son “Parlement” européen. Quiconque prétend le contraire indique qu'il s'apprête à trahir le mandat.

L'autre conclusion : il n'existe pas trente-six façons de mettre en œuvre la démocratie. Il n'y en a qu'une : le mandat confié à des délégués, le contrôle de ce mandat, la révocation des délégués s'ils y dérogent.

Cela vaut pour la lutte de classe, les assemblées générales, les comités de grève. Au-delà, cela vaut pour l'Assemblée constituante souveraine, qui, dans la tradition de la grande Révolution française, ouvrira la voie à la reconquête de la démocratie. »

Deux jours plus tard, une lettre d'Informations ouvrières souligne la signification de ce formidable déferlement :

« Cette classe ouvrière, qui a pris des coups, qui a manifesté au premier tour de l'élection présidentielle son rejet de toute la politique de l'Union européenne et de tous les partis institutionnels qui se sont soumis à cette politique, avec 15 millions d'abstentions... et qui s'est aussitôt retrouvée confrontée à l'appel au vote Chirac de toutes les formations politiques de la gauche à "l'extrême gauche" ; cette classe ouvrière se dresse aujourd'hui de toutes ses forces contre la politique du gouvernement relayée par tous les appareils et a réussi à reprendre le contrôle de ses syndicats le 13 mai (...).

Disposera-t-elle, aujourd'hui, des ressources nécessaires pour l'emporter ? Impossible, à l'heure où nous écrivons, de répondre à cette question. La classe ouvrière est là, il ne serait pas conforme à la réalité de ne pas voir le carcan qui "encadre" à ce stade encore la classe. Un surgissement spontané emportera-t-il toutes les résistances ? Une chose est certaine, la ligne de notre combat est toute tracée : aider par l'action continue, organisée, jour par jour, heure par heure, notre classe à surmonter sur la ligne du front unique les obstacles qui surgissent sur tout le front. Ce sont les assemblées générales de travailleurs, de personnels, qui doivent prendre position.

Dans les assemblées générales, nous disons : le 13 mai, nous étions en grève et en manifestation dans l'unité. On veut nous diviser. Le gouvernement et son allié la CFDT (3) veulent nous diviser. Pourquoi devrions-nous nous laisser diviser ? Qui peut être d'accord avec ça ? Personne. Le gouvernement veut aller jusqu'au bout. Il ose provoquer parce qu'il

pense que la CFDT, qui est avec lui, aura la possibilité de briser les travailleurs et leurs organisations.

Le 19 mai, les syndicats unis appellent à faire grève et à manifester. Nous nous prononçons pour que l'unité se réalise partout, pour que tous ensemble nous manifestations notre exigence de ne pas voir détruit notre système de retraites. Bien entendu nous soumettons cette proposition aux assemblées générales. Il faut en finir avec les décisions prises "en haut" par des "chefs" ou prétendus tels. Les organisations syndicales doivent proposer et respecter le mandat des travailleurs. C'est ainsi que l'unité des travailleurs et des organisations doit se réaliser.

La LCR, LO, SUD prétendent appeler les travailleurs à faire grève sans l'unité des fédérations et confédérations, sans l'unité des syndicats. Dans les conditions actuelles, c'est précisément s'opposer à la seule façon de faire reculer le gouvernement. De la même façon, nous considérons toujours que les "coordinations" initiées par LO, la LCR et SUD divisent les travailleurs. Les faits le démontrent : il en est partout et toujours ainsi.

Il faut également veiller à ne pas se laisser duper par les "comités de grève" qui n'en sont pas. Le comité de grève, ce sont les délégués désignés par l'atelier, le service, l'établissement scolaire... avec les syndicats. Ce n'est pas une autoproclamation d'en haut, par LO, par la LCR, par SUD. »

Le 25 mai, une nouvelle manifestation est convoquée. Elle est massive, rassemble de nouveau des millions, plus que les prévisions escomptées. Le soir, les militants du PT constatent :

« Les masses en ont fait autre chose que ce qui était prévu au point de départ par ses organisateurs (une "procession" visant à empêcher la généralisation de la grève). Ce qui dominait : la volonté d'unité, les cortèges syndicaux et des mots d'ordre communs : 37,5 pour tous, public privé ; retrait du plan Fillon ; non à la décentralisation. Y compris : "Tous ensemble, grève générale", repris dans de nombreux cortèges. La classe ouvrière est

(3) La CFDT vient alors, par sa signature, d'approuver officiellement le plan gouvernemental.

là, capable de se mobiliser. Mais il y a toujours les deux mouvements contradictoires : il y a le mouvement de la masse, mais il y a la politique des appareils.

Tout le monde donne le "contenu" des éventuelles négociations. Parmi d'autres, le secrétaire général du SNES déclare : *"Si le gouvernement se contente de changer le calendrier, ça n'éteindra pas l'incendie. Nous voulons des gestes sur trois points : décentralisation, contentieux budgétaire, personnel non enseignant."* Des gestes : les personnels de l'Education nationale auraient fait des semaines de grève... pour des "gestes". La masse des militants CGT, FO, FSU... a entrepris de se saisir de ses organisations. Comment pouvons-nous l'aider à surmonter les obstacles ?

La question centrale, ce sont des assemblées générales partout, le 26 ou le 27. C'est là que les travailleurs vont discuter sur l'ensemble de la situation. Au centre de ces assemblées générales : le mandat (y compris le mandat qui doit être celui des négociations si le gouvernement décidait de les ouvrir) : 37,5, retrait, décentralisation... »

Le 28 mai, l'assemblée des militants cherche à répondre à la question : à quels problèmes sommes-nous confrontés ?

« De ce qui s'est passé dans les dernières vingt-quatre heures, peuvent se dégager quatre grandes tendances :

— Il y a multiplication d'appels nets à la grève pour le 2 et/ou le 3 juin, avec dépôt de préavis (et ce dans toute la fonction publique, mais également dans de nombreux secteurs du privé : les fédérations CGT et FO de la chimie ; la fédération FO des transports, qui couvre aussi bien les ambulanciers que les routiers, etc.).

— Il y a toujours ce silence des confédérations qui n'appellent pas à la grève générale, et qui est perçu avec inquiétude par les travailleurs (car, tout de même, il y a eu l'intervention brutale du Premier ministre, Raffarin, mardi soir, la réunion du Conseil des ministres, mercredi matin...).

— Dans cette situation, se développent également les tentatives de division (exemple : tous les médias ont martelé l'information selon laquelle tous les syndicats de la RATP, sauf la CGT, retireraient

leur préavis pour le 2, alors que nombre de syndicats ont réaffirmé leur position et appelé à la grève).

— Il est clair que le gouvernement compte sur l'appui des sommets des appareils pour passer en force, brutalement.

Nous pouvons dire que nous sommes à la veille d'épreuve(s) de force, où l'élément déterminant est la place que les organisations vont occuper, que les travailleurs vont leur faire occuper. L'enjeu est donc bien celui des assemblées des travailleurs, qui mandatent leurs délégués et leurs organisations syndicales. A ce moment de la situation, il est important de ne pas perdre le fil sur la question de la définition et de la réaffirmation du mandat. Car certains vont commencer à dire : *"On ne peut pas gagner sur tout", "on ne peut peut-être pas aller plus loin"*, etc. Or la force de ce mouvement et le fait qu'il ait tenu malgré toutes les manœuvres pour le dévoyer et le décomposer tiennent à la capacité qu'ont eue les travailleurs, dans leurs assemblées générales, à se regrouper sur le mandat, autour de leurs organisations syndicales, et à constituer le comité de grève, seul à même de s'exprimer en leur nom.

C'est d'ailleurs le seul moyen de ne pas tomber dans le piège des pseudo-assemblées "départementales", ou "assemblées locales interprofessionnelles" qu'organisent LCR et LO. Par exemple, dans un établissement scolaire, une de nos camarades s'est battue pour que l'assemblée générale réaffirme dans une motion les raisons de la grève, le mandat et l'adresse aux fédérations et confédérations ; la motion a été adoptée à l'unanimité, moins 4 abstentions et un contre. Les enseignants grévistes sont invités à participer à une "assemblée locale" : ils y élisent une délégation sur la base de ce mandat. Il s'agissait en fait d'une assemblée convoquée par LO et la LCR, absolument pas représentative des salariés en grève de la ville. Sur proposition d'un enseignant de cet établissement, notre camarade a présenté la motion de son établissement, qui a été adoptée par l'assemblée. Bien entendu, les uns et les autres ont ensuite essayé de faire sortir de cette assemblée un appel *"des personnels réunis en assemblée générale interprofessionnelle"* (40 personnes réunies, sur une ville de 100 000 habitants !) à *"tous les salariés du public et du privé pour qu'ils décident la grève, se réunissent (...), organiser un*

pique-nique”. Manœuvre de dissolution et de désorganisation de ce mouvement de l’intérieur, encore.

Il faut être clair : il n’y a pas d’assemblée générale interprofessionnelle. Il pourrait y avoir une assemblée locale des délégués élus et mandatés des comités de grève de différents secteurs, à un autre stade ; mais, en dehors des délégués de cet établissement où se battent nos camarades, personne n’était délégué, personne n’était mandaté.

Il y a ce mouvement de millions de travailleurs, en train de déstabiliser toutes les institutions françaises, et même au niveau de l’Europe ; ce sont ces millions de travailleurs qui s’étaient abstenus en avril dernier. Or ces millions de travailleurs posent la question de la grève générale. Les appareils n’ont pas réussi encore à le faire refluer. Beaucoup s’attachent à le dénaturer (initiatives débilés, substitution d’“assemblées générales locales” à celles de grévistes dans les entreprises, appeler “assemblée générale” une réunion de 7, sur 300 salariés...) directement contre les intérêts des masses.

C’est la masse qui doit décider, avec la place centrale des syndicats, autour du mandat. LO et LCR ne représentent qu’eux-mêmes et les institutions qu’ils défendent, mais pas la masse.

Autre illustration de cette situation, la réunion des confédérations ce soir, suite au Conseil des ministres. La déclaration qui en est sortie indique : “*C’est une mobilisation générale qu’il faut organiser (...), faire converger différents modes d’action (...), ne pas enfermer le mouvement dans une modalité unique.*” L’appareil se bat : constatons que ce n’est pas un appel à la grève générale. Un responsable syndical précise même : “*Ce n’est pas un appel à la grève générale, mais un appel à l’amplification du mouvement.*” »

A la veille du 3 juin, des appels à la grève se multiplient dans tous les secteurs, la discussion permet de porter l’appréciation suivante :

« De partout, les appels d’instances syndicales, les appels intersyndicaux et les résolutions adoptées par des centaines d’assemblées générales confirment que la grève du 3 juin sera extrêmement massive, exprimant la volonté des salariés le 13 mai, le 19 mai, puis les 25 et 27 mai,

de la grève générale interprofessionnelle sur les revendications.

Le 3 juin, hier dressé comme un obstacle à la généralisation de la grève, s’est chargé (a été chargé par les masses) d’un autre contenu, la volonté de la grève générale interprofessionnelle. Mais en même temps, tout est mis en œuvre pour décomposer, morceler, diviser, pourrir de l’intérieur. »

Le 3 juin, l’Agence France Presse note : “*Le mot d’ordre de grève générale a parcouru toute la manifestation.*” Au soir de cette journée, un communiqué du PT constate :

« 1,5 million de manifestants, des taux de grévistes en hausse dans de nombreux secteurs, de très nombreux cortèges d’entreprises privées, un état d’esprit combatif... malgré le fait, sur Paris, que toutes les directions avaient accepté un “cortège enseignant” coupant les deux confédérations. A Marseille (et c’est le cas partout), l’AFP indique : “*Le mot d’ordre de grève générale a parcouru toute la manifestation*” : cela appelle une réponse des fédérations et des confédérations, c’est la question centrale de l’heure.

Ce mardi matin, se sont terminées les entrevues Ferry-Sarkozy avec les fédérations de l’Education nationale. Ce soir, Sarkozy déclare : “*Sur la décentralisation, tout est négociable... Mardi prochain, le ministre (Ferry) fera des annonces, un projet plus achevé en concertation avec les organisations syndicales*”, et s’ensuivent les “groupes de travail”, etc. En apparence, cela a le goût, la couleur d’une “négociation”...

Mais, derrière, il s’agit, avec les appareils, de déconnecter décentralisation et retraite et de faire passer le report pour un recul, de faire disparaître la revendication de “retrait immédiat”, sous prétexte du report.

Le gouvernement ne répond à rien, il refuse de lâcher : “*Nous sommes prêts. Fédérations et confédérations, prenez vos responsabilités, appelez à la grève générale interprofessionnelle !*” »

Mis en cause de manière honteuse à propos d’incidents en fin de manifestation, le PT dénonce ces calomnies, lors d’une conférence de presse, et résume sa position :

« Tout d'abord, les revendications qui sont portées depuis des semaines, et même plus, par les manifestants et les grévistes, du secteur public comme du secteur privé, sont totalement légitimes, à savoir : l'exigence du retrait du plan Fillon, la revendication des 37,5 annuités de cotisation pour tous, public-privé, l'exigence du retrait des projets du gouvernement en matière de décentralisation. Mais comment aboutir à la satisfaction de ces revendications, vu "le refus du gouvernement d'ouvrir de réelles négociations" ? "Une question cruciale est posée", a poursuivi Daniel Gluckstein, par "un très grand nombre d'assemblées générales et au sein même des organisations syndicales". Cette "voix qui monte d'en bas" demande : "Dirigeants, pourquoi n'appellez-vous pas à la grève générale interprofessionnelle ?"

"C'est la clé de la situation, a répété le secrétaire national du PT. Aujourd'hui encore, si les dirigeants des organisations lançaient ce mot d'ordre, nul doute que les travailleurs répondraient par millions et par millions et que le gouvernement serait obligé de modifier sa position intransigeante."

"Le Parti des travailleurs respecte les prérogatives des organisations syndicales", a précisé Daniel Gluckstein. Commentant les allégations d'un journal ce matin, selon lequel le PT appellerait à la grève générale, il ajouta : "Si nous estimons, dans la situation actuelle, devoir lancer un mot d'ordre qui serait nécessairement politique, nous le ferions. Mais à l'heure actuelle, ce que nous constatons, c'est que des millions de travailleurs se tournent vers les directions des organisations syndicales pour poser la question de la grève générale interprofessionnelle et nous estimons que cette demande est parfaitement légitime. C'est en ce sens que nous nous en faisons l'écho dans le journal Informations ouvrières et dans nos tracts."

"Il est clair que les enseignants sont particulièrement attachés au baccalauréat comme examen national et anonyme", a déclaré le secrétaire national du PT, y voyant l'une des motivations à "l'opposition des enseignants à la décentralisation". Six cent mille lycéens sont appelés, le jeudi 12 juin, à passer leur première épreuve écrite du baccalauréat, dans les conditions que l'on sait. Dans ce contexte, a-t-il précisé, "la seule demande

qui puisse réaliser l'unité des enseignants, des parents, des jeunes, de l'ensemble des travailleurs, c'est le report des examens".

Il a ajouté : "Nous nous étonnons que certains lancent un mot d'ordre de grève pour le 12 juin, et, en même temps, affirment que les examens doivent avoir lieu en ayant recours aux non-grévistes. Il nous semble que cela s'apparente à la mise en place d'un service minimum. Il serait particulièrement dangereux pour la démocratie que, à l'occasion de la grève des enseignants, on instaure pour la première fois dans ce pays un service minimum, qui plus est, à la demande d'organisations syndicales. Cela, demain, pourrait être utilisé à la RATP, à la SNCF et ailleurs. Le droit de grève est un droit constitutionnel, imprescriptible. Aucune restriction ne doit y être apportée sous la forme d'un service minimum." »

A Marseille, le 12 juin, des centaines de milliers de travailleurs s'adressent, lors d'un meeting, aux dirigeants des confédérations : "Appelez à la grève générale interprofessionnelle !"

Comme il l'a fait à plusieurs reprises, le Parti des travailleurs livre à la réflexion des travailleurs une note avec un certain nombre d'informations sur les événements de la journée, afin que chacun puisse juger par lui-même :

« A Marseille, 200 000 manifestants, parmi lesquels des salariés de la fonction publique (Education nationale, poste, Equipement), mais également du secteur privé, notamment Nestlé, CEGELEC, Pechiney, des sidérurgistes, ont défilé jusqu'au Stade-Vélodrome, devant lequel s'est tenu un meeting, où ont pris la parole : Bernard Thibault pour la CGT, Marc Blondel pour la CGT-FO, Alain Olive (UNSA) et Gérard Aschieri (FSU).

Selon l'AFP, « les slogans habituels des manifestations étaient repris par les milliers de manifestants (...). "Grève générale dans l'unité jusqu'au retrait des plans Fillon-Ferry-Raffarin" ou encore "Public-privé, tous ensemble, tous ensemble". »

L'AFP ajoute : « La base, toutes tendances confondues, a défilé jeudi entre Canebière et Vélodrome derrière des banderoles "Grève générale, on est prêt ! Et vous ?". »

« *Le secrétaire général de la CGT, Bernard Thibault, a appelé à “amplifier la mobilisation” contre le projet de loi de réforme des retraites (...). “Il faut continuer à faire bouillir la marmite, continuer et amplifier la mobilisation. Nous n’avons pas d’autre choix, il y a de quoi faire, des énergies à libérer ; nous pouvons élargir encore davantage la participation aux grèves et aux manifestations ; cela réclame beaucoup de patience et de persuasion”, a-t-il lancé. Le secrétaire général de la CGT a confirmé son intention de lancer “une grande consultation nationale des salariés pour faire pression sur les députés et les sénateurs”, son discours étant régulièrement interrompu par des militants CGT et FO scandant “Grève générale public-privé !”.* »

Comme le note ensuite la dépêche, « *répondant à ces interpellations de la foule, il a répondu : “Si nous nous y mettons, peut-être que cela va se produire”.* »

« *Le secrétaire général de la FSU, Gérard Aschieri, a assuré jeudi à Marseille que les manifestants “ne lâcheront pas” face au gouvernement, car “nous voulons gagner et sur l’école et sur les retraites (...). Y a-t-il eu des reculs du gouvernement ? Oui. Sommes-nous satisfaits ? Non. Allons-nous arrêter l’action ? Non, non et non”, a-t-il lancé.* »

« *Le secrétaire général de la CGT-FO, Marc Blondel, a annoncé, jeudi, à Marseille, que sa confédération “maintenait sa proposition d’appel à la grève générale”, en dépit du refus des autres grandes confédérations syndicales.*

« *En prenant conscience de la responsabilité que nous avons, la commission exécutive de Force ouvrière recommande la grève générale”, a lancé Marc Blondel sous les acclamations des milliers de manifestants massés devant les grilles du Stade-Vélodrome.*

« *Nous avons proposé aux autres organisations d’y réfléchir ; certains nous ont fait savoir qu’ils le jugeaient inopportun pour le moment”, a-t-il poursuivi, provoquant les huées et les sifflets de la foule.*

« *Pour l’organisation FO, nous restons déterminés et nous maintiendrons cette position”, a-t-il alors insisté.* »

Force est de constater que, le soir même, était lancé un nouvel appel à une journée d’action. Sommes-nous fondés à affirmer :

« *Par centaines de milliers, par millions, la masse compacte des travailleurs a répondu aux appels des organisations syndicales. Le 6 mai, le 13 mai, le 19 mai, le 25 mai, le 27 mai, le 3 juin, le 10 juin..., la “masse” a défilé en rangs compacts dans toute la France, dans toutes les grandes villes et partout. Jour après jour, à chaque fois, des millions en grève et manifestation pour une même exigence : 37,5 annuités pour tous, public-privé, abrogation des décrets Balladur ; retrait du projet Fillon ; retrait du projet sur la décentralisation, aucun transfert.*

Durant des mois et des mois, il y a eu les enseignants, les personnels TOS, les personnels de l’Education nationale de toutes catégories, les cheminots, les transports, le métro, les fonctionnaires de toutes catégories, éboueurs, employés municipaux... et, ce que tous cherchent à occulter, des secteurs significatifs du privé.

Par millions et millions, opiniâtement, la “masse” unie a fait grève, manifesté ; lentement, opiniâtement, la même exigence s’est peu à peu fait jour :

« *Dirigeants des syndicats, des fédérations, dirigeants des centrales ouvrières CGT et CGT-FO, unité pour la grève générale interprofessionnelle.” Jour après jour, cette exigence s’est exprimée avec de plus en plus de force.*

Et le 12 juin à Marseille, devant Blondel et Thibault, des centaines de milliers, unis dans le même cri, ont lancé au nom de tous les travailleurs de France : « *Grève générale interprofessionnelle ! Blondel, Thibault, appelez !”*

Nous ne sommes pas battus.

La classe ouvrière n’est pas battue, parce qu’elle s’est battue.

« *L’humanité doit vivre. Donc, il doit y avoir la lutte de classe, donc, il doit y avoir la construction. Donc, il faut bâtir. Les travailleurs sont capables de comprendre. Il faut expliquer les choses telles qu’elles sont”.* »

A propos de la “conférence anticapitaliste” d’Athènes (22 et 23 juin 2003)

Par Olivier Doriane

Dans le précédent numéro de *La Vérité*, nous nous sommes expliqués sur les rapports que les “alter-mondialistes” — au premier rang desquels les représentants du Secrétariat unifié — entretiennent avec le Parlement européen, institution de l’Union européenne.

Il nous faut revenir sur cette question à partir des documents rendant compte d’une “conférence anticapitaliste européenne” réunie à Athènes les 9 et 10 juin 2003 (1). Les organisations suivantes y étaient représentées : le Parti socialiste d’Ecosse (SSP) ; la Ligue communiste révolutionnaire de France ; le Bloc de gauche du Portugal ; le KPD d’Allemagne ; Refondation communiste d’Italie ; Solidarités de Suisse ; l’Alliance rouge et verte du Danemark ; le Socialist Workers Party et l’Alliance socialiste d’Angleterre ; l’ODP de Turquie et l’Espace alternatif pour l’Etat espagnol. Le rapport indique : “Il y a eu un ample accord sur le fait que, tout en maintenant la mobilisation contre l’impérialisme de l’administration Bush, il était essentiel de faire face à la nouvelle offensive néo-libérale dans l’Union européenne menée au nom du programme de Lisbonne” (2).

Que signifie parler d’une “nouvelle offensive néo-libérale dans l’Union européenne” ? Cela signifie-t-il que l’Union européenne pourrait être autre chose que l’instrument de la domination des marchés financiers et des multinationales contre les droits ouvriers ? Pourrait-elle mener une politique qui ne soit pas néo-libérale ? Faudrait-il s’inscrire dans le cadre de l’Union européenne, c’est-à-dire dans le cadre du traité de Maastricht, pour opposer d’autres propositions dans ce même cadre ? A cette question, les anima-

teurs de la conférence “anticapitaliste” répondent positivement : “Il est fondamental, dans les mois à venir, de combiner la résistance contre le programme de Lisbonne avec la discussion sur une alternative au projet de construction de l’Europe et une intervention qui articule la mobilisation sociale et la participation aux processus électoraux, avant tout aux élections au Parlement européen de 2004.” Rappelons une fois encore que le Parlement européen n’est pas un Parlement. Il est une institution de l’Union européenne. Seule la Commission européenne est en droit d’élaborer des directives. Le “Parlement” ne donne que des avis, et toutes doivent se situer dans le cadre du respect des traités constitutifs de l’Union européenne. Il ne sert que de couverture à la mise en œuvre de la régression sociale, dont les peuples d’Europe subissent les effets depuis des années. Mais, pour les “anti-capitalistes”, il s’agit

(1) Toutes les citations qui suivent sont extraites du rapport de la conférence intitulé “Un pas de plus dans la construction d’un parti anticapitaliste alternatif européen” signé Leditch, publié sur le site “indymedia”.

(2) Il est nécessaire de rappeler que le “programme de Lisbonne” est en fait un ensemble de décisions du sommet européen de mars 2002, auquel participaient tous les gouvernements de l’Union européenne. Ce sommet a décidé que l’âge moyen de départ à la retraite devait augmenter de cinq ans dans chacun et dans tous les pays d’Europe, que le secteur de l’énergie devait être totalement privatisé dans tous les pays où cela n’était pas encore le cas.

Tous les gouvernements qui se soumettent au cadre du traité de Maastricht acceptent, de fait, les décisions de l’Union européenne et sont amenés à appliquer ces décisions du sommet de Lisbonne. Il ne s’agit pas d’un programme néo-libéral dans le cadre de l’Union européenne, mais bel et bien de décisions gouvernementales appliquant la politique de l’Union européenne.

de travailler à une alternative dans le cadre de l'Union européenne. Le texte de la conférence appelle "à organiser des séminaires sectoriels pan-européens sur les sujets clés de la Constitution, comme les droits sociaux, la question nationale ou la question de la femme, l'élaboration d'un projet de Constitution européenne alternatif".

Comme nous le voyons, il s'agit bien de s'inscrire dans le cadre de l'élaboration de la prétendue "Constitution européenne". Il est vrai que la Convention présidée par l'ancien président de la République française Valéry Giscard d'Estaing multiplie les commissions, rencontres et groupes de travail pour associer à la rédaction de cette prétendue Constitution. Or celle-ci n'est rien d'autre que le cadre de l'offensive pour la dislocation des nations. Elle prévoit, en effet, que les prérogatives des Etats-nations soient transférées à l'Union européenne, que les décisions prises par l'Union européenne s'imposent sans même avoir besoin d'être transcrites dans les lois de tous les pays qui seraient soumis à la Constitution. La "construction européenne" n'est rien d'autre, en réalité, que la "déconstruction-destruction" de tous les droits acquis dans le cadre de la nation. Cependant, nos "anticapitalistes" insistent : "Toutes ces alternatives doivent permettre de créer un profil clair et de le projeter depuis la tribune institutionnelle des élections européennes, soutenant ainsi une nouvelle avancée des mouvements sociaux sur un axe aussi central que la construction européenne."

La "Constitution européenne", un axe central ! Voilà qui en dit long. Et cela débouche sur des questions fort pratiques. "Le second jour des débats de la conférence a été consacré à profiler les caractéristiques et les tâches d'un parti européen de la gauche alternative et anticapitaliste. Bien qu'on n'ait pas encore approuvé de législation communautaire qui régira les partis européens, les projets examinés paraissent ouvrir la possibilité à sa constitution à partir des participants de la conférence anti-capitaliste." On entre là dans le domaine du concret. Car la "législation communautaire" a bel et bien prévu la constitution de partis politiques au niveau européen. "La Commission européenne a adopté une proposition de règlement sur le statut et le financement des partis politiques européens (...). Cette proposition met en pratique un engagement pris par les chefs d'Etat et de gouvernement lors du Conseil européen de Nice. La Commission propose que le Parlement européen soit chargé d'enregistrer un parti politique européen. Pour être enregistré, un parti doit être présent dans au

moins trois Etats membres et avoir participé aux élections au Parlement européen ou en avoir exprimé officiellement l'intention (...). Tous les partis doivent respecter les principes de liberté, de démocratie, de droit de l'homme et de l'Etat de droit" (proposition de base du 19 février 2003 publiée par l'observatoire législatif du Parlement européen — COD/2003/0039). Donc, si l'on résume, il s'agit de partis dont la reconnaissance relève du Parlement européen qui fixe les règles. Ce qui est contradictoire à la démocratie, qui autorise les partis politiques à se constituer librement selon les règles définies librement par leurs membres. Quant à l'Etat de droit dont parle la résolution, c'est celui du respect du traité de Maastricht. Un parti se prononçant pour l'abrogation de ce traité ne rentre pas dans cette catégorie. Tout cela n'empêche pas que la base de la constitution d'un "parti" dans le cadre des institutions de l'Union européenne sembl agréer à nos "anticapitalistes". Et comme il faut être présent comme on vient de le voir dans trois Etats membres, "la conférence a mandaté son secrétariat et les quatre organisations fondatrices, Bloc de gauche du Portugal, Parti socialiste d'Ecosse, LCR de France, et Alliance rouge et verte Danoise, afin d'effectuer les démarches techniques nécessaires pour rendre possible la future constitution d'un parti européen de la gauche anticapitaliste et alternative".

Puisque l'on parle de démarches techniques, soulignons que "la Commission européenne propose une enveloppe annuelle de 8,4 millions d'euros, qui sera gérée par le Parlement européen. 15 % doivent être répartis à parts égales entre tous les partis qui répondent aux critères. Les 85 % restants doivent être répartis entre les partis politiques européens qui ont des élus au sein du Parlement européen. Ce financement européen ne peut excéder 75 % du budget total d'un parti" (même source).

Un "parti" financé aux trois quarts par l'Union européenne, cela mérite en effet de s'inscrire dans le cadre de l'Union européenne pour participer à des contre-propositions sur le projet de Constitution.

Il est nécessaire de rappeler une fois encore que le Parti des travailleurs, en France, est le seul parti à refuser le financement de l'Etat, et qu'il verse l'intégralité des sommes versées par l'Etat à un fonds d'aide ouvrière internationale, qui vient en aide aux victimes de la répression dans le monde.

En relisant *Que faire ?* (I)

Par Dominique Ferré

Cette année 2003 est le centième anniversaire de la naissance du bolchevisme. C'est en effet en 1902-1903 que la social-démocratie russe se scinde en deux courants et que sont rédigés les principaux textes qui définissent le courant bolchevique, dont la IV^e Internationale est l'héritière.

Qu'est-ce que le bolchevisme ? C'est la traduction, dans les conditions du début du XX^e siècle, du marxisme, c'est-à-dire de l'unité de la théorie et de la pratique dans l'organisation. Rappelons que c'est sur une question qui pourrait sembler mineure que, quelques mois après la publication de *Que faire ?*, au II^e Congrès du Parti ouvrier social-démocrate de Russie (POSDR), se séparèrent les deux tendances de la social-démocratie russe, bolcheviks (majoritaires) et mencheviks (minoritaires), puisque cette rupture s'opéra à propos de la formulation de l'article premier des statuts définissant "qui est membre du parti". Relisons donc ensemble l'un des textes fondateurs du bolchevisme, rédigé fin 1901, début 1902, et publié pour la première fois sous forme de brochure en mars 1902 : *Que faire ? Les questions brûlantes de notre mouvement*. Lénine y traite de deux questions majeures : d'une part, la question des rapports entre le mouvement spontané de la classe ouvrière et l'intervention consciente des révolutionnaires, et, d'autre part, il

dégage une méthode de construction d'un parti révolutionnaire autour du journal comme "*organisateur collectif*". Nous traiterons ce deuxième aspect dans le prochain numéro de *La Vérité*.

LA SOCIAL-DÉMOCRATIE RUSSE À L'ÉPOQUE DE *QUE FAIRE ?*

A l'époque, la Russie tsariste est un pays arriéré, où le développement du capitalisme est entravé par la survie d'un régime autocratique, qui interdit toute liberté politique. Le marxisme en Russie (qui s'appelle à l'époque la social-démocratie) a connu plusieurs phases de développement : 1884-1894 : période de sa naissance, période "*de gestation*", dit Lénine, dans laquelle il ne touche que quelques cercles, indépendamment du mouvement par lequel la classe ouvrière découvre les premières formes de grève et d'action collective. 1894-1898 : la social-démocratie se manifeste en tant que parti politique. Elle peut le faire au prix d'une rupture définitive avec le populisme (courant révolutionnaire petit-bourgeois, qui vit des milliers de jeunes étudiants et intellectuels "aller au peuple", notamment aux paysans, et utiliser le terrorisme

contre le régime tsariste). Cette seconde période se conclut par la formation, dans la clandestinité, du Parti ouvrier social-démocrate de Russie au printemps 1898, comme section de l'Internationale ouvrière dans l'empire tsariste. Enfin, la "troisième période", à partir de 1898, que Lénine qualifie de "période de confusion, de désagrégation, de flottement". Une période de lutte politique intense entre les différentes tendances et organisations social-démocrates (1).

"La lutte prolétarienne gagnait de nouvelles couches d'ouvriers (...). Mais la conscience des dirigeants avait abdicqué devant l'ampleur et la puissance de l'essor spontané", alors que la "spontanéité des masses exigeait des militants un plus haut degré de conscience". C'est pour "clore la troisième période" que Lénine conduit cette polémique dans *Que faire ?*, appelant à "consolider le marxisme militant" pour que la social-démocratie russe puisse sortir "de la crise plus forte et plus adulte, que l'arrière-garde des opportunistes (soit) "relevée" par l'avant-garde véritable de la classe la plus révolutionnaire".

Relisons donc *Que faire ?* et interrogeons-nous : les questions qui y sont soulevées par Lénine sont-elles toujours d'actualité cent ans plus tard ?

-
- •

"Sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire" : cette célèbre phrase de Lénine inaugure un premier aspect de la polémique de *Que faire ?* contre ceux qui, dans la social-démocratie, regroupés autour du journal *Rabotchéïé Diélo* ("La Cause ouvrière") reprochent à l'*Iskra* ("L'Étincelle") et à la revue *Zaria* ("L'Aube"), animés entre autres par Lénine, la "sous-estimation de l'importance de l'élément objectif ou spontané du développement". Le mouvement "spontané" des masses, leur lutte à partir de chaque revendication contre l'exploitation capitaliste dans le cadre de chaque usine peuvent-ils tout ? Ou bien, le point de départ étant ce mouvement spontané, il ne peut suffire à lui seul et

nécessite donc l'intervention de l'élément subjectif, de l'élément conscient qu'est le parti révolutionnaire ? Telle est la discussion dans la social-démocratie russe.

« L'«ÉLÉMENT SPONTANÉ»
N'EST AU FOND QUE LA FORME
EMBRYONNAIRE DU CONSCIENT »

Lénine rappelle qu'il y a

"spontané et spontané. Il y avait déjà eu en Russie des grèves dans les années 1870 et les années 1860 (et même dans la première moitié du XIX^e siècle), grèves accompagnées de destruction "spontanée" des machines, etc. Comparées à ces émeutes, les grèves d'après 1890 pourraient même être qualifiées de "conscientes", tant le mouvement ouvrier avait progressé dans l'intervalle. Cela nous montre que l'"élément spontané" n'est au fond que la forme embryonnaire du conscient. Les émeutes primitives traduisaient déjà un certain éveil de la conscience : les ouvriers perdaient leur foi séculaire dans la pérennité de l'ordre social qui les accablait ; ils commençaient... je ne dirai pas à comprendre, mais à sentir la nécessité d'une résistance collective et ils rompaient délibérément avec la soumission servile aux autorités. Pourtant, c'était bien davantage une manifestation de désespoir et de vengeance qu'une lutte."

(1) Notons, en premier, lieu que la polémique menée par Lénine contre les tendances opportunistes de la social-démocratie russe, partisans, comme Bernstein en Allemagne, d'une "liberté de critique" du marxisme, s'inscrit pleinement dans une discussion à l'échelle de la II^e Internationale : « Les fabians anglais, les ministériels français, les bernsteiniens allemands, les critiques russes forment tous une seule famille, ils s'encensent, se copient, combattent ensemble le marxisme "dogmatique". ». Que l'on soit bien clair, les bolcheviks ne sont pas contre la liberté de critique : comme cela sera formulé plus tard, le centralisme démocratique implique "la plus totale liberté dans la discussion" (donc, la critique permanente des erreurs d'orientation de la direction et du parti lui-même, qui ne doit faire peur à aucun communiste) et "l'unité dans l'action". Mais, à cette époque, sous le drapeau de la "liberté de critique", se cache, dit Lénine, « tout simplement une variété nouvelle d'opportunisme (...), la "liberté de critique" est la liberté pour la tendance opportuniste au sein de la social-démocratie de transformer cette dernière en un parti démocratique de réformes, la liberté d'introduire dans le socialisme des idées bourgeoises et des éléments bourgeois ». Nous allons voir dans la brochure de Lénine sur quoi repose cette affirmation.

Mais après 1890, les grèves, "malgré l'immense progrès qu'elles représentaient par rapport aux "émeutes", demeuraient un mouvement purement spontané".

Car

"si les émeutes étaient simplement une révolte d'opprimés, les grèves systématiques contenaient déjà un germe de lutte de classe, mais un germe seulement. Prises en elles-mêmes, ces grèves étaient une lutte trade-unioniste, non encore social-démocrate ; elles marquaient l'éveil de l'antagonisme entre ouvriers et patrons ; mais les ouvriers n'avaient pas et ne pouvaient pas avoir la conscience social-démocrate, c'est-à-dire la conscience de l'opposition irréductible de leurs intérêts à l'ensemble du système politique et social existant."

Ainsi, pour Lénine, le mouvement spontané des masses, qui peut prendre des formes variées selon les pays, les époques, etc., a comme caractéristique première de chercher à vendre la force de travail à son meilleur prix.

Lutte absolument nécessaire, lutte "économique" au sens que lui donnait Engels, "résistance contre les capitalistes" (ce que, dit Lénine, on appelle dans les pays libres "lutte professionnelle, syndicale et trade-unioniste").

Cette lutte amène à lutter pour les réformes assurant des conquêtes pour les travailleurs à l'époque du capitalisme ascendant et, à l'époque de l'impérialisme, à défendre les conquêtes attaquées par le capitalisme décomposé.

Mais pour les bolcheviks, la lutte de classe ne se réduit pas à la lutte "revendicative" ou "économique", bien que, sans lutte revendicative, il ne peut y avoir de lutte de classe.

La classe ouvrière ne se constitue comme classe "pour soi", pour reprendre l'expression de Marx, que par ses organisations et ses conquêtes, et c'est la condition de la lutte de classe (qui inclut l'existence des organisations ouvrières, à commencer par les syndicats, qui fondent l'existence de la classe ouvrière).

Mais ce mouvement spontané, qui cherche à vendre la force de travail à son meilleur prix, reste dans le cadre du système où l'ouvrier doit vendre sa force de travail.

"UNE JEUNESSE RÉVOLUTIONNAIRE ARMÉE DE LA THÉORIE SOCIAL-DÉMOCRATE BRÛLAIT DE SE RAPPROCHER DES OUVRIERS"

Et la nécessité du combat pour en finir avec le système basé sur l'exploitation du travail par le capital ne jaillit pas "spontanément" du mouvement spontané des masses résistant à l'exploitation usine par usine, mais doit être inscrit par l'intervention consciente des révolutionnaires dans la lutte de classe. Et pour être mené jusqu'au bout, cela nécessite la théorie, le programme, le parti ! D'où vient cette intervention consciente ?

Lénine dit :

"L'histoire de tous les pays atteste que, par ses seules forces, la classe ouvrière ne peut arriver qu'à la conscience trade-unioniste, c'est-à-dire à la conviction de la nécessité de s'unir en syndicats, de lutter contre les patrons, d'exiger du gouvernement l'adoption des lois nécessaires aux ouvriers, etc. La doctrine socialiste, elle, est née des théories philosophiques, historiques, économiques élaborées par les représentants instruits des classes possédantes, par les intellectuels."

Ainsi, en Russie,

"il y avait à la fois éveil spontané des masses ouvrières, éveil à la vie consciente et à la lutte consciente, et existence d'une jeunesse révolutionnaire, qui, armée de la théorie social-démocrate, brûlait de se rapprocher des ouvriers".

Une affirmation qui est cependant nuancée par Lénine dans le texte lui-même, puisqu'il dit que "l'"**élément spontané**" n'est au fond que **la forme embryonnaire du conscient**". Le mouvement spontané porte donc en germe le combat pour l'abolition du système de l'exploitation.

Les premiers social-démocrates, rappelle Lénine, "se livraient avec ardeur à l'agitation économique", mais, "loin de considérer cette agitation comme leur tâche unique", ils "assignaient **dès le début** à la social-démocratie russe les plus grandes tâches historiques, en particulier celle du renversement de l'auto-cratie".

Ces lignes ont été écrites il y a plus d'un siècle, à la fin de l'époque du capitalisme "ascendant" et à l'aube de la période que Lénine appellera "*l'impérialisme, stade suprême du capitalisme*", "*l'ère des guerres et des révolutions*". Une époque où le mode de production capitaliste n'est plus capable de développer les forces productives et est amené, pour survivre, à les détruire en masse et à détruire la principale d'entre elles : la force de travail. Une époque où le mode de production capitaliste en décomposition menace les bases mêmes de l'ensemble de la société et de la civilisation, y compris les conquêtes démocratiques des révolutions bourgeoises. Cette époque confère donc à la classe ouvrière le rôle central d'ouvrir un débouché politique, et de se placer, comme il l'écrit dans *Que faire ?* "*à l'avant-garde du combat pour la démocratie*".

En 1902, Lénine assigne donc à la classe ouvrière des tâches politiques, mettant en avant la nécessité d'une intervention consciente des révolutionnaires dans la lutte de classe, qui relie chaque combat "économique" particulier à la tâche d'ensemble de renversement du régime autocratique.

"LES REVENDICATIONS DES MASSES SE HEURTENT AUX TENDANCES DESTRUCTRICES DU CAPITALISME DÉCADENT"

Trente-cinq ans après *Que faire ?*, Léon Trotsky, dans le *Programme de transition*, le programme de la IV^e Internationale, sera amené à revenir sur ce lien entre la lutte pour chaque revendication, même la plus ténue, et le combat d'ensemble pour le renversement du capitalisme :

"Ce qui distingue l'époque actuelle, ce n'est pas qu'elle affranchit le parti révolutionnaire du travail prosaïque de tous les jours, mais qu'elle permet de mener cette lutte en liaison indissoluble avec les tâches de la révolution. La IV^e Internationale ne repousse pas les revendications du vieux programme "minimum" (...). Elle défend inlassablement les droits démocratiques des ouvriers et

leurs conquêtes sociales. Mais elle mène ce travail de tous les jours dans le cadre d'une perspective correcte, réelle, c'est-à-dire révolutionnaire. Dans la mesure où les vieilles revendications partielles "minimum" des masses se heurtent aux tendances destructrices du capitalisme décadent — et cela se produit à chaque pas —, la IV^e Internationale met en avant un système de REVENDICATIONS TRANSITOIRES, dont le sens est de se diriger de plus en plus ouvertement et résolument contre les bases mêmes du régime bourgeois."

Cela ne veut pas dire que les révolutionnaires n'accordent pas la plus grande attention à chaque revendication quotidienne de telle ou telle catégorie de travailleurs ou de jeunes. Qu'ils n'accordent pas la plus grande attention à ce que, comme le dit Trotsky :

"Dans les conditions du capitalisme en décomposition, les masses continuent à vivre la morne vie d'opprimés, qui, maintenant plus que jamais, sont menacés d'être jetés dans l'abîme du paupérisme. Elles sont contraintes de défendre leur morceau de pain, mais si elles ne peuvent l'augmenter ou l'améliorer."

Mais le combat pour chaque revendication pose le problème de la défense de la classe ouvrière comme classe, qui n'est classe que par ses organisations et ses conquêtes, combat qui se trouve non seulement confronté aux Etats, aux institutions de l'impérialisme, mais aussi à la politique de certains appareils qui dirigent le mouvement ouvrier, et qui ont lié leur sort à la survie du système de la propriété privée des moyens de production ?

Lénine poursuit sa polémique contre les militants regroupés autour des journaux *Rabotchéïé Diélo* et *Rabotchàïa Mysl* ("La Pensée ouvrière"), représentant tous deux ce qu'il appelle "*l'économisme*", c'est-à-dire partisans d'une lutte "*purement économique*", que Lénine caractérise comme le "*culte du spontané*"...

"Au lieu d'appeler à aller de l'avant, à consolider l'organisation révolutionnaire, à étendre l'activité politique, on appelait à revenir en arrière, à la seule lutte trade-unioniste (...), on a fait miroiter qu'un kopeck de gagné par rouble, c'est plus tangible et palpable que n'importe quel socialisme et n'importe quelle politique."

En décrétant que seule une lutte potentiellement porteuse de “résultats tangibles” (on dirait aujourd’hui une lutte “revendicative”) s’oppose à “n’importe quel socialisme”, les “économistes” sont appelés, dit Lénine, à se cantonner de plus en plus dans “un pur trade-unionisme bourgeois”. Pourquoi ?

“Tout culte de la spontanéité du mouvement ouvrier, toute dépréciation du rôle de “l’élément conscient”, du rôle de la social-démocratie signifie par là même — qu’on le veuille ou non, cela n’y fait absolument rien — un renforcement de l’influence de l’idéologie bourgeoise sur les ouvriers.”

A l’époque où Lénine écrit *Que faire ?*, refuser à la classe ouvrière toute perspective d’un combat politique, c’est laisser le terrain politique à la bourgeoisie libérale, représentante de la classe capitaliste, qui étouffe dans le cadre du régime tsariste et conteste le régime du point de vue de ses intérêts de classe. Au contraire, pour Lénine, le nécessaire combat syndical, revendicatif, qui inclut le combat pour l’existence de la classe comme classe, donc pour la défense des organisations ouvrières, est lié au combat sur le terrain politique. Il revient donc aux militants organisés sur le programme de la IV^e Internationale de faire le lien entre le combat pour la défense des conquêtes de la classe et la lutte pour l’expropriation du capital.

QUEL EST LE RAPPORT ENTRE LA LUTTE POUR CHAQUE REVENDICATION ET LE COMBAT D’ENSEMBLE ?

Prenons des exemples auxquels les travailleurs ont été récemment confrontés. Dans le mouvement de lutte de classe qui vient de se produire en France pour la défense du système de retraite et contre la “décentralisation”, les revendications portées par les masses (37,5 années de cotisation pour une retraite à taux plein, retrait du plan Fillon contre les retraites, retrait des mesures de décentralisation...) sont des revendications “syndicales”. De même, au Brésil, quand les fonctionnaires se dressent en masse pour préserver la

Previdencia, le système de retraite. Mais ces revendications syndicales se relie à un problème politique : en France, les diktats de l’Union européenne, qui lors de son sommet de Barcelone en 2002, a exigé de tous les gouvernements de droite comme de “gauche” qu’ils s’engagent à élever de cinq ans l’âge du départ en retraite. Au Brésil, à la politique de l’impérialisme américain (ALCA), qui exige le démantèlement de la nation... Il n’y a donc pas aucune Muraille de Chine entre le combat quotidien pour la défense des revendications (et le combat pour la défense des instruments construits par les ouvriers pour défendre ces revendications), d’une part, et, d’autre part, le combat d’ensemble pour en finir avec l’Union européenne, l’ALCA et les institutions mises en place par l’impérialisme décomposé.

Dégager cette orientation, c’est ce que Lénine, contre les partisans de la *Rabotchaïa Mysl* et du *Rabotchéïe Dielo*, appelle “l’élaboration indépendante d’une politique social-démocrate spécifique, qui répondrait aux tâches générales du socialisme”.

PLUS GRAND EST L’ÉLAN SPONTANÉ DES MASSES, ET PLUS S’AFFIRME LA NÉCESSITÉ D’UNE MASSE DE CONSCIENCE

Et il conclut :

“Ainsi, nous avons pu constater que l’erreur fondamentale de la “nouvelle tendance” de la social-démocratie russe est d’exalter la spontanéité, de ne pas comprendre que la spontanéité des masses exige de nous, social-démocrates, une masse de conscience. Plus grand est l’élan spontané des masses, plus le mouvement prend d’extension, et plus vite encore s’affirme la nécessité d’une masse de conscience dans le travail théorique, politique et d’organisation de la social-démocratie.”

Répétons-le, Lénine considère indispensable le combat de résistance à l’exploitation, c’est-à-dire

“la lutte économique est la lutte collective des ouvriers contre les patrons pour vendre avantagusement leur force de

travail, pour améliorer leurs conditions de travail et d'existence".

D'où la nécessité de syndicats, organisations permanentes regroupant les ouvriers qui font l'acte conscient de combattre collectivement pour "*vendre la force de travail au plus haut prix*". Force de travail que les capitalistes — encore plus à l'époque de l'impérialisme dans laquelle nous sommes — essaient d'acheter au plus bas prix (déreglementation, délocalisations, surexploitation, travail des enfants...) et détruisent en masse (guerres, chômage, drogue, décomposition...). Précisons : à notre époque, celle où l'impérialisme doit pour sa survie **détruire la force de travail, donc les instruments, les organisations (syndicats) que la classe ouvrière a constitués dans sa lutte de classe pour vendre cette force de travail au meilleur prix**, le combat pour défendre ces organisations est une question majeure pour les révolutionnaires.

**“LA SOCIAL-DÉMOCRATIE
RÉVOLUTIONNAIRE
A TOUJOURS INCLUS
DANS SON ACTIVITÉ LA LUTTE POUR
LES RÉFORMES”**

De même, rappelle Lénine, "*la social-démocratie révolutionnaire a toujours inclus dans son activité la lutte pour les réformes*". On dirait aujourd'hui, à l'heure où l'impérialisme décomposé remet en cause une à une ces réformes progressistes arrachées par la classe (c'est-à-dire les améliorations, les conquêtes et institutions ouvrières : lois de protection du travail, Codes du travail, conventions collectives, statuts, systèmes

de retraite et de Sécurité sociale, système d'instruction publique, etc.) : les révolutionnaires incluent dans leur activité la lutte pour la défense des réformes, la lutte contre les "contre-réformes" qui visent à les détruire.

Cette lutte pour la défense de tout ce qui a été arraché par la lutte de classe dans le cadre des nations est aujourd'hui la condition même de la lutte de classe, et en même temps, pour les révolutionnaires, s'inscrit comme une partie dans le combat d'ensemble de "*la lutte pour la liberté et le socialisme*".

Les révolutionnaires doivent donc aider

“la lutte menée par la classe ouvrière non seulement pour vendre sa force de travail à des conditions avantageuses, mais aussi pour abolir un ordre social qui oblige les non-possédants à se vendre aux riches. La social-démocratie représente la classe ouvrière dans ses rapports non avec un groupe donné d'employeurs, mais avec toutes les classes de la société contemporaine, avec l'Etat en tant que force politique organisée.”

En poursuivant la lecture de *Que faire ?*, nous montrerons comment, dans les chapitres suivants, Lénine s'attache à étudier "*comment le culte de la spontanéité s'est exprimé dans le domaine des tâches politiques et dans le travail d'organisation de la social démocratie*". Nous verrons comment Lénine démontre qu'à "l'économisme" correspond une forme d'organisation qu'il qualifie "*d'amateurisme en matière d'organisation*". Comment il s'élève contre cet amateurisme, y opposant la nécessité de combattre pour construire une organisation révolutionnaire structurée par un journal pour toute la Russie, journal qui peut et doit être "*pas seulement un propagandiste collectif et un agitateur collectif, (mais) aussi un organisateur collectif*".

Documents

Nous publions ici quatre documents. Deux d'entre eux n'émanent pas de sections de la IV^e Internationale, mais leur contenu concerne tout le mouvement ouvrier.

I. France : les thèses adoptées par le 43^e Congrès de la section française de la IV^e Internationale

Le 43^e Congrès de la section française de la IV^e Internationale, Courant communiste internationaliste du Parti des travailleurs, s'est tenu à Paris, les 22 et 23 mars 2003. Les thèses qui suivent concentrent l'élaboration de la section française lors de ce congrès, marqué par la lutte contre la guerre en Irak que le Parti des travailleurs développe dans le cadre de l'Entente et l'accélération de la lutte des classes en France, qui commençait à déboucher sur le mouvement analysé dans l'article qui ouvre ce numéro de *La Vérité*.

1. — La guerre impérialiste contre l'Irak ouvre une période de guerre impérialiste généralisée. C'est la fin d'une époque. Celle qui s'ouvre est une période d'attaques directes contre les bases mêmes de la civilisation au travers d'une offensive sans précédent contre tout ce qui constitue la classe ouvrière comme classe "pour soi", donc contre la démocratie et contre l'existence même des nations souveraines. A l'aube de la précédente guerre impérialiste, en 1940, Trotsky avait formulé le pronostic suivant : ou bien cette guerre impérialiste débouchera sur le triomphe de la révolution prolétarienne à l'échelle mondiale ; ou bien la barbarie l'emportera, détruisant les bases sociales conquises par Octobre 1917 et tous les "bastions de démocratie prolétarienne insérés dans les interstices de la société bourgeoise", renvoyant l'humanité

des siècles en arrière. Les développements de l'après-Seconde Guerre mondiale ont confirmé les tendances inscrites dans ce pronostic, en même temps qu'ils en ont différé la conclusion :

— la défaite du nazisme fut d'abord le résultat du soulèvement des masses soviétiques défendant les conquêtes de la révolution, concentrées en premier lieu sur la propriété sociale édiflée sur la liquidation révolutionnaire de la propriété privée des moyens de production ; il en est résulté une extension des rapports sociaux expropriant le capitalisme à l'est de l'Europe (et aussi dans un rapport différent, la révolution yougoslave et la révolution chinoise) ;

— à l'est de l'Europe, l'extension des rapports sociaux expropriant le capitalisme s'est faite sur la base d'une montée

révolutionnaire cadrée par les moyens bureaucratiko-militaires utilisés par le stalinisme pour contenir la vague révolutionnaire se développant dans les pays occupés par l'Armée rouge (cette extension était aussi la vérification de l'analyse de Trotsky selon laquelle la coexistence entre rapports de production socialisés et rapports de production privés était impossible dans un même Etat ou "bloc d'Etats"), vérifiant par là même l'inanité de la théorie du socialisme dans un seul pays ;

— dans de nombreux pays, et singulièrement en France, la domination de la classe capitaliste a été confrontée à une vague révolutionnaire menaçant de la balayer, vague révolutionnaire que seule la politique des appareils — en particulier stalinien — a empêché d'aboutir ;

— cette politique contre-révolutionnaire a pris, selon les pays, des formes différentes : si, en Grèce, elle a pris la forme de l'isolement délibéré de la révolution prolétarienne livrée à l'impérialisme, en France, la restauration de la domination du régime de la propriété privée des moyens de production fut imposée à un prix particulièrement élevé pour l'impérialisme, celui des conquêtes sans précédent arrachées par le prolétariat entre 1944 et 1950 : Sécurité sociale, nationalisations, statuts et conventions collectives, régimes de retraite, représentativité des syndicats, enseignement, et plus particulièrement enseignement technique et professionnel public, autant de résultats cristallisés d'une révolution prolétarienne entravée ;

— mais en dépit du caractère révolutionnaire de la situation au lendemain de la Seconde Guerre mondiale et du rôle qu'y a joué dans de nombreux pays la IV^e Internationale, la "crise de la direction révolutionnaire" n'y a pas été pour autant résolue. Il en est découlé que, contrairement au contenu de leur politique, ce sont les vieilles organisations, et en particulier celles dominées par l'appareil international du stalinisme, qui sont sorties renforcées comme force contre-révolutionnaire, dotant de moyens supplémentaires l'appareil stalinien pour enliser les vagues de la révolution mondiale.

C'est ainsi que, confirmé dans ses tendances fondamentales, le pronostic de

Trotsky s'est trouvé différé quant à sa conclusion, et continue à l'être.

2. — Le pronostic de Trotsky — alternative révolution prolétarienne ou barbare — est établi à partir des problèmes soulevés par la crise de l'humanité, c'est-à-dire la crise de la direction du prolétariat. Question, comme on le sait, fondamentale, dans laquelle s'est insérée depuis la dégénérescence pabliste, constituée à partir de la célèbre formule : "*La bureaucratie stalinienne est contrainte de réaliser le socialisme à sa manière*", poursuivie sur la base du pronostic de Mandel selon lequel le socialisme allait supplanter le capitalisme quelques années après Khrouchchev, etc., pour après la chute de l'URSS se ranger directement dans le camp de la contre-révolution, notamment par l'élaboration de la "démocratie participative" (Porto Alegre), "démocratie participative" reprise intégralement par le FMI, l'OMC, la Banque mondiale, et qui s'oppose directement à la solution de la crise de l'humanité, à savoir l'abolition de la propriété privée des moyens de production.

a) Le tournant a été amorcé en novembre 1989, lorsque le Mur de Berlin s'est effondré sous les coups de boutoir des masses prolétariennes de toute l'Allemagne. Réuni au moment même de la chute du Mur, le 34^e Congrès de la section française de la IV^e Internationale adoptait une résolution dans laquelle on pouvait lire notamment :

« Ce à quoi nous assistons, c'est à l'effondrement en cours de l'équilibre mondial édifié à Yalta, déstabilisant tant l'équilibre des pays où la propriété privée a été expropriée que l'équilibre de tout le système capitaliste en Allemagne, en Europe et dans le monde. A l'équilibre de Yalta qui se liquide par les faits se substituera une situation où des mouvements antagoniques vont se développer entre la révolution et la contre-révolution, que la bureaucratie et l'impérialisme ne pourront régler. A Yalta, un équilibre mondial entre les classes s'est édifié sur la base d'une vague révolutionnaire contenue par un système de conquêtes sociales arrachées à l'impérialisme par le prolétariat et les peuples opprimés, ainsi que les conquêtes arrachées par l'expropriation, révolutions déformées. C'est sur cette situation qu'avec Yalta l'impérialisme tenait en équilibre les

mécanismes du système de la propriété privée des grands moyens de production, grâce à la bureaucratie du Kremlin et à ses agences nationales, et aux appareils des partis social-démocrates qui ont réussi à maintenir la classe ouvrière dans le cadre de l'équilibre bourgeois.

Alors que, de toutes parts et en tous lieux, il est affirmé la faillite du marxisme, toute la situation économique mondiale infirme les fallacieuses théories stalinienne du socialisme dans un seul pays. La situation mondiale dans son ensemble confirme que sur la constitution du marché mondial édifié par le capitalisme, les forces productives étouffent dans le carcan de la propriété privée et des Etats (...). Ce n'est pas le marxisme qui est dépassé, ce sont les fallacieuses théories du "socialisme dans un seul pays", de la "coexistence pacifique" et des prétendus "pays socialistes".

La décomposition de tout le système mondial de l'impérialisme sous l'égide du FMI et de la CEE entraîne tous les pays, y compris les pays avancés, à la plus gigantesque destruction des forces productives. Dans les pays arriérés, avec l'exigence du paiement de la dette extérieure, l'impérialisme s'est engagé dans le processus de recolonisation. Les éléments de rétablissement de la propriété privée des grands moyens de production en URSS, en Chine, dans les pays de l'Est, cumulés à la gestion catastrophique de la bureaucratie, entraînent l'économie de ces pays à un désastre sans précédent. La pénétration du capital financier, le rétablissement de la propriété privée des grands moyens de production entraîneraient des relations de type colonial, avec toutes leurs désastreuses conséquences »

(A treize ans de distance, il faudrait aujourd'hui nuancer un aspect : il ne s'agit plus d'édifier des relations de type colonial, mais d'imposer la destruction pure et simple de toutes les bases économiques et sociales des ex-pays coloniaux baptisés tiers-monde.)

b) Le 11 septembre 2001, les attentats de New York s'inscrivaient dans la situation ouverte par la chute du Mur. Dans la déclaration adoptée par le Secrétariat international le 19 septembre 2001, il était établi :

« Qui peut nier, aujourd'hui, que le "nouvel ordre mondial" imposé par les dirigeants américains et leurs alliés, non seulement n'a ouvert aucune issue aux

peuples et aux nations, mais qu'il a, plus encore, aggravé, au nom de l'économie de marché, toutes les contradictions du système de la propriété privée des grands moyens de production ?

Dix ans se sont en effet écoulés depuis que le président Bush (père de l'actuel président) a décrété l'avènement d'un "nouvel ordre mondial".

Depuis dix ans, le monde a connu l'atrocité guerre menée par la coalition internationale des grandes puissances contre le peuple irakien, à qui fut imposé ensuite un embargo meurtrier. Embargo qui, répétons-le, au nom du "nouvel ordre mondial", a coûté la vie à 1,5 million d'enfants irakiens !

Depuis dix ans, le Rwanda, le Burundi, la Somalie, le Sierra Leone, le Congo ont été dépecés par des guerres prétendument "ethniques". Des millions d'innocents ont été massacrés, victimes des affrontements entre factions et cliques manipulées de bout en bout par les grandes puissances impérialistes "démocratiques", avides de contrôler les richesses naturelles du sous-sol de ces pays.

Depuis dix ans, les guerres successives ont taillé dans la chair des peuples des Balkans ; des millions d'êtres humains ont été anéantis sous les coups des factions issues des vieilles nomenklaturas, définitivement ralliées au régime de privatisations, qui se sont entredéchirées à coups de "purifications ethniques", de découpages, de cantonisation, pour savoir qui serait mieux à même de mettre en œuvre les plans du Fonds monétaire international et la Banque mondiale.

Depuis dix ans, les "accords de paix" imposés par les grandes puissances capitalistes n'ont fait que déboucher sur de nouvelles "divisions ethniques", de nouveaux massacres.

En réalité, le "nouvel ordre mondial", c'est le chômage, la destruction des conquêtes sociales arrachées par la lutte de classe et tous les acquis de la civilisation humaine. Le "nouvel ordre mondial", c'est le triomphe de la spéculation, des privatisations, de l'oppression nationale et de la destruction des nations. Le "nouvel ordre mondial", c'est un vaste chaos où la faillite du régime fondé sur la propriété privée des moyens de production entraîne l'humanité vers l'abîme. »

c) La faillite du régime fondé sur la propriété privée des grands moyens de

production, comme conséquence de la politique des appareils — dans la mesure même où le barrage que constitue cette politique n'a pas été surmonté (crise de l'humanité, crise de la direction révolutionnaire du prolétariat) —, apparaît chaque jour plus flagrante. La "nouvelle économie", qu'on nous présentait il y a seulement trois ans comme le nouvel eldorado du capitalisme, s'est révélée, conformément à nos analyses (voir documents du Quatrième Congrès mondial de la IV^e Internationale et *Lutte des classes et mondialisation*), une énorme bulle spéculative et parasitaire. L'effondrement, produit de l'éclatement de cette dernière, entraîne dans un marasme sans fin les Bourses du monde entier : - 80 % pour l'indice Nasdaq en trois ans, des reculs considérables sur toutes les places boursières (plus de vingt ans en arrière pour Tokyo, sept ans pour Paris, etc.) ; des milliers de milliards d'euros sont ainsi réduits à néant, entraînant la classe capitaliste à des destructions en masse des forces productives : jamais, depuis 1929, les pays capitalistes les plus développés n'avaient connu une telle vague de récession et de désindustrialisation.

d) L'effondrement économique conduit au retour à l'économie de troc dans des zones majeures de l'ex-URSS, en Argentine et ailleurs, tandis que, pour l'essentiel, l'Afrique subsaharienne est transformée en une zone où les structures étatiques et nationales sont, les unes après les autres, disloquées par la politique impérialiste ; l'exception somalienne tend à devenir une généralité.

e) Partout et sous toutes les formes s'exprime l'impasse d'un régime fondé sur la propriété privée des moyens de production, confronté au fossé grandissant entre la socialisation de la production et le caractère privé de l'appropriation, et qui ne peut tenter de surmonter cette contradiction qu'en s'en prenant toujours davantage aux conquêtes sociales améliorant la place de la force de travail dans la société d'exploitation ; cette impasse aboutit aujourd'hui à ce que toutes les tendances réactionnaires de l'impérialisme telles que Lénine les avait analysées se développent jusqu'à pleine maturité, prenant en particulier la forme de la remise en cause généralisée du cadre des nations (voir plus loin).

f) La contradiction de l'offensive destructrice de l'impérialisme décomposé se concentre dans l'élément suivant : le système fondé sur la propriété privée des moyens de production exige que la plus-value soit extorquée et réalisée, ce qui suppose l'exploitation de la force de travail dans la production de marchandises qui doivent être ensuite consommées. La classe capitaliste tente d'assurer la survie de son système par des moyens qui poussent à la destruction de ce qui en est une composante obligée : la classe des producteurs elle-même, appelée néanmoins, dans les relations sociales de production, à résister et à combattre contre sa propre destruction ; et c'est ici que se pose, avec la plus grande ampleur, le dilemme socialisme ou barbarie, c'est-à-dire la capacité attaquée, mais néanmoins historiquement intacte, du prolétariat et des classes exploitées, à retourner une situation mondiale qui conduirait à la barbarie. C'est ainsi que nous pouvons comprendre ce que Trotsky écrivait au début de la guerre, quand il indiquait que si la révolution prolétarienne n'était pas victorieuse, la guerre se terminerait par le saut dans la barbarie. Encore et toujours, il s'agit de la crise de l'humanité, de la crise de la direction révolutionnaire du prolétariat. Il s'agit de la IV^e Internationale, il s'agit de l'organisation.

g) Il en découle plus que jamais qu'à la décomposition impérialiste ne peut s'opposer que la révolution prolétarienne ouvrant la voie à la socialisation des moyens de production.

3. — La guerre contre l'Irak vise à l'éclatement de la nation irakienne. Au-delà, Bush et l'impérialisme américain ne cachent pas que l'objectif immédiat est ce qu'ils appellent eux-mêmes la "réorganisation du Proche-Orient, du Caucase et de la Turquie", laquelle exige le démantèlement de l'Irak (c'est d'ailleurs sur ce point que se noue le conflit France-Etats-Unis, le gouvernement américain dénonçant la volonté de Chirac de s'opposer aux États-Unis pour préserver les positions françaises en Irak). Au-delà, c'est dans le monde entier que l'existence même des nations telles qu'elles se sont historiquement constituées est menacée par l'impérialisme. Dans sa recherche constante de

l'abaissement du "coût du travail" (dans un processus de destruction des forces productives sur la base du maintien du mode de production capitaliste), l'impérialisme est amené à démanteler le cadre même des nations. La destruction des nations, c'est la destruction du cadre organisé dans lequel ont été édifiées nombre des conquêtes de la civilisation humaine. C'est aussi, d'abord et avant tout, la destruction du cadre organisé dans lequel la classe ouvrière s'est constituée comme classe et a inscrit sa lutte de classe, ses organisations nationales, ses conquêtes, droits et garanties, codifiés dans les Codes du travail, les statuts, les régimes de protection sociale, les conventions collectives, les droits ouvriers. En France, la mise en cause du cadre de la nation menace dans une même offensive les conquêtes sociales de la vague révolutionnaire prolétarienne de 1944-1945 et les conquêtes démocratiques de la grande Révolution française de 1789-1793, et celles qui se sont inscrites dans cette continuité. L'impérialisme décomposé prétend donc renvoyer très loin en arrière, avant même la constitution de la nation et le processus de développement des forces productives qui y a conduit dès le Moyen Age. Ici se trouve vérifiée toute l'actualité de la révolution permanente : la classe ouvrière ne peut mener à bien le combat pour l'émancipation sociale et préserver l'indépendance de ses organisations qu'en prenant pleinement en charge la "ligne de la démocratie", c'est-à-dire la défense, sur le terrain de l'indépendance de classe, de toutes les conquêtes de la démocratie, y compris l'unité de la nation et sa souveraineté. C'est toute la signification du combat du Parti des travailleurs pour l'Assemblée constituante souveraine organisant la rupture avec l'Europe de Maastricht, incluant la lutte pour la destruction des institutions bonapartistes de la V^e République, et donnant les moyens au peuple travailleur rassemblé d'établir les conditions de la souveraineté et de la démocratie.

4. — Ce serait une erreur de considérer comme un phénomène secondaire la grave crise qui a opposé des mois durant l'impérialisme français, et éventuellement allemand, à l'impérialisme américain. L'anta-

gonisme est révélateur de ce qu'avaient déjà analysé les Quatrième et Cinquième Congrès mondiaux de la IV^e Internationale :

a) D'une part, l'impérialisme américain exige la réorganisation du monde dans des relations politiques où tous les Etats (en particulier les autres puissances impérialistes) devraient accepter que leur soit imposé (et au monde entier aussi) le talon de fer américain.

b) D'autre part, les autres secteurs de la classe capitaliste, en l'occurrence la classe capitaliste française, ont leurs propres intérêts dans le conflit entre la France et l'Amérique : il s'agit de savoir si, au Moyen-Orient certes, mais aussi en Afrique ou dans d'autres régions du monde, l'impérialisme français parviendra à préserver certaines de ses positions. Nous sommes là devant une contradiction insurmontable : pour la défense de la propriété privée des moyens de production, l'impérialisme français, comme tous les autres, doit s'en remettre à l'impérialisme américain ; mais le processus même dans lequel l'impérialisme américain est la force contre-révolutionnaire essentielle et indispensable aboutit à remettre en cause les positions mêmes qui fondent la domination de classe de l'impérialisme français. C'est ainsi que l'impérialisme américain ne peut assumer son rôle contre-révolutionnaire que sur les décombres des autres impérialismes.

c) Et en même temps, soumis aux mêmes lois fondamentales qui décomposent l'économie capitaliste dans laquelle plus que jamais les forces productives, dans le carcan du marché mondial, sont engagées dans un processus de destruction, la classe capitaliste américaine se doit de conduire les attaques directes contre les travailleurs américains.

d) Au même titre, la classe capitaliste française ne peut, vis-à-vis de sa propre classe ouvrière, adopter une autre orientation que celle de l'impérialisme à l'échelle mondiale : il lui faut tailler en pièces toutes les conquêtes ouvrières et démocratiques, être à l'avant-poste de l'offensive de démantèlement des conquêtes arrachées par la lutte de classe du prolétariat, qui fondent la classe ouvrière en classe pour soi.

e) Cependant, même si, au bout du compte, l'impérialisme français n'aura d'autre choix que de se rallier, et même si finalement, il est amené à se ranger derrière l'impérialisme américain, celui-ci, pour autant, ne se transformera pas en "super-impérialisme" maîtrisant et surmontant toutes les contradictions de la situation mondiale. Bien au contraire, l'impérialisme américain, certes le plus puissant, concentre toutes les contradictions du système fondé sur la propriété privée des moyens de production. La fuite en avant destructrice par laquelle il prétend y faire face ne fait qu'accroître et aiguïser ces contradictions, à commencer par la principale d'entre elles : l'antagonisme de classe aux Etats-Unis mêmes.

5. — Avant même que la guerre contre l'Irak n'ait formellement été engagée, la crise qui y a conduit a mis en évidence quatre autres traits essentiels de la situation mondiale :

a) Toutes les institutions internationales que l'impérialisme a édifiées depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale sont aujourd'hui entrées dans un processus de déstabilisation, voire de dislocation. L'ordre de Yalta édifié à la fin de la guerre par l'accord entre la bureaucratie stalinienne et l'impérialisme est définitivement révolu. De ce fait, l'ONU ne peut plus occuper la place qui lui était dévolue, d'instrument servile, mais respectant l'apparence démocratique de nations à égalité, qu'elle était censée être depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Et l'on a vu comment l'impérialisme américain, ouvertement, a écarté cet obstacle. Et cela est vrai à des degrés divers pour l'OMC, et pour toute une série d'autres institutions internationales et régionales. L'impérialisme américain doit pouvoir garder les mains libres, il lui faut pouvoir mener la politique conforme à ses intérêts comme il le veut et quand il le veut, utilisant pour cela les instruments institutionnels internationaux et régionaux quand ils s'y prêtent, les contournant et les bousculant quand ce n'est pas le cas ; cela pour constituer ces nouveaux rapports mondiaux qui vont s'ouvrir avec la guerre déclenchée contre l'Irak, et qui intègrent comme but la destruction de tous les rapports internationaux édifiés dans le passé.

b) L'Union européenne doit garder toutes ses fonctions de démantèlement, de déréglementation et de destruction des conquêtes ouvrières ; le mécanisme de ses directives constitue un instrument qui, plus que jamais, peut et doit être utilisé dans chaque pays pour détruire ce que la classe ouvrière a conquis dans le cadre de la nation. Mais comme construction politique appuyée sur une Constitution censée renforcer son homogénéité et l'intégration des pays qui la composent, l'Union européenne ne connaîtra pas les développements auxquels elle semblait promise avant la crise irakienne. L'axe franco-allemand, sur lequel s'est historiquement constituée l'Union européenne avec l'appui de l'impérialisme américain, est aujourd'hui contradictoire aux intérêts bien compris de ce même impérialisme dans le contexte des nouveaux rapports mondiaux qui doivent être édifiés sur la base de ce que recèle le démembrement du Proche et Moyen-Orient, du Caucase, inauguré par une guerre d'Irak qui modifie tous les rapports mondiaux existants. La fracture profonde entre, d'une part, ceux des impérialismes qui se sont directement alignés sur l'administration Bush, et les Etats débris de l'Europe de l'Est, et, d'autre part, ceux qui ont cherché en vain à exprimer une politique différente, interdit de faire aboutir le processus institutionnel tel qu'il était initialement prévu. L'"élargissement" de l'Europe ne peut être qu'un moyen d'imposer le "monitoring" des gouvernements européens par une bureaucratie de Bruxelles agissant directement au compte de l'impérialisme américain. Il est significatif que la crise qui s'est développée dans le cadre de la marche à la guerre en Irak a d'ores et déjà abouti à des crises politiques et institutionnelles majeures pour les gouvernements Schröder, Blair et Aznar. Si d'une part, en France, l'union sacrée réalisée par les appareils semble en apparence préserver le gouvernement Chirac, il n'en reste pas moins qu'entaché par les conditions de son élection (15 millions d'abstentionnistes) et confronté à une classe ouvrière qui a subi de nombreux reculs du fait de la politique des appareils, mais n'a pas pour autant connu de défaite majeure, et, d'autre part, subissant de plein fouet la pression américaine, ce gouvernement

peut être à tout instant confronté à des processus d'effondrement combinant crise institutionnelle, politique et sociale.

c) On a vu, durant toute cette période, s'affirmer le rôle essentiel, du point de vue du maintien de l'ordre bourgeois, du centrisme réactionnaire. L'effondrement de l'appareil du stalinisme crée un vide. L'appareil international du pablisme — car c'est en ces termes qu'il faut en parler maintenant — remplit cette fonction essentielle de mener au nom usurpé de la IV^e Internationale la politique conforme aux besoins du maintien de l'ordre impérialiste. En particulier par le biais de la démocratie participative, des Forums de Porto Alegre et continentaux : tout ce mécanisme dont il a été montré en quoi, sous couvert d'"altermondialisation", il a pour fonction essentielle de favoriser l'intégration corporatiste des organisations ouvrières, c'est-à-dire, en fait, leur destruction (voir l'article de *La Vérité*, n° 32, « "Altermondialisation" : les habits neufs du néo-capitalisme », mars 2003). Rôle que le pablisme joue également comme pilier essentiel d'institutions telles que le Parlement européen.

d) Les développements qui ont conduit à l'atroce guerre impérialiste en Irak ont également confirmé que, plus que jamais, la lutte de classe doit être comprise et analysée comme une lutte de classe internationale. Il y a, à travers des formes nationales qui diffèrent considérablement d'un pays à l'autre, une profonde unité de la lutte de classe internationale. La clé de la situation mondiale réside très largement dans la capacité du prolétariat à rassembler ses forces sur le terrain de l'indépendance de ses organisations. Il est en particulier significatif que de larges composantes du mouvement ouvrier des Etats-Unis, à travers la coalition US Labor Against War, aient dès avant l'engagement de la guerre pris les positions que l'on sait, combinant le refus de la guerre et le refus de l'intégration corporatiste, c'est-à-dire l'affirmation de l'indépendance des organisations ouvrières. Il est évident que cela n'aurait pu se faire sans la mise en œuvre de la stratégie de front unique, qui, à travers l'Entente internationale des travailleurs et des peuples, a permis de fournir à l'initiative de US Labor Against War le point d'appui international

dont elle avait besoin, plaçant dans une certaine mesure la IV^e Internationale et chacune de ses sections au cœur du dispositif de défense du mouvement ouvrier indépendant face à la guerre et à l'intégration corporatiste qui l'accompagne. Il reste qu'il faut constater la nécessité de surmonter les difficultés politiques et d'organisation à tous les niveaux, en particulier au niveau du SI (et pas seulement), qui rendent difficiles la concentration des efforts organisés indispensables au renforcement des sections de la IV^e Internationale.

6. — A quelques jours d'intervalle, "encadrant" le déclenchement de la guerre contre l'Irak, la France a connu : la révision constitutionnelle éclatant la République, la lettre autoritaire adressée par les ministres Ferry et Darcos à 110 000 agents TOS les transférant aux régions et l'ouverture d'un congrès de la CGT placé par ses dirigeants sous le signe de sa transformation définitive en pilier de la CES et de l'unicité syndicale au service du corporatisme européen. C'est dire que la guerre sociale contre la classe ouvrière en France, destinée à faire basculer toute la situation issue de 1944-1945, a été déclenchée avant même le largage des premières bombes sur l'Irak, lesquelles — c'est une évidence — serviront d'alibi à aller jusqu'au bout de ce démantèlement.

Pour les raisons indiquées précédemment, c'est (hormis les pays où le capital a été exproprié) en France qu'ont été arrachées au niveau le plus élevé les conquêtes ouvrières révolutionnaires de l'après-Deuxième Guerre mondiale. Ce qu'on a appelé "l'exception française" est en réalité le produit des conquêtes révolutionnaires de 1944-1945, se combinant aux conquêtes de la vague révolutionnaire entravée de 1936, aux produits différés de la Commune de Paris et à l'immense élan démocratique impulsé par la grande Révolution française de 1789-1793. C'est cet édifice d'ensemble dont le démantèlement est aujourd'hui à l'ordre du jour. Démanteler toute la lutte de classe cristallisée arrachée par la vague révolutionnaire de 1944-1945, démanteler le cadre même de la nation : c'est un véritable processus contre-révolutionnaire qui est engagé. En ce sens, l'offensive en cours a une portée

historique, visant à clore, voire à effacer dans les pires convulsions le produit des vagues révolutionnaires antérieures, vagues révolutionnaires bourgeoises démocratiques et prolétariennes confondues. Mais cela n'est possible, en France comme partout dans le monde — mais plus encore en France, du fait de l'ampleur de ce qui doit être démantelé —, qu'à la condition que les appareils soient au premier plan de cette politique de démantèlement.

7. — Nous sommes entrés dans l'époque de la fin de l'exception française. Il s'agit de détruire l'unité de la nation et de la République une et indivisible, de démanteler toutes les conquêtes arrachées en 1944-1945 et avant, de disloquer tout ce qui fait l'unité de la classe ouvrière ; et, pour cela, nécessairement, de remettre en cause l'existence des organisations qui se sont constituées dans le mouvement même de constitution de la classe ouvrière. La destruction des pans essentiels de l'industrie française exige la destruction de pans essentiels des conquêtes arrachées par la lutte de classe du prolétariat, afin de réduire la classe ouvrière en une masse acceptant toutes les conditions d'une exploitation jamais vue, des organisations qui la constituent. Mais en même temps, toute la situation est marquée par le fait que la classe ouvrière en France n'accepte pas cette politique de destruction qu'on cherche à lui imposer. Même si elle l'a exprimé jusqu'à présent dans les conditions difficiles imposées par la lutte de classe et la politique des appareils. Mais la situation reste marquée par les plus de 15 millions d'abstentionnistes à l'élection du 21 avril 2002, exprimant le rejet par la classe ouvrière de la politique imposée par l'Europe et la "gauche plurielle". Ce rejet, manifesté dans l'abstention qui ne cesse de s'approfondir et frappe toutes les représentations politiques institutionnelles, a trouvé son prolongement sur le terrain même de la lutte de classe chaque fois que la classe ouvrière en a eu la possibilité : ce fut le cas dans le non massif des travailleurs d'EDF-GDF à la remise en cause du statut et du régime de retraite ; c'est le cas chaque fois que, sur le terrain de la lutte de classe, la réalisation de l'unité fournit un point de d'appui sur le terrain

des revendications. C'est ainsi que s'ouvre une nouvelle période dans la lutte de classe, dans laquelle, dans les conditions les plus difficiles, se constitue une situation d'équilibre entre les attaques forcées du gouvernement et de la bourgeoisie, relayées par les appareils, et la recherche par la classe de l'utilisation des organisations pour la résistance.

8. — Bien qu'il ait marqué son opposition à l'entrée dans la guerre impérialiste, le gouvernement Chirac-Raffarin a explicitement indiqué aux appareils qui dirigent le mouvement ouvrier ce qu'est leur responsabilité : "*garantir la paix sociale*", comme il a été déclaré à une délégation intersyndicale par les représentants d'un ministre ; ou encore "*calmez vos troupes*", comme l'a déclaré le représentant d'une des plus hautes institutions de l'Etat à une délégation venue le rencontrer. L'ouverture de la guerre impérialiste va être utilisée à la fois pour accélérer et approfondir toutes les contre-réformes dislocatrices, et pour tenter de réduire au silence le mouvement ouvrier et d'utiliser dans des proportions qu'on ne connaît pas encore l'arme de la répression contre la classe ouvrière et ses organisations. Il est inévitable, dans une telle situation, que la pression exercée sur les appareils se traduise très concrètement :

a) d'une part, l'appareil issu du stalinisme a pour fonction d'aller jusqu'au bout de son rôle mercenaire, passé désormais au service de l'impérialisme le plus puissant. Ce rôle doit en particulier être joué dans la remise en cause du caractère de classe de la confédération syndicale CGT ;

b) d'autre part, dans le rôle de premier plan que ses dirigeants doivent occuper au sein de la Confédération européenne des syndicats, et à travers elle dans la tentative d'imposer l'unicité syndicale à toutes les organisations, unicité sur le terrain de l'accompagnement, et même de la corégulation ou colégislation des mesures décidées par l'Europe, puisque c'est là le cadre imposé par la Confédération européenne des syndicats ;

c) cette nécessité pour l'appareil stalinien, conformément à sa nature, d'aller jusqu'au bout de son rôle destructeur du

mouvement ouvrier nourrit au sein des organisations syndicales contrôlées par lui, d'une part, mais y compris (dans un rapport différent) au sein des secteurs membres du Parti communiste ou liés à lui, de considérables phénomènes de résistance, qui cherchent une issue politique. Il est de la responsabilité des militants de la IV^e Internationale, sur la ligne de la construction du parti ouvrier indépendant, de se lier sous toutes les formes possibles à ces militants ou groupes de militants sur le terrain du front unique, c'est-à-dire de la défense de l'existence et de l'indépendance des organisations ouvrières ;

d) l'offensive destructrice de l'impérialisme met en cause, nécessairement, l'existence même de la CGT-Force ouvrière. Celle-ci s'est construite et renforcée dans les cinquante dernières années, dans la continuité de la vieille CGT. Mais, d'abord et avant tout, en relation même avec les conquêtes, c'est-à-dire les réformes, arrachées par la classe ouvrière. La destruction, les unes après les autres, des réformes en question met à l'ordre du jour nécessairement la destruction de l'appareil réformiste, qui prend la forme de la pression considérable exercée sur cet appareil pour qu'il se transforme en appareil contre-réformiste, c'est-à-dire co-organisateur des contre-réformes imposées par l'impérialisme. Et l'on a vu dans les derniers mois comment cette pression unicitaire intégrationniste s'est exprimée. Ce qui met plus que jamais à l'ordre du jour une politique de front unique dont le fondement est : la défense inconditionnelle de toutes les réformes (conquêtes) arrachées par la classe ouvrière, à commencer par l'indépendance de ses organisations.

9 — Dans ce cadre-là, on ne saurait sous-estimer l'importance de l'offensive menée au nom du Forum social européen, qui dispose des moyens matériels, financiers et politiques qui lui ont permis, d'ores et déjà, d'intégrer toutes les composantes du mouvement ouvrier, hormis la IV^e Internationale, dans une politique ouvertement destinée à la mise en œuvre, l'accompagnement social — l'altermondialisation — des politiques décidées à Bruxelles et à Washington. Ce qui met à l'ordre du jour la lutte contre le centrisme

réactionnaire, comme une composante essentielle de la politique de la IV^e Internationale.

10. — Pour autant, la destruction des organisations n'est pas chose faite. Le combat pour la défense de l'indépendance des organisations est aujourd'hui une question clé de toute la politique de la IV^e Internationale en France. Combat pour la défense de l'indépendance des organisations qui ne saurait être séparé du combat dans l'intervention politique directe dans la lutte de classe. Dans la grave crise qui secoue le mouvement ouvrier dans notre pays, et face à l'énorme pression intégrationniste et corporatiste, l'issue ne viendra pas d'ailleurs que de la réalisation du front unique. Qu'est-ce que le front unique ? C'est l'unité de la classe ouvrière et de ses organisations sur le terrain même des revendications et aspirations de la classe ouvrière. Le front unique suppose donc, à un degré ou à un autre, la rupture avec la bourgeoisie, ce qui en France prend la forme de la rupture avec l'Union européenne, la rupture avec la CES et la rupture avec le cadre corporatiste par lequel les appareils voudraient insérer la classe ouvrière dans la politique du gouvernement (groupe de travail confédéral, Comité intersyndical sur l'épargne salariale, etc.). L'aide à la réalisation du front unique suppose donc, de la part des militants de la IV^e Internationale, d'être capables non seulement, dans le respect de l'indépendance réciproque des partis et des syndicats, de combattre pied à pied partout où ils sont contre l'intégration et pour l'unité sur la base des revendications ouvrières, mais aussi d'être capables de prendre des initiatives directement politiques qui constituent un point d'appui pour la classe ouvrière qui cherche à réaliser les conditions du front unique : conférences politiques pour l'unité, conférences d'urgence, délégués, etc. Ce qui met à l'ordre du jour pour la section française la réappropriation et le strict respect dans toute sa dimension de la démocratie ouvrière, qui inclut :

— la démocratie syndicale fondée sur l'indépendance des syndicats par rapport aux partis, et à l'Etat et au gouvernement, et aux patrons et à l'Union européenne, prenant appui exclusivement sur la libre

détermination des syndiqués définissant les formes et les moyens de la défense de leurs intérêts matériels et moraux ;

— la démocratie ouvrière dans le Parti des travailleurs, fondée sur l'indépendance vis-à-vis des organisations syndicales (et de leurs appareils) et vis-à-vis de l'Etat, prenant appui exclusivement sur la libre détermination des adhérents, définissant les formes et les moyens de la mise en œuvre de la politique du parti ouvrier indépendant en construction ;

— la démocratie ouvrière dans le CCI, qui prend la forme particulière du centralisme démocratique (voir rapport sur les questions de direction) ;

— la démocratie ouvrière dans la lutte de classe (incluant assemblées générales et comité de grève).

11. — Le Parti des travailleurs, dans la période qui s'ouvre, va être confronté à des responsabilités majeures. D'ores et déjà, le Parti des travailleurs, constitué par des militants de toutes tendances et des travailleurs de toutes origines, constitue un acquis essentiel auquel ont contribué les militants de la IV^e Internationale. Un acquis qui joue un rôle indiscutable dans la situation politique et dans le mouvement ouvrier en France. Cependant, il serait erroné, de la part des militants de la IV^e Internationale, de se contenter du résultat acquis ou des progrès enregistrés dans la dernière période. Nous devons d'abord qualifier les questions qu'il nous faut résoudre, et en particulier la nécessité de distinguer pleinement parti et syndicat, et de respecter en toutes circonstances l'indépendance du parti vis-à-vis du syndicat, l'indépendance du syndicat vis-à-vis du parti. C'est là la condition de l'exercice de la démocratie ouvrière, qui signifie que les adhérents du Parti des travailleurs doivent être librement et souverainement organisés, pour déterminer ensemble ce qu'est l'orientation, ce que sont les tâches et les responsabilités de leur parti, au sein duquel les militants de la IV^e Internationale constituent un courant, mais seulement un courant. Cela suppose que, dans les campagnes politiques du Parti des travailleurs, qu'il s'agisse de campagnes sur le terrain électoral, de campagnes sur le terrain de l'aide poli-

tique directe dans la lutte de classe, qu'il s'agisse de la lutte contre la guerre ou de quelque autre initiative que ce soit, le Parti des travailleurs puisse déterminer sa politique en partant des adhérents, de leur organisation, et non pas de la confiscation par les seuls militants de la IV^e Internationale des prérogatives qui doivent être celles de tout le Parti des travailleurs. Ce qui ramène, bien évidemment, aux questions majeures de la démocratie ouvrière.

12. — Dans la dernière période, le cours répressif que tend à mettre en œuvre le gouvernement s'est exprimé de manière particulièrement significative concernant le Parti des travailleurs. Il serait erroné de considérer comme une simple anecdote la circulaire Sarkozy par laquelle l'existence du Parti des travailleurs lui a été contestée lors des législatives de 2002. Circulaire Sarkozy confirmée lors d'élections partielles en mars 2003. Ces éléments préparent une possible remise en cause de l'existence même du Parti des travailleurs, en même temps que cela s'inscrit dans des menaces de répression contre l'ensemble du mouvement ouvrier (inscrire dans cette réflexion les nouvelles dispositions concernant les partis et leur financement).

Dans une situation où le caractère antidémocratique des institutions ne fait que se renforcer, quelle position le Parti des travailleurs adopte-t-il sur la question des institutions de l'Etat et sur la question du pouvoir ? La réforme en cours des institutions européennes, quel que soit son devenir final, va dans le sens d'une aggravation des menaces contre l'existence même de la souveraineté des nations et de tout ce que la classe ouvrière a inscrit comme conquêtes ouvrières et démocratiques dans le cadre de la nation. La réforme de la Constitution, ratifiée par le Parlement réuni en Congrès le 17 mars 2003, vise, à travers la prétendue régionalisation, au démantèlement de l'unité de la nation et de tous les acquis démocratiques qu'elle contient.

Le Parti des travailleurs s'est prononcé à la fois pour l'abrogation des institutions européennes de Maastricht et pour la libre union des peuples, des Républiques et des nations libres de toute l'Europe, ce qui est au cœur de la conférence européenne,

dont les modalités devront être prochainement établies par l'Internationale. Dans ce cadre, le Parti des travailleurs s'est prononcé de manière réaffirmée, pour la liquidation des institutions antidémocratiques de la V^e République, pour l'Assemblée constituante souveraine à travers laquelle le peuple pourra définir librement la forme et le contenu de la démocratie.

De cette orientation découle que, sur un plan strictement électoral et dans la prochaine période, la tendance à l'abstentionnisme ouvrier risque de se maintenir et de se poursuivre comme moyen par lequel les masses, "en creux", expriment leur rejet de la politique imposée par les gouvernements successifs. Il n'en découle pas que le Parti des travailleurs doive se détourner du terrain électoral chaque fois que celui-ci apparaît comme un terrain d'organisation et de construction. Mais, quelle que soit la réponse tactique à cette question, il en découle que la réponse politique du point de vue du pouvoir pour la classe ouvrière peut difficilement de manière immédiate, sur une ligne de front unique, prendre la forme d'un combat pour une combinaison de type "gouvernement PS-PC".

Le point sur lequel le front unique doit prioritairement se réaliser, c'est, d'abord et avant tout, tout ce qui concentre l'indépendance des organisations sur la base des revendications et aspirations de la classe. C'est, au plan politique "institutionnel", celui de la lutte contre le démantèlement de l'unité de la République et de la nation. L'appel lancé à une manifestation nationale sur ce point par un large comité d'initiateur est une expression particulièrement élevée du combat pour le front unique, dans la mesure où il relie à la ligne de la démocratie (défense de la République et de la nation) son contenu de classe (défense des statuts, des conquêtes ouvrières, refus du démantèlement de tout ce qui constitue la classe ouvrière comme classe).

Cette orientation de front unique, c'est celle qui s'exprime également dans le combat engagé par le Comité national de vigilance pour la défense du service d'oncologie pédiatrique de l'hôpital Avicenne. Et encore sous d'autres formes et dans d'autres combinaisons, pour d'autres secteurs.

13. — Dans les derniers mois, en France et à l'échelle internationale, la jeunesse a pris une part particulièrement importante dans les mobilisations contre la guerre. Elle a été amenée, en France, même sur le terrain tout à fait déformé et manipulé du lendemain de l'élection présidentielle, à exprimer sous une forme particulière son rejet de la politique menée par tous les gouvernements continuistes depuis plusieurs décennies. L'intervention dans la jeunesse a connu dans la dernière période quelques avancées du point de vue de la IV^e Internationale. Cette question est aujourd'hui encore insuffisamment au centre de l'activité de la IV^e Internationale dans son ensemble, de sa section française en particulier. Il en découle que cette insuffisante prise en charge obère le renforcement même de la IV^e Internationale. Il revient au congrès, aussi bien concernant les tâches immédiates que dans les décisions spécifiques sur le renforcement de la IV^e Internationale, mais aussi dans les décisions sur les instances de direction à mettre en place, de commencer à répondre à cette carence et à faire de la construction dans la jeunesse une question à l'ordre du jour de tous les secteurs de la section française de la IV^e Internationale.

14. — Toute la situation politique mondiale confirme les fondements mêmes de l'analyse marxiste sur le capitalisme et de l'analyse de Lénine et de Trotsky sur la signification de l'impérialisme.

A l'heure où les renégats du trotskysme affichent haut et fort leur rejet de Lénine, leur condamnation du bolchevisme, il nous revient non seulement de défendre pour nous-mêmes les principes qui ont guidé la révolution d'octobre 1917, qui ont construit le mouvement ouvrier depuis un siècle et demi et dont les faits confirment chaque jour davantage la validité, mais il nous revient, en outre, de mener résolument une politique de renforcement de la IV^e Internationale, de recrutement à la IV^e Internationale, sur la base de la vérification de la validité du marxisme.

Il n'y a aucune contradiction à construire le Parti des travailleurs, dans le respect de l'égalité de toutes ses composantes et dans le respect de ses instances,

et à travailler en même temps au renforcement de la section française de la IV^e Internationale.

Cela exige de définir un plan politique d'utilisation de la revue *La Vérité* et aussi la publication d'un matériel adapté ; cela exige de mettre en place des dispositions de formation (GER adaptés à la situation actuelle), de former des formateurs, de recruter des recruteurs, d'en faire une dimension propre de l'activité de la section française.

C'est à travers cela (la mesure de l'ouverture des GER, la mesure de l'augmentation des effectifs du CCI), à travers l'augmentation également du nombre des contrats financiers, du rapport entre les contrats financiers et les cotisations, que nous vérifierons dans la pratique, et pas simplement dans la théorie, l'actualité du marxisme et son caractère indispensable pour aider la classe ouvrière à combattre, à s'organiser, à résister et, au-delà, à vaincre.

II. Face à la "Confédération européenne des syndicats" (CES) et à la "Constitution européenne"

Introduction

La Convention européenne présidée par Giscard d'Estaing a clôturé ses travaux le 10 juillet.

Cette Convention pour l'avenir de l'Europe a été constituée en décembre 2001, lors du sommet européen de Laeken. Composée par 105 membres, désignés par différents organismes — Parlement européen, partis européens, associations, Conseil de l'Europe, "société civile" — elle a siégé pendant 18 mois pour rédiger un projet de Constitution européenne.

Ce projet a été entériné lors du sommet européen de Thessalonique (Grèce) des 20, 21 et 22 juin 2003. Il doit être l'objet de discussions lors de la conférence intergouvernementale des pays de l'Union européenne, à partir du mois d'octobre.

Normalement, selon le calendrier décidé par le sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union européenne, la Constitution devrait être adoptée par les différents pays en juin 2004, juste avant les élections au Parlement européen.

Différents pays ont annoncé la tenue d'un référendum, mais d'autres gouvernements pensent simplement faire voter la Constitution dans les Parlements nationaux.

Cette "pré-Constitution européenne" implique des modifications profondes dans les Constitutions nationales, parce qu'elle opère un transfert de pouvoir du domaine national à celui de l'Union européenne.

L'analyse de cette Constitution et de ses conséquences fait l'objet d'un débat contradictoire dans le mouvement ouvrier et ses organisations.

Sous l'égide de l'Entente, les 20 et 21 septembre 2003, est organisée à Paris une Rencontre ouvrière européenne pour la paix et pour l'union libre des nations, qui met en question le caractère antidémocratique et antinational des institutions de l'Union européenne, et donc le projet de Constitution.

Il s'agit d'une entreprise qui cherche à démanteler les nations européennes, à privatiser l'ensemble des services publics, à remettre en question des droits ouvriers et démocratiques inscrits dans les cadres nationaux. A ce sujet, le bulletin préparatoire de la rencontre européenne a publié une première analyse du projet de Constitution, et, dans des projets successifs, fournira l'ensemble des éléments afin de faciliter le jugement et l'appréciation des militants et des organisations

ouvrières pour les aider à comprendre l'offensive au service des grandes multinationales (notamment américaines) que ce projet de Constitution représente.

Lors de la séance de clôture de la Convention européenne, Giscard d'Estaing a prononcé un discours adressé aux gouvernements européens, annonçant entre autres qu'ils avaient introduit quelques articles supplémentaires, tel celui qui consacre l'euro comme monnaie de l'Union européenne (aujourd'hui, 12 des 15 pays ont adopté l'euro). C'est-à-dire que Giscard décide même à la place des gouvernements européens qui n'ont pas adopté l'euro.

Giscard a conclu en disant aux gouvernements *"qu'il espère qu'il n'y aura pas de grandes modifications dans la Constitution, parce que, sinon, ce serait déformer le travail fait"*.

X^e Congrès de la CES à Prague, 26 au 29 mai : un congrès placé sous l'égide de Giscard et de Delors

« L'impression majeure qui ressort de ce congrès est celle d'une immense contradiction. Contradiction entre les grèves et manifestations qui secouent l'Europe ces dernières semaines, et notamment en France, en Autriche, en Allemagne, et le caractère des débats pendant ces quatre jours, culminant dans l'ovation du congrès, presque entièrement debout, pour saluer Jacques Delors.

Delors, l'ancien président de la Commission européenne, l'homme du traité de Maastricht et de l'ouverture à la privatisation de tous les services publics, vedette incontestée à l'applaudimètre... Voilà qui résume ce congrès de la CES.

Cela ne signifie certes pas que le souffle des mouvements en cours en Europe ne se soit pas du tout fait sentir. Les représentants du DGB (centrale syndicale allemande) ont soumis une *"proposition d'initiative"* demandant un *"réexamen du pacte de stabilité"*, motion d'urgence qui, bien que majoritaire, n'a pas été considérée comme adoptée, car n'ayant pas obtenu les deux tiers des voix nécessaires.

Cette motion valait d'ailleurs plus par les considérants oraux de sa présentation par un orateur du DGB que par son strict

contenu : vous pouvez adopter une Constitution, mais surtout ne pas la changer.

Depuis le traité de Nice, en décembre 2000, la Confédération européenne des syndicats (CES) a exigé que la Charte des droits fondamentaux soit intégrée dans la Constitution. Giscard, grand seigneur, y a accédé, et à présent cette Charte constitue la deuxième partie du projet de Constitution.

Le X^e Congrès de la CES, qui a eu lieu à Prague du 26 au 29 mai, a consacré le soutien de la CES au projet de Giscard.

Nous publions des extraits d'une brochure du *Manifeste des 500* (militants syndicaux français) *pour l'indépendance syndicale*, qui a rendu largement compte de ce congrès de la CES et du rapport entre la CES et la Constitution européenne.

contenu : *"Il y a eu de grandes manifestations en France, en Italie, en Autriche, en Allemagne. Les gouvernements n'ont pas apporté de réponse de type social à cette crise. Non à la détérioration des acquis sociaux, oui à une politique économique cherchant à sortir l'Union européenne de la crise."* Mais pour le reste, tous les amendements au document principal adopté par le congrès, intitulé *"Programme d'action"*, qui cherchaient à sortir un tant soit peu du cadre institutionnel de l'Europe ont été rejetés, confirmant ainsi que l'ovation faite à Jacques Delors n'était pas le fruit du hasard, mais bien le concentré de la nature de la CES.

Rappelons que, quelques jours avant la tenue du congrès de la CES, le même Jacques Delors avait appuyé chaleureusement la réforme Fillon de destruction des retraites. N'a-t-on pas, dans l'ovation qui lui a été faite, une part de l'explication à la question que des dizaines de milliers de militants et de travailleurs se sont posée ces dernières semaines : pourquoi les dirigeants syndicaux, et particulièrement Bernard Thibault, ont-ils refusé d'appeler à la grève générale pour le retrait du plan Fillon ? »

Les remerciements de Giscard à la CES (ou comment la CES a participé à l'élaboration de la future Constitution européenne)

« Mardi 27 mai, Giscard, président de la Convention en charge d'élaborer la future Constitution européenne, s'est exprimé longuement devant le congrès de la CES. On mesurera, dans les extraits ci-dessous du discours de Giscard, représentant du grand capital, à quel point la CES s'est intégrée dans la corédaction de cette Constitution :

“J'ai pu mesurer tout l'engagement qui est le vôtre dans le débat au sein de la Convention, non seulement par les nombreuses contributions que vous avez adressées à la Convention, mais également par l'excellente participation et l'engagement dont fait preuve votre représentant au sein de la Convention, M. Emilio Gabaglio, depuis le début de nos travaux. Les partenaires sociaux, CES et UNICE, ont montré en effet, tant au cours de nos sessions plénières que dans les groupes de travail auxquels ils ont participé, combien les partenaires sociaux constituent une composante essentielle de la mécanique de l'Union (...).

La Convention, c'est l'originalité et la richesse de sa démarche, réunit représentants des gouvernements, parlementaires européens, parlementaires nationaux, membres de la Commission européenne, du Comité économique et social, et du Comité des régions, et, last but not least, représentants des partenaires sociaux (...).

La méthode de la Convention est celle de l'ouverture (...), ouverture sur la société civile, puisque plusieurs sessions de nos travaux ont été consacrées à écouter ce que les associations, les organisations représentatives attendent de l'Europe (...). La CES constitue un des relais forts avec

la société civile et je salue ici le rôle important qu'elle a joué au sein du “groupe de contact de la société civile” constitué au sein de la Convention (...).

La Charte des droits fondamentaux deviendra partie intégrante de notre traité (...). Autre innovation, un titre de notre Constitution portera exclusivement sur la vie démocratique. Il organisera notamment la consultation de la société civile, sous toutes ses composantes, et devrait consacrer le rôle des partenaires sociaux et l'importance du dialogue social autonome (...).

Enfin, parmi vos priorités, figure le maintien dans la Constitution du rôle des partenaires sociaux. La Convention a confirmé que la Constitution devait reconnaître leur rôle explicitement et que des dispositions adéquates en matière de consultation devaient y être incluses, tout en maintenant les dispositions existantes relatives à la négociation des accords sociaux (...).

Je vous remercie de vos efforts déployés en ce sens et de votre aide à la réalisation d'une Constitution démocratique moderne et sociale, pour les Européens et pour l'Europe !”

Quel hommage à la corédaction par la CES de la future Constitution européenne !

Et corédaction de quoi ? D'une Constitution qui vise à aller jusqu'au bout dans la remise en cause de tout le cadre national dans lequel la classe ouvrière a arraché ses conquêtes sociales, qu'elle cherche à préserver. Corédaction d'une Constitution qui, en préconisant notamment les services d'intérêt général (SIG), pousse à la privatisation de tous les services publics.

Que contient la Charte des droits fondamentaux ?

Le X^e Congrès de la CES a adopté une déclaration intitulée “La CES et la Convention européenne”, qui définit les “revendications” de la CES concernant la future Constitution européenne.

La première de ces “revendications” est ainsi formulée : “La décision claire et ferme d'intégrer dans la Constitution la Charte des droits fondamentaux, dotée d'effets juridiques à part entière.”

Cette "revendication" a été bien évidemment aussitôt satisfaite, puisque l'accord avec Giscard avait déjà eu lieu. Ce qui amène une publication patronale (*Liaisons sociales Europe*) à commenter ainsi l'intégration dans la future "Constitution" de la Charte des droits fondamentaux :

"La Charte des droits fondamentaux constituera la deuxième partie de la Constitution, transformant ce texte en droit positif, et ce sera, si cette option est maintenue par les gouvernements lors de la conférence intergouvernementale chargée d'adopter la Constitution, le principal crédit à mettre au compte des Conventionnels."

Qu'en est-il ? Rappelons que cette Charte des droits fondamentaux avait été proclamée au sommet européen de Nice, en décembre 2000.

Ce serait "le principal crédit" du travail de la Convention présidée par Giscard ? Qu'en est-il ?

Avant d'étudier ce que contient cette charte, citons ce qu'en dit elle-même la Confédération européenne des syndicats (CES), pourtant favorable à cette charte.

Dans un livre intitulé *Qu'est-ce que la CES ?* et présenté par Emilio Gabaglio, on lit, dans une note concernant cette charte :

« En matière sociale, les régressions sont très nettes par rapport à plusieurs législations nationales, à la Charte sociale du Conseil de l'Europe et à plusieurs conventions de l'Organisation internationale du travail (OIT). Ainsi, le droit à la protection sociale est réduit à un "droit d'accès aux prestations de Sécurité sociale et aux services sociaux", le droit au travail au "droit de travailler" et à celui "d'accéder à un service gratuit de placement", le droit au logement à celui de percevoir une aide pour se loger... »

Les droits des salariés font l'objet de dispositions vagues, ne fournissant aucune garantie (droits syndicaux, négociations collectives, consultation des employés, santé...). M. Emilio Gabaglio a dû se battre pendant des semaines pour faire intégrer in extremis le droit de grève. La libre circulation des biens et des capitaux est, en revanche, rappelée dans le préambule. »

Ce passage se passe de commentaires. Venons-en à l'analyse proprement dite du document de cette Charte des droits fonda-

mentaux. D'abord, il y a ce qui est absent : nulle part, cette charte n'indique qu'elle s'inscrit dans le respect des droits et acquis nationaux existants. Il s'agit donc d'une charte européenne, par-dessus les acquis arrachés par la lutte de classe.

Ensuite, l'article 52, intitulé "*Portée des droits garantis*", relativise sérieusement tout ce qui est écrit dans les articles précédents, puisqu'on y lit : "*Des limitations ne peuvent être apportées que si elles sont nécessaires.*"

Et le commentaire de cet article 52, rédigé en décembre 2000 par le présidium de la Convention intergouvernementale qui l'avait élaboré, est explicite : "*Selon une jurisprudence bien établie, des restrictions peuvent être apportées à l'exercice des droits fondamentaux, notamment dans le cadre d'une organisation commune de marché, à condition que ces restrictions répondent effectivement à des objectifs d'intérêt général, poursuivis par la Communauté.*"

Ainsi, non seulement, comme on va le voir ci-dessous, les "droits fondamentaux" de cette charte tournent le dos aux acquis arrachés dans chacun des pays, mais, de surcroît, la Commission européenne se réserve à tout moment la possibilité, au nom de l'intérêt général qu'elle est seule à pouvoir interpréter, de les restreindre.

Venons-en maintenant à quelques-uns des articles de cette Charte des droits fondamentaux, en les éclairant par les commentaires du présidium.

• **"Article 2 : droit à la vie.**

Toute personne a droit à la vie. Nul ne peut être condamné à la peine de mort et exécuté."

Intention noble et louable s'il en est, mais le commentaire du présidium introduit de sérieuses réserves, puisqu'on y lit : "*La mort n'est pas considérée comme infligée en violation de cet article dans les cas où elle résulterait d'un recours à la force rendu absolument nécessaire (...) pour réprimer, conformément à la loi, une émeute ou une insurrection.*"

Donc, la peine de mort est interdite... sauf s'il s'agit de tirer dans la foule !

• **"Article 12 : liberté de réunion et d'association.**

Toute personne a droit à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'association à tous les niveaux, notamment dans les

domaines politique, syndical et civique, ce qui implique le droit de toute personne de fonder avec d'autres des syndicats et de s'y affilier pour la défense de ses intérêts."

Le droit à constituer librement des syndicats serait-il ainsi garanti par cet article 12 de la Charte des droits fondamentaux ? Oui... mais en tenant compte des restrictions apportées, là encore, par le présidium, qui écrit : *"Le présent article n'interdit pas que des restrictions légitimes soient imposées à l'exercice de ces droits par les membres des forces armées, de la police ou de l'administration de l'Etat."*

Mais qui détermine la légitimité d'éventuelles restrictions au droit de s'organiser librement dans un syndicat ? Avec cette charte, les gouvernements ont carte blanche pour l'interpréter à leur guise.

• **"Article 23 : égalité entre hommes et femmes.**

L'égalité entre les hommes et les femmes doit être assurée dans tous les domaines, y compris en matière d'emploi, de travail et de rémunération."

Intention louable et généreuse, si on ne lit pas le commentaire du présidium, qui dit entre autres que cet article se fonde sur *"la directive 76/207/CEE du Conseil"*.

Or c'est au nom de cette directive européenne de 1976 que de nombreux avantages spécifiques aux femmes ont été remis en cause et que, en particulier, la Cour de justice des communautés européennes a intimé l'ordre de remettre en cause l'interdiction du travail de nuit des femmes dans l'industrie, en France.

• **"Article 30 : protection en cas de licenciement injustifié.**

Tout travailleur a droit à une protection contre tout licenciement injustifié."

Pas besoin de lire les commentaires du présidium, l'intitulé de cet article 30 se suffit à lui-même. Il suffira que les patrons affirment que les licenciements sont justifiés par la crise pour que l'article disparaisse. Quant à la "protection", il s'agit d'une protection au contenu à tout le moins très floue.

• **"Article 31 : conditions de travail justes et équitables."**

Cet article est divisé en deux paragraphes, qui méritent d'être analysés soigneusement.

— *"Tout travailleur a droit à des conditions de travail qui respectent sa santé, sa*

sécurité et sa dignité." La formule est tellement floue que seul le commentaire du présidium permet d'y voir clair. On y lit, en effet : *"L'article 31 se fonde sur la directive 89/391/CEE concernant la mise en œuvre de mesures visant à promouvoir l'amélioration de la sécurité et de la santé des travailleurs au travail."*

Or cette fameuse directive de 1989 est celle qui a remis en cause, pour de nombreux pays, tous les acquis existant en matière d'accident du travail. Ainsi, par exemple, en France, la loi du 9 avril 1898 déclarait l'employeur responsable a priori des accidents du travail. Or la directive européenne de 1989 stipule : *"Il est nécessaire que les travailleurs et-ou leurs représentants (...) soient à même de contribuer, par une participation équilibrée (...), à ce que les mesures nécessaires de protection soient prises."* En clair, la "participation équilibrée" signifie que les travailleurs sont désormais coresponsables de leur sécurité. S'il y a accident, c'est désormais aussi leur faute, et non plus la responsabilité a priori de l'employeur.

Quant au deuxième paragraphe de l'article 31, on y lit : *"Tout travailleur a droit à une limitation de la durée maximale du travail et à des périodes de repos journaliers et hebdomadaires, ainsi qu'à une période annuelle de congés payés."* Non seulement la formulation est très floue, mais le présidium précise : *"Le paragraphe 2 se fonde sur la directive 93/104/CE concernant certains aspects de l'aménagement du temps de travail."*

Or cette directive de 1993 est celle qui a notamment établi une période minimale de repos quotidien fixée à 11 heures... soit, donc, la possibilité de travailler jusqu'à 13 heures par jour. Et dans de nombreux pays (comme en France, avec la loi Aubry), les gouvernements ont utilisé cette directive européenne pour remettre en cause les limitations antérieures existant dans les Codes du travail.

On pourrait poursuivre avec de nombreux autres articles de cette Charte des droits fondamentaux, que ce soit sur le travail des enfants, sur les congés de maternité pour les femmes enceintes, sur la Sécurité sociale, etc.

A chaque fois, les prétendus droits fondamentaux ne sont que la traduction des directives européennes qui ont remis en

cause des conquêtes sociales arrachées par des décennies de lutte de classe.

Voilà la réalité de cette Charte des droits fondamentaux. On comprend que la publication patronale citée ci-dessus y voie avec satisfaction le *“principal crédit à mettre au*

compte des Conventionnels”. Crédit pour les patrons, certainement, mais pas pour les travailleurs.

Daniel Shapira, 24 juin 2003

III. Inde :

des questions posées par la préparation du Forum social mondial en janvier 2004

En janvier 2004, le Forum social mondial se tiendra, cette fois, non à Porto Alegre, mais en Bombay (Inde). Le document que nous publions a été rendu public par des responsables syndicaux indiens. Il nous semble constituer un document utile au combat international.

Au comité d'organisation indien,
au groupe de travail indien
du Forum social mondial, Inde

Chers Amis,

Cela fait maintenant un certain temps que nous recevons des informations parvenant du Forum social mondial. Un certain nombre de nos camarades appartenant à nos syndicats ont participé au Forum social asiatique tenu à Hyderabad, ainsi qu'à une première réunion à Mumbai, convoquée dans le but de discuter de l'organisation d'une session du Forum social mondial en Inde. Il nous a été suggéré de tous nous associer à la décision de tenir la prochaine réunion du Forum social mondial à Mumbai, en janvier 2004.

Après en avoir discuté avec des amis et avoir recueilli un certain nombre d'informations sur le Forum social mondial, nous pensons qu'il reste un certain nombre de points sur lesquels le comité indien d'organisation (et-ou le groupe de travail d'Inde), qui est l'instance de prise de décisions, peut apporter des éclaircissements.

Après avoir pris connaissance des documents et lignes directrices du Forum social mondial en Inde, nous pensons que plusieurs questions restent sans réponse. Nous sollicitons les informations qui suivent dans l'espoir que votre réponse nous permettra de prendre une décision.

Tout d'abord, nous voudrions savoir si le Forum social mondial se définit lui-même comme un mouvement s'opposant au système impérialiste mondial. Se place-t-il dans

la continuité du combat contre la mondialisation impérialiste, qui a franchi un pas à l'échelle internationale à la suite des manifestations qui ont marqué la réunion de l'OMC à Seattle, en 1999, ainsi que dans d'autres grandes villes des Amériques, d'Europe ou d'Australie à l'occasion de réunions de gouvernements impérialistes ou de grandes instances internationales ? Dans ce cas, nous nous demandons pourquoi le Forum social mondial s'est montré incapable d'organiser de telles manifestations significatives ces dernières années et utilise ses ressources à l'organisation de ces grands rassemblements mondiaux sans proposer la moindre action d'opposition directe aux agences de l'impérialisme.

Nous sommes également troublés de voir qu'alors que le Forum social mondial s'est montré critique vis-à-vis de l'impérialisme américain, il jouit du soutien apporté de diverses manières par d'autres gouvernements ou agences de l'impérialisme, certains représentants de ces gouvernements participant même au Forum social mondial.

C'est la raison pour laquelle nous voudrions que soit clarifiée la question suivante : le Forum social mondial entretient-il un quelconque lien direct ou indirect, financier ou matériel avec des institutions ou des gouvernements qui soutiennent la mondialisation et ont leurs propres intérêts à promouvoir, même s'ils peuvent en venir à s'opposer de temps à autre à quelques aspects particuliers de la politique des autres puissances impérialistes.

Dans la mesure où la plupart des syndicats indiens rejettent les clauses sociales

promues par l'OMC sur la base du fait qu'elles servent de couverture aux intérêts impérialistes, et alors qu'un des critères de participation au Forum social est pour nous l'opposition à la mondialisation, nous voudrions connaître la position du Forum social mondial sur les clauses sociales.

Nous souhaiterions également connaître la position du Forum social mondial sur le sommet mondial et la réunion de Davos, notamment à la lumière de déclarations selon lesquelles il s'agirait de "jeter un pont" entre ces deux instances. Nous pensons que cette question est particulièrement importante, dans la mesure où le dirigeant du Parti des travailleurs du Brésil, Lula, un des membres fondateurs du Forum social mondial, un des principaux participants au Forum social mondial de 2002 à Porto Alegre, a lui-même participé au sommet de Davos au début de cette année. Est-il juste de dire qu'il s'agissait là de "jeter un pont" ?

Nous voudrions également savoir ce que le Forum social mondial entend par "mouvement social", expression utilisée dans les documents préparatoires. En se proclamant mouvement social, le Forum social mondial ouvre la voie à toutes les forces contradictoires de la société. Ce faisant, le Forum social mondial dit qu'il n'est ni une coalition, ni une tribune, ni une organisation en cachant d'autres, et ainsi de suite. Qu'est-il alors ? Pourquoi a-t-il été constitué ?

D'après ce que nous comprenons, le Forum social mondial est un organisme de débat et de discussion, mais qui ne propose pas de se diriger vers une action commune, bien qu'il ne s'oppose pas à ce que des organisations ou des groupes d'organisations envisagent un tel programme. La réalité, c'est que la mondialisation a frappé et frappe massivement les peuples du monde, ainsi que les ressources. C'est la raison pour laquelle nous pensons, nous, que l'action coordonnée contre l'impérialisme à l'échelle internationale est urgente et nécessaire. Nous craignons que si la discussion et les débats ne se concluent pas sur un programme minimum d'action accepté de tous, ces discussions et débats constitueront un effort stérile — même avec les meilleures intentions —, gâcheront un temps précieux, l'énergie et les ressources des organisations et mouvements populaires pour les détourner de l'action concrète qui est à l'ordre du jour.

Nous voudrions avoir une définition

claire de ce qui est appelé "société civile". Est-ce l'objectif du Forum social mondial que de créer "un autre monde", où les travailleurs, les patrons (qu'ils soient petits ou grands) et même les représentants des gouvernements impérialistes (qui participent au Forum social mondial "à titre individuel") cohabiteraient sans intérêts opposés et contradictoires ? Puisque la charte des principes préconise la reconnaissance "mutuelle" entre les mouvements et organisations qui participent au Forum social mondial et que — selon les lignes directrices — ces mouvements et organisations incluent les travailleurs, d'une part, et des patrons et industriels, d'autre part, cette "reconnaissance mutuelle" ne revient-elle pas à faire accepter par les travailleurs le système d'exploitation tel qu'il existe ? Est-ce faux ?

Jusqu'à présent, le combat contre la mondialisation est mené par les victimes de la mondialisation. Les lignes directrices politiques du Forum social préconisent l'ouverture aux patrons et industriels locaux aux côtés des travailleurs et des paysans. Nous ne pensons pas qu'en Inde, les patrons et industriels locaux constituent une section cachée, marginalisée, non reconnue et opprimée de la société, à laquelle les travailleurs devraient ouvrir un espace. Ce sont les seuls à avoir bénéficié de la mondialisation (à l'exception de quelques petits patrons, qui ont été affectés par certains aspects la politique pro-impérialiste du gouvernement). Le Forum social mondial propose-t-il que les travailleurs collaborent avec les patrons et les industriels ?

Le Forum social mondial a pour slogan : "Un autre monde est possible." Cela signifie-t-il qu'"un autre monde est possible" dans le cadre de la mondialisation impérialiste ou en dehors de celle-ci ? Cette question n'est pas clarifiée. La Charte du Forum social mondial le définit comme un mouvement social et donne l'impression qu'il est détaché des questions politiques. Cependant, le document parle de créer "un climat politique favorisant le dialogue par-delà les différences". Il n'est pas dit clairement quelles sont les différences que le Forum social mondial voudrait réduire ou atténuer (...).

Dans la mesure où l'organisation du Forum social mondial va demander beaucoup de temps et d'énergie, en tant que syndicalistes, nous voudrions savoir quelle

contribution le Forum social mondial va apporter au mouvement syndical indien dans son combat pour l'émancipation du travail, particulièrement dans un contexte marqué ces dernières années par de violentes attaques contre les droits ouvriers et la protection sociale, comment vont être favorisés la lutte des classes et le combat pour une société sans classes. Par exemple, nous serions heureux d'apprendre comment le Forum social mondial en tant que tel (nous ne posons pas la question à propos de telle ou telle organisation faisant partie du comité de préparation, nous savons que nombreuses d'entre elles ont joué un rôle important dans le combat) a contribué ou contribuerait à la satisfaction des revendications pour lesquelles nous avons participé à la

grève générale de l'Inde, qui fut un succès, le 21 mai ? Apporter des clarifications aux points soulevés ci-dessus nous permettrait de prendre une décision dans la mesure où la participation à la préparation du Forum social mondial signifie que nous devrions consacrer une énergie des ressources en hommes et en temps disponibles au détriment d'autres activités organisationnelles urgentes.

Cependant, quelle que soit notre décision, nous tenons à réaffirmer que nous sommes toujours prêts à nous joindre aux combats concrets contre la mondialisation impérialiste, source d'exploitation de notre pays et de notre peuple.

N. Vasudevan, co-secrétaire
Trade Union Solidarity Committee

IV. Espagne : se débarrasser des institutions du franquisme

La "transition" orchestrée en Espagne par l'impérialisme et le Kremlin après la mort du dictateur Franco avait été la première application de l'accord contre-révolutionnaire amenant à soutenir tous les régimes européens, avec pour objectif principal, à ce moment-là, d'isoler la révolution portugaise. En ce sens, on a parlé du "modèle" de la "transition espagnole". Aujourd'hui, les institutions franquistes préservées par ce pacte menacent de faire sauter le pays pour barrer la voie au puissant mouvement des masses. Le POSI, section de la IV^e Internationale en Espagne, a publié une brochure à ce sujet. En voici quelques extraits.

Vingt-huit ans après la mort du dictateur Franco, alors qu'une immense mobilisation contre la guerre en Irak a secoué l'Etat espagnol, les commentateurs politiques de la bourgeoisie se scandalisent de la prolifération des drapeaux républicains dans les rues.

Ils craignent que le dispositif constitutionnel créé après la mort de Franco, avec la collaboration des dirigeants du PSOE, du PCE et des partis nationalistes, ne commence à s'effondrer.

En même temps, la mise hors la loi du parti "nationaliste radical" basque Batasuna et l'annulation de 216 candidatures de regroupements électoraux, validées par la signature devant notaire de 80 000 citoyennes et citoyens, interdiction édictée en un temps record par une audience spéciale du

Tribunal suprême et validée par le Tribunal constitutionnel, démontre l'incompatibilité entre les institutions héritées du franquisme, préservées dans la transition, et les conquêtes démocratiques les plus élémentaires imposées par les travailleurs (...).

Le POSI a affirmé dès sa fondation qu'il existe une immense contradiction entre les institutions de la monarchie, héritées du franquisme avec quelques retouches, et les droits démocratiques arrachés à la dictature moribonde durant la transition (...).

Cette contradiction, restée à l'état larvaire durant des années, entre en crise ouverte en raison de la politique de choc du gouvernement Aznar.

Il est impératif d'analyser, du point de vue du marxisme, ce qui est appelé la "transition démocratique" (...).

OUÛ NOUS MÈNENT-ILS ?

A la mort de Franco, le mouvement ouvrier, unissant dans une même lutte les travailleurs catalans et basques, andalous et galiciens, madrilènes et des Canaries, a imposé au franquisme en décomposition l'existence d'organisations politiques et syndicales, de droits démocratiques (...). L'affrontement et la division, qu'on veut aujourd'hui nous imposer, sont une menace mortelle pour le mouvement ouvrier ; les pactes contre les libertés ouvrent la voie à la liquidation par les franquistes de la liberté syndicale et de toutes les conquêtes. Le POSI voit se confirmer de la pire manière son analyse de 1980 : l'acceptation, par les dirigeants des organisations ouvrières, des institutions de l'appareil franquiste, même "réformées", leur maintien et leur défense vingt-cinq années durant leur permet aujourd'hui de se réveiller, de se rebeller contre ce qu'a imposé le mouvement, de revenir sur ces conquêtes des années soixante-dix. Les maux présents sont le résultat des fautes anciennes. Nous devons aujourd'hui répéter ce que nous disions dès la constitution de notre organisation. L'issue démocratique dans l'État espagnol passe par la République, par le droit à l'autodétermination des peuples, par l'Union des républiques libres. Comment aider les travailleurs, qui luttent sur la défensive, pour défaire les franquistes et s'ouvrir la voie à cette solution ?

LA RESPONSABILITÉ DES DIRECTIONS DU PSOE ET DE IZQUIERDA UNIDA

Le soutien de Zapatero à la politique de choc d'Aznar menace le PSOE, non seulement de défaite électorale, mais de destruction (...). Cependant, la place qu'occupe encore le Parti socialiste, par sa tradition et par ses liens avec les travailleurs, lui donne une grande responsabilité dans le coup d'arrêt à la marche à l'affrontement impulsée par Aznar, et à laquelle collabore le PNV.

Pour ce qui concerne Izquierda Unida, elle parvient à la fois à soutenir les campagnes antiterroristes d'Aznar et les opérations de division du PNV. C'est ainsi qu'elle s'est abstenue sur la loi des partis, qu'elle s'est prononcée pour la mise hors la loi de Batasuna par le biais du Code pénal (position similaire à celle de Garzón) et qu'elle soutient en même temps le plan

Ibarretxe. Elle est allée même jusqu'à ne pas être présente au Parlement basque le jour le plus conflictuel.

Les intérêts des travailleurs exigent que ceux qui parlent en leur nom rejettent avant tout la politique de choc d'Aznar, qu'ils défendent les libertés démocratiques pleines et entières, la recherche d'une issue démocratique sur la question basque, basée sur le dialogue.

QUELLE ISSUE ?

Il y a des camarades pour penser que le pacte constitutionnel avait été tactiquement correct. Qu'il n'y avait pas d'autre issue possible. Par exemple, que si on n'avait pas accepté pas les diktats des franquistes, il aurait pu y avoir un coup d'État. Nous respectons leur opinion. Mais nous ne sommes plus en 1977. Aznar a dynamité le pacte constitutionnel. Comment les dirigeants du PSOE et du PCE peuvent-ils rester unis à Aznar "pour la Constitution et contre le terrorisme", alors que la Constitution d'Aznar est la négation de la liberté des partis, l'annulation des institutions élues, l'affrontement entre les peuples ?

(...) Les millions qui, s'appuyant surtout sur l'UGT et les CCOO, ont manifesté contre la guerre et pour la démission d'Aznar sont une force capable d'apporter une solution politique à la crise du régime. Les drapeaux républicains dans les manifestations contre la guerre et pour la démission d'Aznar répondent au sentiment instinctif des travailleurs, de la jeunesse, selon lequel, pour sauver ce qu'il y a de plus fondamental, il faut se libérer du poids mort des institutions franquistes : Aznar, le Tribunal suprême... et du régime monarchique qui les a maintenues.

Le mouvement ouvrier doit recouvrer sa liberté, dénoncer le pacte constitutionnel déjà rompu pour prendre la tête d'une large alliance des travailleurs et des peuples pouvant imposer la rupture démocratique et ouvrir un avenir de liberté et de progrès, partie prenante de la lutte des travailleurs d'Europe pour la démocratie.

Pour nous, cela signifie que tout pas en défense des libertés réalisé par les dirigeants de nos syndicats et des partis qui parlent au nom des travailleurs est un point d'appui pour unir les forces ouvrières et populaires face aux franquistes et doit être soutenu.

Rédaction, administration et correspondance

(pour tous les pays et pour les versions anglaise, espagnole et française)

87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris-France

Revue bimestrielle - Directeur de la publication : Pierre Lambert

Comité de rédaction :

Jean-Pierre Barrois, Gérard Bauvert, Andreu Camps, Robert Clément, Miguel Cristobal, Manuel Cuso, Olivier Doriane, François Forgue, Marc Gauquelin, Lucien Gauthier, Daniel Gluckstein, Maurice Gozlan, Jean-Jacques Marie, Jean-Marc Schiappa, Marie-Claude Schidlower. **Correspondants** : Arfoutni Abderraman (*Algérie*), Werner Uhde (*Allemagne*), Lybon Mabasa (*Azania et Swaziland*), AKM Fazlul Hoque Ripon (*Bangladesh et Inde*), Philippe Larsimont (*Belgique*), Markus Sokol (*Brésil*), Paul Nkuzimana (*Burundi*), Luis Mesina (*Chili*), José Limaico (*Equateur*), Blas Ortega (*Espagne*), Alan Benjamin (*Etats-Unis*), Maïté Dayan (*France*), Charles Charalambous (*Grande-Bretagne*), Dimitris Astériou (*Grèce*), Lorenzo Varaldo (*Italie*), Yassine Lamin (*Maroc*), Aires Rodrigues (*Portugal*), Florin Constantin (*Roumanie*), Luis Vázquez (*Mexique*), Michel Gindrat (*Suisse*), Alifa Ngabaye Sam (*Tchad*), Malcolm Bagayako (*Togo*), Ariel Quiroga (*Uruguay*), Pavlusko Imsirovic (*Yougoslavie*).



Commission paritaire : n° 66926 - ISSN 0294-359X